



OCTOBRE 2006

PROPOSITION D'ÉTUDE
BASÉE SUR LE RÉSEAU*ESPACES POPULAIRES
DE CRÉATION CULTURELLE*

Hugues Bazin – B.P. 67 – 92114 CLICHY Cedex

NOUVELLES PROFESSIONNALITÉS DES ACTEURS POPULAIRES ASSOCIATIFS, LES ESPACES INTERMÉDIAIRES D'INNOVATION SOCIALE

1- RÉSUMÉ	2
2- PROBLÉMATIQUE	3
PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE	3
PROBLÉMATIQUES DE TRAVAIL	9
3- TERRAINS D'ENQUÊTES, ÉCHELLES D'ANALYSE, PRINCIPALES ÉTAPES	12
L'INTERRÉGIONAL	12
LES RÉGIONS.....	13
LES RELAIS LOCAUX.....	13
PRINCIPALES ÉTAPES	14
4- MÉTHODOLOGIE	15
DÉMARCHE QUANTITATIVE (QUESTIONNAIRES).....	15
DÉMARCHE QUALITATIVE (ENTRETIENS AUTOBIOGRAPHIQUES)	15
DÉMARCHE INTERACTIVE (ATELIERS DE RECHERCHE-ACTION)	16
5- VALORISATIONS ENVISAGÉES	17
LA QUALIFICATION DES ESPACES PROFESSIONNELS	17
L'ACCOMPAGNEMENT A L'AUTO FORMATION.....	18
LA CONSTITUTION DE PÔLES RÉGIONAUX D'INNOVATION	19
7- ANNEXE : ATELIERS DE RECHERCHE-ACTION	21

1- RÉSUMÉ

(OBJECTIFS, MÉTHODES ET RÉSULTATS ATTENDUS)

À une nouvelle génération d'acteurs populaires correspond une nouvelle génération d'associations et réciproquement. L'étude se propose de décrire les nouvelles professionnalités qui émergent de cette relation. Nous partons de l'hypothèse que l'association (1901) devient moins le réceptacle de « projets » que le support au développement d'espaces socioprofessionnels particuliers, les « espaces intermédiaires ». Ils instaurent une relation inédite entre des expériences informelles et une reconnaissance professionnelle.

Nous décrivons alors un autre rapport au travail (formation, professionnalisation, production) et au territoire (local/global, quartiers populaires/espace public). Nous pourrions ainsi vérifier si l'engagement associatif est toujours inséparable du rôle d'innovation sociale, économique et politique initié à la base par l'expérimentation en milieu populaire.

L'étude propose de s'appuyer sur le laboratoire naturel que constitue le réseau d'acteurs associatifs *Espaces populaires de création culturelle* en tant qu'objet et sujet de l'étude. En effet, il désigne à la fois le contenant (organisation de l'étude à travers des groupes de recherche-action dans différentes régions et une coordination inter-régionale) et le contenu (ceux qui animent le réseau appartiennent justement à cette génération d'acteurs populaires).

L'articulation entre des outils méthodologiques quantitatifs (questionnaires), qualitatifs (entretiens biographiques) et interactifs (ateliers de recherche-action), nous permettra de plonger au cœur de cette réalité sociale, poser des enjeux et produire des connaissances qu'il serait impossible d'obtenir par les moyens classiques d'enquête.

L'étude peut directement nourrir des cycles d'autoformation et de validation d'expériences, requalifier des espaces professionnels à travers la constitution d'espaces-relais, des moments de restitutions publiques comme l'organisation d'une « foire aux métiers », provoquer la mise en place de « pôles régionaux d'innovation sociale ».

2- PROBLÉMATIQUE

PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE

L'association 1901 est un outil, un support de projets. En interrogeant la notion de **projet**, l'association apparaît alors comme un indicateur des mutations de la société et particulièrement, de la place des jeunes acteurs populaires dans les formes contemporaines d'engagement et de professionnalisation. À ce titre, il nous paraît important de ne pas séparer un projet socioprofessionnel, de la dimension sociopolitique du rapport au travail.

En effet, notre problématique générale pose *le principe que la professionnalisation des acteurs populaires à travers le milieu associatif est inséparable du rôle de transformation sociale initié à la base par l'innovation en milieux populaires.*

C'est ce que nous essayons de retracer dans cette brève et partielle¹ présentation historique sur le rôle des associations populaires, leur rapport au territoire et à l'histoire. Raviver une mémoire collective n'est pas inutile pour poser les repères présents. Nous essaierons de montrer qu'au-delà du bouleversement du contexte socio-économique de ces trente dernières années, certains points d'articulation où *les associations jouent un rôle central comme laboratoires sociaux d'une participation à l'espace public et d'un développement possible de société reliant dimension locale et nationale, économique et politique.*

1975

Le tissu associatif des années 1970 dans les quartiers populaires a été fertile en expérimentations, de la mouvance issue de la militance autogestionnaire de 68 à la mouvance issue de la militance de l'immigration. On pensera par exemple l'économie sociale des régies de quartier², aux expérimentations urbaines impliquant les habitants³, à la naissance des réseaux d'expression comme le journal « Sans frontière⁴ » jusqu'à l'action culturelle revendicative des concerts « rock against police⁵ ». Les quartiers et leur réseau associatif pouvaient être repérés dans ce sens expérimental d'innovation sociale.

« Dès la fin des années soixante-dix, a été évoquée la construction volontariste par les acteurs sociaux et l'État d'un secteur économique intermédiaire entre le secteur marchand et le secteur public, soit le « tiers secteur ». L'argumentation qui sous-tend la constitution de ce secteur est que le marché et

¹ Ce rappel historique dans le cadre de cette note d'intention reste schématique, l'étude donnera l'occasion de discuter et d'approfondir une analyse sociohistorique sur le rôle des associations.

² Exemple avec la lutte urbaine des habitants de l'Alma-Gare à Roubaix qui a opposé pendant plus de dix ans (1966-1983) la municipalité de Roubaix, et un mouvement associatif, à propos de la rénovation d'un quartier populaire. « La question de la maîtrise de leurs dépenses de gestion de la vie quotidienne (charges d'électricité, entretien d'espaces verts et de bâtiments) a donné naissance à « La Régie » (en référence à la régie technique d'une scène de théâtre). La Régie, qui était une expérimentation sociale, s'est transformée en innovation sociale lorsqu'elle a généré plusieurs autres régies de quartier. En quelque sorte, quand le nom propre est devenu un nom commun ». **LORTHIOI J.** [2004], « Expérimentations et innovations sociales. Le génie civique », in *Territoires* n°447, Adels.

³ « Dès l'origine, le développement local apparaît bien comme une nouvelle manière de faire de la politique, à partir des problèmes concrets de la vie quotidienne, sur des enjeux partagés par le plus grand nombre, contre les « notables » de tous bords qui prétendent toujours faire le bonheur du peuple, mais sans le peuple qui doit rester sous-informé, assisté et passif. La classe politique, dans sa très grande majorité, se méfie de ce mouvement naissant qui est difficilement contrôlable et qui peut constituer un contre-pouvoir citoyen. » Gontcharoff G. [2002], « Développement local : petite généalogie historique et conceptuelle » in *Territoires* n°431, Adels.

⁴ Il a été une tribune facilitant l'organisation et l'information sur la création et l'action des associations nées ou issues de l'immigration comme le collectif des droits civiques.

⁵ Mouvement inspiré par les jeunes Antillais de Grande-Bretagne, « Rock Against Police organisait le 19 avril 80, à Paris le premier concert gratuit 'des jeunes immigrés et prolétaires des banlieues', devant quelque trois mille personnes. Depuis, des dizaines de concerts analogues ont eu lieu en France. L'objectif des organisateurs était de révéler l'existence, dans les banlieues ouvrières, de centaines de groupes de rock, composés de jeunes de toutes nationalités. Des groupes variables, souvent éphémères, issus des cités et des bandes qui s'y forment, imprégnés d'une conscience aiguë de la vie au quotidien : la question des assassinats racistes et de la répression policière, la question du logement et celle de la petite délinquance qu'ils considèrent avant tout comme sociale et économique. » **H. ABDALLAH M.** [1982], « Les lascars s'organisent », in *Questions clefs (No 2)*, E.D.I., pp.52-63

l'État laissent des aspirations non satisfaites. Par l'inscription locale de ce secteur, on peut répondre aux besoins sociaux de manière personnalisée et dans un rapport de proximité⁶ ».

1980

Le passage des années 80 se caractérise par un renversement des perspectives où les mêmes quartiers deviennent selon les différentes terminologies « ghetto », « îlots sensibles », « zone de non-droit », etc. Ce qui fut appelé « la crise » est principalement décrit par la montée du chômage et le « mal des banlieues », non comme la remise en cause d'un modèle de société.

Les phénomènes émeutiers récurrents accroissent cette vision selon laquelle la résolution de la question sociale passerait par un traitement urbanistique et social des « quartiers défavorisés ». « Il ne s'agit pas simplement de réagir au stigmate mais de retrouver une pertinence dans la construction d'une voie associative pour prétendre à une participation réelle à la vie de la cité, créer de nouvelles passerelles entre le social, le politique et le culturel. Or, les voies de la participation sont restées étroites, coincées entre une dérive techniciste des DSQ (développement social des quartiers) et une vision instrumentale de l'action associative de la part d'élus locaux dont les pouvoirs sont renforcés par la décentralisation⁷ ».

Le résultat fut inverse, l'enfermement d'un développement populaire dans le territoire et non la construction du territoire à partir de ce développement, ne permit pas de résoudre les problèmes de fond.

« Petites associations de quartier, nées d'un projet d'activité ou d'une subvention municipale, conduites par des jeunes de banlieues, ceux de la galère, munis de ressources limitées en matière d'organisation et de projets sur le long terme, souvent dépourvus de contacts avec le pouvoir local⁸ ».

Une des conséquences, est la séparation du mouvement associatif populaire, particulièrement celui issu de l'immigration, en deux pôles qui n'arrivent plus à entrer en synergie : un pôle associatif social ou socioculturel territorialisé et un pôle politique d'influence nationale.

« Ces acteurs se trouvent écartelés entre une stratégie d'insertion dans le système politique et une stratégie d'action politique autonome et radicale. Le déchirement qui en résulte conduit, d'une part, à l'adoption d'une « action infrapolitique de repli local », passant notamment par des associations à vocation culturelle ou de solidarité ; d'autre part, à une « action suprapolitique en appelant à l'éthique contre le racisme⁹ ».

On peut situer cette coupure entre 1983 et 1985, c'est-à-dire entre la première et la troisième marche nationale des jeunes « issus de l'immigration ». Paradoxe de la médiatisation qui aurait pu faire croire que tout un pays découvre sa dimension pluriculturelle à travers la mise en visibilité de l'immigration et des banlieues alors qu'elle consacre le rendez-vous manqué avec l'aspiration d'une citoyenneté culturelle.

« Il y a dans le mouvement des associations de jeunes issus de l'immigration une dimension importante, la revendication d'une appartenance et d'une citoyenneté collective, qui n'est pas intégrable dans un moule fonctionnant pour l'essentiel à l'assimilation individuelle¹⁰ ».

1985

Les associations furent mises à contribution plus dans une logique instrumentale d'insertion dans les dispositifs partenariaux pour retisser du « lien social ».

« L'inscription dans les dispositifs de lutte contre la délinquance relève parfois plus d'une stratégie de communication dès lors qu'elle n'est pas relayée par une action en profondeur et pérenne. Il en résulte un

⁶ LAVILLE J.-L. [2001], « Les raisons d'être en association », in CAILLE A., LAVILLE J.-L. (et al.), *Association démocratie et société civile*, Paris : La Découverte (Bibliothèque du MAUSS).

⁷ BATTEGAY A., BOUBEKER A. [1997], « Les voies associatives. Dynamique des liens associatifs et construction de territoires », in METRAL J. (Ss la dir.), *Les aléas du lien social*, Paris : Ministère de la Culture.

⁸ La tribune Fonda [1991], *Association et immigration*, (No 82-83), Paris : Fonda.

⁹ KOKOREFF M. [2003], *La force des quartiers : De la délinquance à l'engagement politique*, Paris : Payot

¹⁰ La tribune Fonda [1991], *op. cit.*

certain nombre d'effets pervers : les dispositifs de la politique de la ville participent à la construction de l'image négative des quartiers et des jeunes qui en sont la cible privilégiée¹¹ ».

L'innovation sociale basée sur une contre-expertise laisse place au traitement social basé sur une collaboration aux dispositifs institutionnels. Ces politiques publiques profitent plus à une approche sectorielle segmentée qu'à un renouvellement des formes de négociations et de participation.

« Les associations auprès desquelles nous avons enquêté, ont en effet ceci de commun qu'elles ne peuvent être comprises comme des expressions naturelles de populations localisées : elles sont des constructions de lieux d'expression et d'action, où se croisent momentanément des itinéraires individuels variés qui ne se laissent pas décrire dans des cadres strictement locaux¹² ».

À au contraire, le localisme oriente la professionnalisation des acteurs associatifs dans une gestion parapublique de secteurs d'activités (loisirs, aide scolaire, prévention, activités culturelles, etc.) sans appeler de nouvelles réponses politiques. Le tissu associatif aurait pu autrement pour toute une génération engendrer une couche de professionnels susceptibles d'occuper des postes de décision qui manquent actuellement dans les corps intermédiaires (cadres associatifs, politique, économique).

Cette insertion économique limitée, sur le fond, n'a donc pas changé la donne, d'autant que les acteurs qui se sont professionnalisés à cette époque gardent un goût amer du partenariat institutionnel. À la crise socioéconomique s'ajoute une crise institutionnelle et politique dont les causes profondes restent aujourd'hui d'actualité.

En effet, cette reconnaissance institutionnelle localisée ne correspondait pas aux aspirations d'une génération montante, particulièrement celle des enfants de travailleurs immigrés, qui se plaçaient plus sur le terrain trans-territorial de la citoyenneté dans une revendication politique globale d'égalité des droits. « Dotés d'une éducation française et d'une culture industrielle, les jeunes issus de l'immigration n'acceptent pas les conditions de vie imposées à leurs parents et, ce faisant, transforment les rapports intra-communautaires en problématisant les institutions françaises : école, police, justice, usine...¹³ »

Or, ce qui fut appelé par les médias « le mouvement beur », fut principalement traité sur le terrain classique de la lutte antiraciste (« touche pas à mon pote », « droit à la différence »¹⁴), et de la pression politique (lobbying électoral¹⁵). Cette difficile prise en compte traduit aussi la perte de vitesse des mouvements d'éducation et politiques (éducation populaire, syndicats, etc.)¹⁶ dérivant parfois vers des logiques corporatistes ou marchandes.

« Les militants de cité n'ont pu qu'exceptionnellement accéder à la représentation politique. Ceux qui ont été, investis par le PS ou le PCF n'ont eu droit qu'à des petits rôles ou à des postes de faire-valoir les « beurs et beurettes de service » qui servent de caution à l'antiracisme des élus de gauche. Ainsi, quels que soient leur trajectoire scolaire et professionnelle et leur « mérite » politique, les « beurs » ont été ramenés à leur catégorie d'origine, c'est-à-dire à l'image négative qui lui est attachée. En ne permettant pas à ces derniers d'accéder la représentation politique et de parler en leur nom, ils ont contribué à faire de cette catégorie de la population de l'extérieur en termes de « délinquance », de « drogue », d'échec ou de désordre »¹⁷.

1990

En 1990, au mois de mars exactement, nous organisons¹⁸ un forum appelé *Banlieue cent visages* bouclant un « tour de France » des banlieues de grandes villes (Lyon, Marseille, Toulouse, Montpellier, Lille, Île de France). Nous constatons cette crise des relais qui handicape l'élaboration de nouveaux

¹¹ KOKOREFF M. [2003], op. cit.

¹² BATTEGAY A., BOUBEKER A. [1997], op. cit.

¹³ La tribune Fonda [1991], op. cit.

¹⁴ SOS Racisme de 1985 à 1990 (204 comités) a pour objectif de créer un groupe de pression sur le terrain de l'antiracisme en faisant une cause humanitaire

¹⁵ France Plus de 1985 à 1990 (45 comités), s'est donnée pour objectif d'inciter les jeunes issus de l'immigration, mais de nationalité française, à s'inscrire sur les listes électorales et à présenter leurs candidatures sur les listes des partis politiques qui acceptaient de leur donner une place éligible.

¹⁶ En quinze années, de 75 à 90, le mouvement syndical perd la moitié de ses effectifs et les mouvements de jeunesse régressent depuis les années 60

¹⁷ MASCLET O. [2003], La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué, Paris : La Dispute, 317p., (Pratiques politiques).

¹⁸ Un groupe inter-associatif de travailleurs sociaux et d'éducation populaire.

projets (professionnels, sociaux, culturels, politiques) et cherchions, à travers des dynamiques éparées qui s'efforcent de s'organiser dans les quartiers, comment pourrait « émerger une signification sur les formes de mobilisation et de participation des jeunes ».

Nous constatons le rôle naissant mais important de l'expression artistique¹⁹ et plus généralement de la créativité comme mode de réponse à un environnement hostile, voire comme alternative crédible et cohérente (en l'absence de réponse politique) dans un parcours économique associatif. Nous avons été par exemple l'une des premières rencontres nationales à reconnaître des formes d'émergence culturelle telles que le hip-hop bien avant que la force esthétique et économique des « cultures urbaines » soit prise en compte²⁰.

Mais en même temps cette rencontre nationale « banlieue cent visages » n'a pu déboucher sur de nouvelles formes de structuration collective. Entre une base sociale enfermée dans le territoire et des tentatives de collectifs nationaux sans base sociale, nous constatons la coupure historique et mémorielle entre la mouvance immigrée, le mouvement ouvrier et le développement territorial des grands bassins d'emplois.

« Cette fraction de classe particulière que constituent les enfants de l'immigration postcoloniale se retrouve 'coincée' entre, d'un côté, un héritage ouvrier aujourd'hui racorni, peu attirant, et, de l'autre, un héritage colonial à la fois mal connu d'eux et traumatisant. Seul un tel travail de contextualisation historique peut permettre d'appréhender la spécificité des nouvelles générations d'enfants d'immigrés. Bref, pour comprendre les jeunes des cités d'aujourd'hui, nous pensons qu'il faut étudier d'un peu plus près le double héritage qui est le leur : ouvrier et colonial²¹ ».

Certes, les associations, particulièrement celles issues de la militance « beur » ont pu constituer un support de formation et d'organisation, mais un mouvement associatif divisé et sans capitalisation de ses acquis ne peut s'imposer dans les rapports sociaux pour les renouveler et toucher dans son ensemble la collectivité.

À défaut de cadre comme le mouvement ouvrier dont les luttes s'inscrivaient dans le sens historique d'un rapport au travail, les mouvements des années 80 ne possédaient pas une forme centrale structurant l'organisation et donnant un sens historique qui aurait permis de transmettre les acquis. D'où le sentiment que l'histoire se répète après chaque déflagration sociale, la désillusion de recommencer à zéro après chaque émeute des Minguettes en 1981 à Clichy-sous-Bois en 2005 en passant par Vaulx en Velin en 1991.

Beaucoup le vécurent comme un immense gâchis. « Rarement une catégorie sociale n'aura tenté autant d'expériences et initié autant d'actions, en un si court laps de temps. Rarement également, la capitalisation n'aura été aussi faible. Le constat a le goût d'un gâchis immense. Les jeunes militants issus des cités que nous rencontrons aujourd'hui, semblent recommencer la même scène avec les mêmes dérives et les mêmes errements, la désillusion en plus. La cause essentielle de cette situation est l'absence de « mémoire collective » susceptible d'instruire les nouvelles générations de militants afin qu'elles dépassent les obstacles sur lesquels nous avons nous-mêmes buté²² ».

1995

Même si des organisations comme le MIB (Mouvement Immigration Banlieue), le Comité contre la double peine, Mémoires Fertiles et autres collectifs issus des banlieues durant les années 90 témoignent de la tentative politique de ne pas s'enfermer dans un traitement social, local ou parcellaire, la coupure avec les mouvements associatifs classiques éducatifs ou sociopolitiques est consommée. L'un des symptômes de cette cassure entre action politique et action territorialisée est l'ethnicisation des rapports sociaux, des revendications sous des formes de mobilisation identitaires (concurrence des mémoires) ou phénotypiques (minorités visibles) tel que le Conseil représentatif des associations noires (CRAN) ou les « Indigènes de la République ». C'est moins le fait que ces mouvements s'appuient sur une frontière

¹⁹ Des groupes intervenants, chacun dans leurs spécificités, sont devenus depuis des points de repères historiques de ces cultures « émergentes » : Zebda de Toulouse, Traction Avant de Venissieux, Dans la rue la danse de Roubaix...

²⁰ Au milieu des années 90 commencent à se réaliser des festivals traduisant la professionnalisation dans le champ artistique des pratiques émergentes des années 80, avec comme point d'orgue les premières rencontres des danses urbaines à Paris-Villette en 1996.

²¹ BEAUD S., PIALOUX M. [2005], *Violences urbaines, violence sociale : Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris : Hachette, 425p., (Pluriel).

²² BOUAMAMA S. [1994], *Dix ans de marche des Beurs : Chronique d'un mouvement avorté*, Paris : Desclée de Brouwer, (Epi/Habiter).

identitaire que la possibilité aujourd'hui de faire bouger ces frontières dans la société qui freine la portée politique de ces mouvements.

Paradoxalement, ces mutations ne se caractérisent pas par une baisse générale de l'engagement associatif mais au contraire une remobilisation de certaines franges de la jeunesse et des acteurs populaires. Mais ce mouvement est plus d'ordre séquentiel, additionnel, communautaire que transversal aux couches sociales et inter-catégorielles.

Ainsi, les mobilisations sous la forme de « collectifs²³ » se multiplient durant les années 90, principalement sur des objectifs limités comme les mouvements des « Sans » (sans-logis, sans-emploi, sans-papier, etc.). Aussi légitimes soient-elles, elles ne dépassent pas l'addition de revendications.

De même, nous assistons à un renouvellement militant des couches moyennes sur une base morale et éthique de type altermondialisme. Ce nouveau militantisme touche de manière très réduite les quartiers populaires comme en témoigne le forum social européen 2003 qui s'est déroulé en banlieue parisienne sans jonction avec l'environnement. Sans doute, l'image la plus significative de cette juxtaposition est le déclenchement à quelques mois d'intervalle entre novembre 2005 et mai 2006 des émeutes en banlieues et du mouvement étudiant contre le CPE. Si le second a pu s'intégrer dans les schémas politiques et syndicaux (donc validé comme « mouvement social »), le premier n'a pu bénéficier de cette reconnaissance en l'absence de relais sociopolitiques, mis à part le retour au discours du traitement social de proximité avec ces « médiateurs » et sa promesse de subvention aux associations.

2000

À l'entrée des années 2000, se développe un secteur marchand autour des cultures urbaines : événementiel, production artistique, transmission, animation socioculturelle, conseil et expertise en développement, communication, design, mode, etc. Certaines associations vont ainsi professionnaliser leurs prestations et rendre payants certains de leurs services. Mais le mode d'organisation non-institué de ce réseau associatif ne facilite pas la possibilité de poser des enjeux régionaux ou nationaux. Paradoxalement, un certain poids économique et esthétique ne se traduit pas en poids politique, un peu comme deux mondes qui peuvent à l'occasion travailler en partenariat tout en s'ignorant profondément.

« Le mot d'ordre est à la responsabilité et l'autonomie : chacun doit apprendre à se 'prendre en charge', individuellement et collectivement. Cela passe en premier lieu par la création d'une association loi 1901 qui officialise l'existence du groupe de danse. Plus largement, c'est une éradication de dispositions sociales populaires, et plus particulièrement celles issues des groupes de pairs informels, et de ce fait de la 'culture de rue', qui est poursuivie. Pour ce faire, un certain 'esprit entrepreneurial' est inculqué à des jeunes qui ont généralement peu de capital scolaire ou peu d'expérience professionnelle. Il faut bien comprendre que cette logique du projet procède d'une orientation politique majeure dans le champ social qui implique la participation de tous les acteurs locaux aux actions publiques territoriales. L'axiomatique du projet est la traduction d'une philosophie politique libérale. Elle fournit une certaine vision de l'individu²⁴ ».

Par exemple, la profusion de festivals des cultures urbaines depuis une dizaine d'années, n'interroge en rien un projet culturel à l'échelon des collectivités locales, ni la place de l'art et le rôle des lieux culturels, ni la place de l'éducation populaire et de l'action culturelle et le rôle des structures de proximité et de l'intervention dans l'espace public. Hormis les effets attendus d'instrumentalisation de la culture (valorisation institutionnelle, politique, territoriale), l'absence de pensée en matière de développement handicape la reconnaissance et la validation des parcours professionnels, l'insertion des projets dans une cohérence régionale et plus généralement une croissance économique et culturelle.

Excepté quelques points précis comme la transmission qui nécessite des réponses institutionnelles pour des raisons d'encadrement pédagogique, (exemple des tergiversations autour du Diplôme d'État en danse hip-hop), les pratiques dites « urbaines » restent ghettoïsées aux « banlieues à problèmes » alors qu'elles ont dépassé depuis longtemps la sphère d'une appartenance territoriale.

²³ Nous pouvons distinguer plusieurs types de collectifs : Le **collectif sur objectif** qui provoque un regroupement professionnel ou socio-catégoriel sur une base revendicative par rapport à un but précis ; Le **collectif réactif**, regroupement informel dans une logique de réseau autour d'une sensibilité commune les sphères de reconnaissance esthétique ; Le **collectif participatif** qui vise principalement une conscientisation et appropriation des cadres d'analyse et d'action (diagnostic partagé dans une logique citoyenne).

²⁴ FAURE S., GARCIA M.-C. [2003], *Culture hip-hop, jeunes des cités et politiques publiques*, (2005), Paris : La Dispute, 188p.

« Les nouvelles générations de danseurs ne font pas (ou peu) de lien entre les « cités » et leur pratique. La 'rue' qu'ils pratiquent parfois pour la danse est celle de la ville, des espaces urbains non stigmatisés contrairement aux quartiers populaires urbains (vus comme des quartiers 'd'exil', 'd'anomie', 'sensibles' par les experts savants, les médias, les acteurs politiques). Cela ne signifie pas qu'ils ne 'pratiquent' pas leur quartier en d'autres occasions, pour d'autres activités extrascolaires. Mais, lorsqu'on les interroge à propos de la danse, le facteur d'identification qu'ils mettent en avant est celui du groupe de danseurs auquel ils appartiennent et qui peut 'réussir' à concourir dans un battle. Pas de revendication 'territoriale' ni guère d'identification 'ethnicsante' dans leur processus de construction identitaire²⁵ ».

Ces pratiques deviennent dignes d'intérêt lorsqu'elles commencent à poser « problème » en termes de formation ou d'accompagnement. Mais nous n'arrivons pas à prendre en compte l'ensemble de l'espace qu'elles génèrent : cultures, représentations sociales, dynamiques de groupe, cadres d'expérience, socialisation, professionnalisation, esthétiques, expressions artistiques, réseaux, productions, économie, etc.

Effectivement, elles ont grandi sur le même terreau des quartiers populaires que les mouvements décrits précédemment et comme eux, ont possédé dès le début une dimension universelle qui leur fut niée comme tentative de poser de nouveaux points de repère de structuration et d'émancipation. En l'occurrence, la création culturelle constitua une réponse directe à la naturalisation nationaliste de la culture (incarnée dès le début des années 80 par le Front National, puis par certains courants souverainistes).

Les mêmes causes conduisant aux mêmes effets, la non prise en compte politique du mouvement des cultures urbaines conduit à la même impasse : dissociation locale/globale, division en luttes intestines, instrumentalisation et incohérence entre visibilité publique médiatique et poids dans l'espace public...

AUJOURD'HUI EN 2006

Au-delà du bilan critique de ces trente dernières années, un élément positif indéniable est la vitalité de ce foisonnement associatif en milieu populaire. Il se caractérise aujourd'hui par un nouveau bassin d'emploi où grandit une génération d'acteurs. Nourrie sur le terreau de décomposition des anciens bassins d'emplois, l'énergie de la créativité culturelle est centrale aujourd'hui dans la définition de nouvelles professionnalités. Cette créativité a su également se servir des NTIC (Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication) dans un bouleversement du rapport entre localisme et mondialisme.

Cela veut dire que l'expérimentation sociale est de nouveau au cœur des formes de mobilisation et de transformation en définissant ainsi un autre rapport au territoire et au travail. Nous voudrions que cette étude restitue aux espaces populaires ce rôle historique d'impulsion.

C'est ainsi que nous développons depuis 2003 un travail en réseau avec une nouvelle génération d'acteurs populaires. Son titre « espaces populaires de création culturelle²⁶ », essaie de répondre aux enjeux actuels où la professionnalisation à travers le milieu associatif est inséparable d'une évolution de la place historique que prennent les acteurs populaires dans les évolutions de la société. Il est logique que l'étude s'appuie sur ce réseau qui plonge au cœur de la réalité sociale. Une spécificité est d'aborder cette réalité sans passer par des dispositifs ou des structures intermédiaires, mais en créant des situations de travail collectives autour de problématiques directement portées par les acteurs concernés (principe de recherche-action²⁷).

²⁵ Faure – territoire **FAURE S., GARCIA M.-C.** [2003], op. cit.

²⁶ Le réseau « Espaces populaires de création culturelle » constitue dans différentes régions (Nord, Est, Bourgogne, Massif Central, Ouest) des espaces de travail auprès d'une nouvelle génération d'acteurs populaires. C'est une démarche de recherche-action, une manière d'être ensemble, de penser autrement. Dans ces espaces, on conçoit du temps pour des moments de visibilité, de récupération, d'articulation, de construction. Acteurs associatifs et culturels, artistes, animateurs, etc., s'engagent à produire collectivement de la connaissance issue de leurs expériences, dans une optique de transformation sociale. Émergent des problèmes publics et des enjeux de société sur la place du populaire et le rôle de la création.

²⁷ Nous avons créé un pôle de ressource Internet autour des démarches de recherche-action : www.recherche-action.fr

PROBLÉMATIQUES DE TRAVAIL

L'erreur serait donc de sectoriser ou diviser les réseaux associatifs en prenant à part des formes culturelles comme le hip-hop sous prétexte que ce sont déjà des modes d'organisation structurés et reconnaissables. La seconde erreur serait de prendre ces pratiques, parce qu'elles sont dites « émergentes » dans un contexte dénué d'un sens historique propre à la question sociale sur la place des acteurs populaires. Il nous faut partir d'une problématique d'ensemble à travers la question de la professionnalisation dans le secteur associatif.

Ainsi, la sectorisation du marché suivant le type d'activité ne doit pas occulter l'apparition depuis quelques années d'**espaces intermédiaires cohérents de formation, de professionnalisation et de production**. « Dans les espaces intermédiaires, les jeunes, conscients des transformations de la société salariale, convaincus que très peu pourront accéder de manière durable à un travail dans lequel ils pourront se réaliser, préfèrent une précarité « contrôlée » mais qui répond provisoirement à leur désir. Les espaces intermédiaires font apparaître le rôle clé de la subjectivité et de l'autonomie individuelle dans le processus de socialisation des jeunes au travail dans la société d'aujourd'hui. Dans les mondes de la 'petite' production urbaine se négocient des rôles et des statuts qui s'ordonnent pour donner lieu à des hiérarchies fondées sur le partage des compétences. Les espaces intermédiaires organisés autour du droit à l'hésitation, d'une certaine considération mutuelle, sont faits de nombreux ajustements et réajustements dans le travail avant de parvenir à définir qui fait quoi. La définition des rôles et la diversité des statuts change en fonction de la nature des espaces intermédiaires²⁸ ».

Ce « monde de la petite production urbaine » qui d'ailleurs ne se réduit pas au territoire urbain, constitue pour nous un laboratoire naturel d'innovation sociale. Il s'agit moins de gérer la précarité que de se donner la liberté de ne pas choisir entre des formes instituées considérées comme inadéquates, non valorisantes, voire aliénantes. Il s'agit donc plus d'une gestion de « l'entre-deux ».

Rejoignons-nous ici le principe d'une « économie plurielle²⁹ » réinvestie sous une nouvelle forme entre espace privé et public, économique et politique ? « Les activités économiques créées se consolident si elles parviennent à articuler de façon appropriée les différents registres de l'économie aux projets associatifs pour arriver à une combinaison équilibrée entre différentes ressources (ressources marchandes obtenues par le produit des ventes, ressources non marchandes émanant de la redistribution, ressources non monétaires issues de contributions volontaires). Ce constat incite à avancer l'idée générale d'hybridation comme mode de pérennisation. L'hybridation entre ressources issues des économies marchande, non marchande et non monétaire, se heurte toutefois au cloisonnement entre ces différentes économies sur lequel est basée l'architecture institutionnelle qui sépare le marchand du non-marchand et oublie l'existence des activités non monétaires ».

Il reste à **valider ce lien entre des expériences informelles et la reconnaissance de nouvelles professionnalités**. C'est le problème aujourd'hui. Nous avons vu dans le rappel historique le détachement des appartenances classiques (milieu ouvrier, culture d'origine, bassin d'emploi). Ces espaces intermédiaires « poussent du milieu » : non à partir d'un mode vertical d'intégration, mais un **mode transversal de filiation**.

« Ce n'est plus tant l'intégration qui marque la socialité à se mouvoir et à agir dans les contextes mais l'affiliation ou l'assignation à une place ou à une position doit toujours se reconstruire en position³⁰ ».

Le milieu associatif joue un rôle important dans la constitution de ces espaces intermédiaires. Mais d'autres éléments comme les logiques d'échanges et de coopération (micro réseaux), les modes de production privés (« home production »), les mondes numériques n'utilisent pas obligatoirement le support associatif. Comment cela interroge-t-il le rôle actuel des associations en milieu populaire ?

Il est assez symptomatique que l'équipe sur laquelle reposera cette étude n'est pas une association juridique, mais est une association de fait à travers des modes d'organisation où la dimension

²⁸ ROULLEAU-BERGER L. [1999], *Le travail en friche : Le monde de la petite production urbaine*, Paris : L'aube, 244p., (Monde en cours).

²⁹ LAVILLE J.-L. [2001], « Les raisons d'être en association », in CAILLE A., LAVILLE J.-L. (et al.), *Association démocratie et société civile*, Paris : La Découverte, (Bibliothèque du MAUSS).

³⁰ PASQUIER S. [1998], « Les associations ou l'expression politique d'une sociabilité urbaine », in *La revue du M.A.U.S.S. (No 11), Une seule solution, l'association ? : Socio-économie du fait associatif*, Paris : La Découverte.

individuelle (parcours d'expérience) rejoint la dimension collective (espace d'expérimentation, de transaction et de négociation).

L'étude se propose donc de vérifier le *changement du profil professionnel de ces acteurs populaires et l'évolution du rôle des associations* à travers plusieurs indicateurs des mutations actuelles.

En fait, c'est moins l'association en tant que telle qui est remise en cause que la **notion de projet** dont elle est devenue le support instrumental et parfois vidé de sens. **Comment restaurer une dimension à la fois processuelle et sociopolitique à la notion de projet ?** En effet, la dimension de « projet » comme celle de « réseau » a été reprise par la culture du management des années 90 pour décrire un ensemble d'activités dépassant les catégories classiques du travail (amateur/professionnel, bénévole/salarié, travail/loisir, stable/instable, etc.).

« La vie est conçue comme une succession de projets, d'autant plus valables qu'ils sont plus différents les uns d'autres. Ce qui importe, c'est de développer de l'activité, c'est dire de n'être jamais à cours de projet, à cours d'idée, d'avoir toujours quelque chose en vue, en préparation, avec d'autres personnes que la volonté de faire quelque chose conduit à rencontrer. [...] La connaissance de la fin d'un projet s'accompagne de l'espérance qu'un projet nouveau succédera à celui qui s'achève, qu'il est déjà en gestation dans le tissu des liens établis dans le présent, même si on ignore encore la forme qu'il prendra, si bien que la tension entre l'engagement exigé et l'issue annoncée se présente comme surmontable. En décrivant tout accomplissement avec une grammaire nominale qui est la grammaire du projet, on efface les différences entre un projet capitaliste et une réalisation banale (club du dimanche). On masque le capitalisme tout comme la critique anticapitaliste³¹ ».

L'association, agent moderne du capitalisme où chaque individu est renvoyé à sa « liberté » d'entrepreneur ? Un garde-fou, serait d'**articuler la dimension de projet à celle de processus, de réseau à celle de coopération, d'espaces intermédiaires à celle de plates-formes collectives.**

Ce qui renvoie à d'autres questions. Comment évaluer des processus dans la durée ? Comment soutenir des pôles de compétence au-delà des porteurs de projets ? Autrement dit, l'association (1901) se caractériserait moins aujourd'hui par le portage de projet que par sa capacité à servir de réceptacle ou de support à de nouveaux espaces collectifs d'association (de fait) : jeu d'interactions et de filiations dans la constitution d'espaces intermédiaires.

Les nouvelles professionnalités qualifieraient cette compétence à comprendre, organiser, rendre opérationnel ce type d'espaces dans une logique de transformation sociale. Bref, travailler la **complexité** au sens où l'entend Égard Morin et le réseau *Modélisation de la CompleXité*³² : ce n'est pas tant la multiplicité des composants, ni même la diversité de leurs interrelations, qui caractérisent la complexité des systèmes (situations socioprofessionnelles des espaces intermédiaires), c'est l'imprévisibilité potentielle des comportements de ce système, qui les amène en fonctionnant à se transformer eux-mêmes, suscitant des phénomènes d'émergence certes intelligibles, mais non calculables a priori. Autrement dit, il n'y a pas de poste ou de fonction qui puisse être définie à l'avance et sauvegardée dans le temps. C'est une **intelligence des situations** qui induit à se repositionner continuellement.

Ainsi se distinguerait le profil de ces nouveaux entrepreneurs sociaux « pour lesquels la recherche de gains monétaires céderait la place à la recherche d'autonomie et d'espace de créativité »³³. Nous relevons ici quelques indicateurs de ce profil autour desquels s'organisent les situations de travail.

LES PRATIQUES NON-FORMELLES OU NON-INSTITUÉES

Comment prendre en compte des pratiques non académiques, des modes d'organisation non-institués ? Là aussi, un travail à partir de situations formées par les acteurs eux-mêmes permettrait de prendre en compte ce qui n'est pas dans un premier temps reconnaissable et catégorisable dans des dispositifs préétablis.

Le risque serait de poser ici des grilles de lecture d'une autre époque en parlant de « culture marginale » ou de « contre-culture » qui s'opposerait à une culture officielle ou à « la » société globale. En fait, les pratiques non formelles traduisent avant tout la volonté de préserver une fluidité du **mouvement** entre différents espaces d'expériences, de formation, de production. C'est une capacité de

³¹ BOLTANSKI L., CHIAPPELLO È. [1999], *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 843p., (Nrf essais).

³² Association pour la Pensée Complexe : <http://www.mcxapc.org>

³³ LAVILLE J.-L. [2001], op. cit.

jouer entre plusieurs espaces et ne pas se laisser assigner à un territoire géographique, sectoriel ou professionnel.

Par exemple, nous avons distingué pour les pratiques urbaines trois types d'espace/temps à prendre dans le sens générique des termes : la rue, le studio, la scène.

- La « rue » (espace public) et est l'espace interstitiel où peuvent se jouer des pratiques libres, spontanées, non-instituées, lieu d'entraînement et de rencontre par excellence, le mouvement s'épanouit sans entrave, on recherche avant tout la fluidité ;
- Le « studio » (ou l'atelier) est l'espace du travail, il ne s'exerce pas sans contrainte, il se heurte à une matière qui lui résiste, le mouvement est encadré, orienté dans le sens d'une production ;
- La « scène » est l'espace de représentation professionnel, c'est l'expression d'une intention spécifique orientée vers un public, le mouvement est un matériau au service d'un propos.

La question ne se pose pas en termes de choix entre ces espaces/temps, c'est un mouvement alternatif qui fait qu'une partie de cette expérience n'entrera dans aucune catégorie instituée. Si nous parlons bien ici de « mouvement », c'est dans ce sens-là où nous abordons différentes sphères de l'expérience dans un même continuum.

Nous sommes dans l'ordre d'un mouvement pluridisciplinaire ou interdisciplinaire, même si les modes de reconnaissance et de professionnalisation poussent à la séparation entre les disciplines. Ce n'est pas en additionnant les pratiques que nous pouvons comprendre un « Tout » qui s'organise autour de **processus transversaux** tels que la sensibilisation, la transmission, la création.

LA MULTI-APPARTENANCE ET L'ENGAGEMENT DISTANCIÉ

Il n'est pas rare dans la même journée d'être le matin animateur socioculturel, l'après-midi intervenant encadrant artistique et le soir artiste en création (trois statuts, trois métiers). Ce qui conduit les acteurs à construire leur propre poste de travail, à générer des économies intermédiaires entre financements publics et privés, mode économique que là aussi les institutions ont du mal à soutenir.

La séparation académique entre amateur et professionnel est d'autant moins opérante que la plupart des acteurs populaires occupent plusieurs fonctions et postes, ils jouent sur plusieurs identités socioprofessionnelles qui ne recourent pas les catégories socioprofessionnelles classiques.

Cette **mobilité** se traduit par une palette d'interfaces sociales incompatibles avec un enracinement, c'est-à-dire une appartenance unique. Nous parlerons aussi de « culture rhizome » pour qualifier ces racines flottantes qui puisent à différents terreaux sans que chacun de ces engagements définisse isolément la totalité d'une identité socioprofessionnelle.

Ce qui amène naturellement à un regard distancié vis-à-vis d'un engagement socioprofessionnel unique qui bornerait complètement une existence. Ce qui explique également une certaine étrangeté vis-à-vis des formes de mobilisation catégorielle ou corporatiste.

Ils traversent les champs d'activité sans se cloisonner à une appartenance historiquement et institutionnellement datée, particulièrement entre les champs de l'action culturelle et de l'éducation populaire. Plus généralement, les champs cloisonnés en corporation sont incapables de prendre en compte ces nouveaux profils d'acteurs intersectoriels.

Ce sont des **parcours d'autoformation**, pour lesquels les diplômes professionnels reflètent mal la complexité et sont donc rarement en équivalence. Il y a différentes formes d'intelligence, de rationalité et de perception de la réalité qui mettent en lien le sensible et l'intelligible : certaines personnes peuvent conceptualiser tout de suite, d'autres ont une approche plus sensible ou esthétique des choses, d'autres sont dans la praxis, la stratégie et l'optimisation de l'action.

Se dégagent ainsi des **compétences situationnelles** : aux compétences relationnelles s'ajoute une multiplicité de savoirs (humains, méthodologique stratégique) et de connaissances acquis dans les parcours d'expérience. « S'il est possible d'acquérir, par l'intermédiaire des systèmes de formation initiale et continue, une compétence professionnelle, il est moins aisé d'accéder à une compétence relationnelle. Bien souvent, à cette compétence, se trouve associée une transversalité d'approche. Or aujourd'hui, cet ensemble de compétences est justement au fondement de nouvelles formes de professionnalité ³⁴ ».

³⁴ MENARD F., MASSON G [1992], *La formation des bénévoles dans le secteur associatif*, FORS Recherche sociale (No 123), Paris : Association

3- TERRAINS D'ENQUÊTES, ÉCHELLES D'ANALYSE, PRINCIPALES ÉTAPES

Les dispositifs de l'étude sont basés sur l'architecture en réseau inter-régional du collectif de recherche-action *Espaces populaires de création culturelle*. Il s'appuie sur trois échelles de travail et d'analyse : une coordination inter-régionale, des groupes régionaux, des espaces relais locaux.

Outre l'aspect organisationnel, le réseau met à disposition un espace-ressource interdisciplinaire, un champ de compétences élargies et de hautes qualifications pour traiter la complexité des situations actuelles à l'image du profil des acteurs qui le composent et qui cumulent individuellement et collectivement plusieurs étiquettes professionnelles (opérateurs / consultants de la culture et de la politique de la ville, artistes encadrant / formateur / producteur, animateurs socioculturels / cadre associatif / promoteur de développement régional...).

Mais le réseau apporte deux autres éléments fondamentaux rarement exploités ailleurs : un ancrage au cœur de la réalité sociale, une qualité de relation humaine.

L'ancrage dans la réalité sociale est constitué par le réseau lui-même, le profil de ces acteurs correspond exactement à cette nouvelle génération d'acteurs populaires que l'étude veut toucher. Il n'y a donc pas de dispositifs-écrans qui distillent ses propres préoccupations et s'interposent entre les situations vécues et une production de connaissance, à la fois objet et sujet de l'étude. À travers le principe de recherche-action, les acteurs sont co-producteur de cette connaissance. Ils ouvrent eux-mêmes directement sur le terrain des configurations d'expérimentation et d'analyse.

Enfin, la qualité de relation humaine est sans doute ce qui est le plus difficile à évaluer. C'est pourtant ce qui constitue la base essentielle à un travail de réseau producteur de sens. Il s'agit de placer ici l'humain et son développement au centre, indépendamment des contingences et des contrariétés d'un système économique libéral. Ce n'est non sans les nombreuses difficultés inhérentes à toutes formations humaines que le réseau peut prétendre atteindre, après quatre années de fonctionnement, ce niveau de pertinence.

L'INTERRÉGIONAL

Le collectif « espaces populaires de création culturelle » est une association de fait qui regroupe des représentants de chaque région. Ils sont impliqués à titre personnel et professionnel dans un processus de recherche-action.

Ce collectif représente aujourd'hui une trentaine de personnes originaires de plus d'une demi-douzaine de régions : Nord-Pas-de-Calais, Belgique, Franche-Comté, Alsace, Bourgogne, Massif Central, PACA, Pays de Loire, Île de France. Cette liste et l'équilibre entre les régions sont amenés constamment à évoluer.

D'autre part, une liste de diffusion de plus de 250 contacts répartis sur tout le territoire, rassemble des personnes qui, sans être engagées directement dans un processus collectif de recherche-action, suivent attentivement les travaux du réseau.

La représentation régionale dans la coordination interrégionale n'est pas une délégation ou une fonction. Les outils électroniques de diffusion doivent permettre en toute transparence à chacun de participer à cette coordination (liste interne de coordination, site Internet interactif <http://espaces-populaires.recherche-action.fr>).

Des personnes peuvent jouer alternativement le rôle de coordination interrégionale pour la préparation de rencontres et des questions d'organisation. La coordination se réunit en moyenne tous les 3-4 mois. Elle constitue l'instance de décision, d'animation et d'orientation des programmes de recherche-action.

Enfin, elle constitue une instance de visibilité en provoquant des événements de restitution publique et des rencontres inter-partenaires. C'est sur ce plan que s'élaborent les outils rédactionnels et de communication.

Dans le cadre de l'étude, l'interrégional constituera naturellement l'instance d'analyse et d'orientation. Elle permet un travail comparatif entre les régions et de poser des enjeux transversaux. Elle doit favoriser un échange dynamique, une mise en circulation de l'information, de façon à ce que les expériences des uns profitent aux autres au-delà des spécificités de chaque région.

LES RÉGIONS

Nous parlons de régions pour décrire l'échelle pertinente pour les acteurs dans le développement de leurs actions et leurs espaces de réflexion. Par facilité, nous recoupons les régions de recherche-action avec les régions administratives.

Une région est référencée dans le réseau quand un nombre minimum d'acteurs d'une même zone géographique est engagé dans un processus de recherche-action et développe une forme de travail collectif interdisciplinaire et inter-associative articulée avec des expérimentations effectives et en relations suivies avec les autres membres du réseau.

La souplesse du réseau doit laisser libre chacun de définir sa place et son type d'engagement au sein des collectifs. Les formes d'organisation régionale sont donc variables dans le temps et suivant les spécificités locales ou les impératifs individuels, mais elles doivent toujours être en cohérence avec la charte adoptée par les membres du réseau.

Dans le cadre de l'étude, les régions représentent l'instance de mise en place des ateliers de recherche-action et de la coordination des outils d'enquête (questionnaires, entretiens). Plus généralement, les collectifs régionaux assurent la mise en lien des différents acteurs concernés par l'étude et la démarche de recherche-action. Le groupe de suivi remplit les fonctions simultanées d'analyser ce qui se produit dans le processus (interactions entre les acteurs) et ce que produit le processus (changement, connaissances).

➔ Pour plus de détail, voir chapitre 6 : Configurations régionales d'accompagnement de l'étude.

LES RELAIS LOCAUX

Par définition, les situations humaines restent précaires et doivent pouvoir un moment trouver des relais et des attaches et ainsi consolider le rapport acteurs, expérimentation et territoire.

Si le terme « espace » correspond en recherche-action à un sens et une réalité concrète, il n'en est pas de même pour les opérateurs institutionnels et les services déconcentrés de l'État qui réfléchissent avant tout en termes de projets et de dispositifs. Ce qui rend finalement un dialogue difficile avec des acteurs « émergents » qui ne sont pas organisés en tant qu'interlocuteurs à travers des fédérations, mais développent une expérience à travers des espaces.

L'étude représente l'occasion de constituer ou de confirmer des espaces-relais nécessaires pour la rencontre, l'accueil et l'accompagnement des acteurs concernés.

Ces relais associatifs (ou lieux-relais) seront à déterminer sur le territoire. Ils permettront de : distribuer, recevoir les personnes et récupérer les questionnaires de l'enquête ; accueillir les entretiens personnalisés et les ateliers collectifs de recherche-action.

Ils doivent remplir plusieurs conditions :

- Constituer des espaces ouverture : facilement accessible et identifiable comme « espaces-relais » ;
- Favoriser l'implication des acteurs dans le processus de l'étude : accueil, mise à disposition de personnes compétentes, implication de la structure elle-même dans un dispositif de recherche-action
- Permettre une interface avec les partenaires institutionnels comme « lieux-passages » identifiés sur le territoire régional, rendant possible une sensibilisation, une réflexion, une compréhension et une action...

PRINCIPALES ÉTAPES

Nous pouvons cerner différents temps dans la réalisation de l'étude (les périodes sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être adaptées) :

- Décembre 2006 : réunion inter-régionale pour coordonner et harmoniser l'ensemble des dispositifs régionaux ;
- Janvier-Février 2007 : rédaction du questionnaire et du guide d'entretien autobiographique, teste des outils en région auprès d'un panel d'acteurs, confirmation des structures relais, première réunion de coordination régionale avec les structures relais ;
- Mars-Juillet 2007 : réunions interrégionales, passation de questionnaires auprès d'acteurs identifiés dans chaque région, Réalisation d'entretiens auprès d'un échantillon restreint ;
- Juin 2007 (à partir de) : Mobilisation de l'échantillon d'acteurs et de partenaires (institutions, organismes de formation et d'éducation populaire...) au sein d'un comité de suivi de l'étude (ateliers de recherche-action) ;
- Juillet – décembre : réunion interrégionale, poursuite des groupes régionaux de travail, analyse collective des informations recueillies et production de connaissance à travers différents supports dont un rapport d'étude
- Fin 2007 - début 2008 - Restitutions publiques régionales, préparation d'une « foire aux métiers »

4- MÉTHODOLOGIE

La méthodologie ne se résume pas à l'outil technique pour récolter des informations et produire de la connaissance, elle appartient au processus même de l'étude qui détermine la nature de la connaissance produite. Trop souvent opposées, les différentes temporalités de l'action/réflexion doivent pouvoir s'articuler judicieusement si nous voulons vraiment travailler au cœur de la réalité et participer à sa transformation.

L'intérêt ici de notre approche est le croisement et la mise en synergie de trois sources de connaissance : démarche quantitative (questionnaires), démarche qualitative (entretiens autobiographiques), démarche interactive (ateliers de recherche-action).

Le principe de recherche-action qui guide notre approche globale, permet de relier ces outils dans une cohérence qui est celle portée par les acteurs concernés et d'un processus de production de connaissance et de transformation sociale qui s'inscrit dans la durée.

Un certain nombre de relais associatifs ou de lieux relais seront à déterminer sur le territoire pour distribuer et récupérer les questionnaires, accueillir les personnes en entretien, animer des ateliers de recherche-action. Nous avons vu dans le chapitre précédent que ces espaces-relais doivent pouvoir offrir certaines conditions : Ouverture de l'espace (facilement accessible), favoriser l'implication des acteurs dans le processus de l'étude.

DÉMARCHE QUANTITATIVE (QUESTIONNAIRES)

Le questionnaire reprendra sous une série de questions dites « fermées » ou « ouvertes » des problématiques exposées par la démarche : ainsi de la même façon que l'entretien qualitatif, le questionnaire prendra en compte l'individu dans la globalité de son parcours et son rapport à l'environnement socioprofessionnel.

Le questionnaire ne doit pas être trop lourd à remplir, mais il doit tout de même permettre à l'individu d'engager une réflexion approfondie. C'est donc un équilibre à trouver. C'est pour cette raison qu'il sera testé au préalable auprès de quelques acteurs.

La distribution et l'accompagnement au remplissage du questionnaire doivent également faire l'objet d'une grande attention. Cela doit représenter un acte constructif pour le questionné et les réponses doivent pouvoir être exploitables par les analystes.

Dans le sens d'une continuité de type recherche-action, les personnes répondant pourront être invitées si elles le désirent à participer à des entretiens biographiques et des ateliers régionaux de recherche-action (voir ci-après : démarche qualitative et démarche interactive).

Le questionnaire sera distribué dans chaque région à un groupe ciblé d'acteurs populaires reprenant les critères de l'étude. Le principe étant de partir d'une base minimale d'une centaine de retours exploitables par région.

L'ensemble sera traité informatiquement (tris à plat, tris croisés, etc.) sur un plan interrégional pour une problématisation transversale avec des entrées régionales de façon à être exploitable par les groupes de travail locaux avec d'éventuels réajustements en aller-retour avec la coordination interrégionale.

DÉMARCHE QUALITATIVE (ENTRETIENS AUTOBIOGRAPHIQUES)

Pour l'aspect qualitatif, nous nous appuyons sur un travail d'entretien selon une approche autobiographique.

Ces rencontres sont conçues comme une base de travail pour les acteurs eux-mêmes à travers le principe du feed-back : les acteurs sont sollicités à réagir sur les matériaux qu'ils produisent, construire une parole sur leurs expériences, décrire leurs situations et les restituer dans un ensemble. Il s'agit

d'inciter les individus à entrer dans cette démarche autobiographique, puisque cette connaissance issue de l'intérieur même des situations vécues est porteuse d'enjeux profonds pour l'individu. Cela ne peut être fait que par les acteurs à travers des outils qu'ils s'approprient.

Nous sommes tous détenteurs à travers nos parcours, d'enjeux, de pratiques, de compétences, qui sont rarement mis en visibilité ou valorisés et qui ne nous suffisent pas à définir ce que sont nos espaces de travail. Le travail autobiographique reste une démarche incontournable pour produire une connaissance de « l'intérieur ». « En effectuant le rapprochement des histoires individuelles par famille d'action, il devient plus facile d'examiner quelles voies sociales de riposte ou de sortie paraissent avoir été explorées et paraissent encore explorables, pour que soit respecté ce qui peut plaider en faveur d'une histoire ouverte. Un autre souci est alors de savoir si chacune de ces formes d'action est assez bien décrite dans la diversité de ses composantes singulières pour donner à voir ce qui est au fondement de chacune d'elles³⁵ ».

Pouvoir décrire son cheminement biographique, mettre en visibilité des situations fondatrices, des points d'articulation : l'important n'est pas de dégager la « vérité », mais une cohérence. Il ne s'agit pas d'épuiser la description des faits, mais au contraire de la renouveler. Cette cohérence n'est pas une simple reconstruction, elle est constituée réellement d'un fil conducteur entre le passé et le présent et permet de comprendre les situations, non comme succession de faits discontinus, mais comme cheminement dont la description est toujours source d'enseignement et permet de valider une expérience.

Enfin, le croisement des parcours individuels renvoie à une dimension collective. Un parcours existe que parce qu'il en rencontre d'autres. Un parcours est d'abord une histoire de rencontres. Généralement une histoire prend sens en situation, donc dans une dimension collective. « Le récit de vie, dans cette perspective, consisterait moins à tracer une histoire que s'ouvrir à la mémoire ; moins de parvenir à dégager le sens de son histoire, que de faire advenir le sens de ce qui se dit dans un espace intersubjectif »³⁶.

DÉMARCHE INTERACTIVE (ATELIERS DE RECHERCHE-ACTION)

➔ Nous renvoyons au texte en annexe « ateliers de recherche-action » pour ce qui concerne le cadre éthique et méthodologique de la mise en place d'ateliers de travail régionaux.

Un des objectifs, est de mettre en discussion les matériaux qualitatifs (entretiens) et quantitatifs (questionnaires) de l'étude. C'est un travail collectif et interactif associant les acteurs concernés.

Il s'agit d'analyser les informations recueillies avec les acteurs motivés par ce travail. Ainsi, les acteurs d'une région, parfois sans liens entre eux, sont impliqués dans toutes les étapes de l'étude. Cette situation d'interactions au sein d'un groupe de travail, suscite de nouvelles productions de connaissance qui ne seraient pas obtenues par les moyens classiques et permet d'affiner des problématiques communes aux acteurs.

C'est un « work in progress » qui s'auto-évalue et s'auto-forme de manière collective. Cela permet ainsi de travailler sur les représentations sociales qui induisent une construction de la réalité et de faire en sorte que des individus entrent dans une logique de transformation.

Au-delà de l'étude elle-même, les ateliers de recherche-action offrent la possibilité de poser les bases de pôles régionaux de travail cherchant à répondre aux préoccupations actuelles, accompagner les expérimentations et susceptibles de nourrir les dispositifs existants (voir prochaine chapitre : Valorisations envisagées).

³⁵ CABANES R. [2000], « Quelle approche biographique ? », in GAULEJAC V. (DE), LÉVY A. (Ss la Dir.), *Récits de vie et histoire sociale : Quelle historicité ?*, Paris : Eska.

³⁶ LÉVY A. [2000], « Une anthropologie sociale renouvelée : enjeux théoriques et sociaux », in GAULEJAC V. (DE), LÉVY A. (Ss la Dir.), *Récits de vie et histoire sociale : Quelle historicité ?*, Paris : Eska.

5- VALORISATIONS ENVISAGÉES

LA QUALIFICATION DES ESPACES PROFESSIONNELS

L'étude doit contribuer à la valorisation des ressources humaines et territoriales en prenant en considération des formes alternatives de création et de structuration qui existent potentiellement dans les pratiques populaires émergentes.

Il s'agit en particulier de la constitution d'espaces intermédiaires entre des pratiques non instituées et les aspects d'une professionnalisation où se dessinent des parcours socioprofessionnels alternatifs ; mise en place de projet culturel sur les frontières entre action culturelle et éducation populaire, entre production artistique et art social...

Cet entre-deux peut être un lieu de négociation (entre champ d'activité non-professionnel et champ professionnel, entre pratiques « libres » et pratiques instituées). Mais pour que cette négociation soit possible, les acteurs concernés doivent pouvoir qualifier les espaces, c'est-à-dire la nature des situations qui les réunit.

ORGANISATION D'UNE « FOIRE AUX MÉTIERS »

Le travail de restitution publique de l'étude pourrait donner lieu à l'organisation d'une « Foire aux métiers ». L'idée est de créer un moment de visibilité national ou serait mise en valeur l'étendue des nouvelles professionnalités générée par les espaces intermédiaires associatifs.

Il s'agit de trouver des formes de présentations dynamiques, interactives sur un mode interdisciplinaire et intersectoriel à travers la restitution d'expérimentations régionales.

Par exemple en mettant différentes dimensions habituellement séparées : le sensible et l'intelligible, l'implication et la réflexion, l'opérationalité et l'esthétique. Nous testons de nouvelles formes d'intervention dans l'espace public. Évidemment, beaucoup de supports sont envisageables comme le multimédia. Le but est de travailler sur les cadres de réception et la manière dont cela incite les acteurs à entrer dans une logique de transformation, ainsi ne pas séparer pôle de production et pôle réflexif.

Dans les formes événementielles classiques de type festival, ces deux pôles sont séparés, séparant en même temps les publics : ceux qui viennent pour se divertir et ceux qui viennent pour réfléchir. Alors que les modes de réception esthétiques et l'espace qu'ils génèrent peuvent tout aussi bien être le cadre d'une production et d'une diffusion de connaissance.

Ainsi cette forme événement du type « foire aux métiers » aurait aussi un rôle formatif pour les jeunes en posant un certain nombre de repères et d'enjeux et un rôle d'organisation dans la mise en réseau des expériences, des compétences, en articulation avec des pôles de régionaux d'innovation (voir plus loin).

CONSTITUTION D'ESPACES RELAIS EN RÉGION

L'étude doit pouvoir contribuer à l'émergence d'espaces relais (associations, lieux sur le territoire régional) tels que nous les décrivons dans le chapitre 3 (terrains d'enquêtes et échelles d'analyse).

Les espaces relais pourraient jouer le rôle de mise en visibilité d'espaces intermédiaires à travers la tenue permanente d'**ateliers** de type recherche-action si l'on veut bien redonner au mot « atelier » le sens d'une totalité où peut se recomposer une unité disloquée, l'intégrité d'un parcours propre aux formes populaires dans une logique situationnelle.

Ces espaces relais pourraient alors intégrer au sein de leur fonctionnement des **cycles** de travail, non pas comme le lieu clos où s'exerce une pratique, mais comme l'espace ouvert d'une rencontre, d'un chantier existentiel, entre la mémoire d'une trace et la projection d'un accomplissement, une diffusion capillaire de l'expérience dans l'espace, échappant à l'assignation territoriale, à la catégorisation sociale

ou culturelle. Cela correspond à une nécessité dans un parcours social et professionnel, lorsque nous tentons de poser une cohérence dans notre travail sur la nature de sa production.

C'est par exemple, prendre en compte des articulations entre formation et professionnalisation, en particulier vis-à-vis des plus jeunes qui ont besoin d'être accompagnés sans pour autant entrer dans une logique professionnelle et subir cette pression économique ; ou encore, se donner le temps de réfléchir en tant que professionnel (ou non), à l'existence d'une économie plurielle, entre par exemple la sphère économique des travaux de commandes, et la sphère expérimentale souterraine des pratiques non instituées. Ainsi les ateliers pourraient dégager des problématiques de travail regroupant des acteurs sur une région.

L'ACCOMPAGNEMENT A L'AUTO FORMATION

L'auto formation est un processus autonomisant de mise en forme de soi, centré sur la personne ou le groupe, étayé sur le collectif. Ce processus conjugue acquisition de savoirs, construction de sens et transformation de soi.

Cependant, nous avons vu qu'à travers la notion de projet, il existe aujourd'hui une injonction d'autonomisation dans les modes d'accès au travail tout aussi aliénante que les liens de subordination classique dans le monde salarié, dans un rapport trop « flexible » au travail où chacun est renvoyé à la « liberté » de créer son propre poste.

Plus généralement, le « projet » est devenu l'interface professionnelle entre un parcours et une insertion économique. Il faut que les personnes soient capables d'intégrer leur propre démarche dans un projet de structure, de ville, de développement régional, etc. Mais, un parcours ne peut se résumer à une addition de projets. Quels axes forts permettraient de restituer au projet un sens politique et pas simplement techniciste et financier ?

FAVORISER L'EXPÉRIMENTATION

Beaucoup d'apprentissages et de parcours autodidactes se font en milieu populaire naturellement par l'expérimentation même si leur auteur ne les présente pas comme cela. Le but est de produire une connaissance en relation avec des interrogations jusqu'à maintenant sans réponses, ou des situations problématiques qui exigent d'être abordées autrement ou encore de se forger de nouveaux outils de travail.

L'expérimentation est logiquement un support privilégié par la recherche-action dans la production de nouvelles connaissances. Mais cette intention ne suffit pas. L'expérimentation reste un mode de connaissance provisoire et partiel, une forme d'exploration toujours fragile et limitée dans le temps, si elle ne peut s'articuler avec une logique de développement personnelle et sociale.

Pour qu'une expérimentation entre dans une logique de développement, elle doit trouver sa traduction, aussi bien en termes de politique territoriale (ville, département, région) que de politique sectorielle (culture, jeunesse, etc.).

Nous devons pouvoir travailler sur cette articulation entre un mouvement créatif de transformation (processus) et les moyens concrets pour atteindre cette fin (projet). C'est un travail dans la durée qui s'évalue en fonction de ce qui change chez les individus et dans les situations. Ici se forment en temps réel des outils, directement appropriables par tous les acteurs.

VALIDATION DE CYCLES PAR L'AUTOFORMATION

L'articulation processus / projet constitue en cela un mode d'appréhension et de compréhension des situations socioprofessionnelles. C'est un modèle de relation qui permet d'accéder et de comprendre l'ensemble des parcours socioprofessionnels contemporains. Cela peut constituer une ligne directrice pour aussi bien les acteurs « émergents » que ceux accompagnant les émergences culturelles.

L'autoformation propre aux expérimentations en situation peut-être validée comme cycles de formation s'appuyant sur une dynamique de groupe. Il s'agit de poser des points de repère entre transmission académique et populaire à partir des points d'articulation biographiques.

Les cycles reprendraient donc les outils de production de connaissance de l'autoformation en essayant de les systématiser dans une approche globale pour qu'ils soient validés par le milieu universitaire ou professionnel :

- Expérimentation dans le cadre de projets avec un aller et retour entre implication en situation et analyse de la situation ;
- Établissement de monographie et d'enquête à partir des situations régionales ;
- Démarche autobiographique ;
- Ateliers de recherche-action et séminaires thématiques ;
- Rédaction d'un mémoire reprenant ces éléments avec description de la démarche de la personne.

LA CONSTITUTION DE PÔLES RÉGIONAUX D'INNOVATION

L'étude peut susciter la mise place d'un pôle d'échange et de connaissance entre les acteurs concernés, selon un modèle de travail coopératif. Ce dispositif a pour vocation de s'inscrire dans une durée et d'être reconnu comme point de référence et pôle régional de ressources sur ces questions.

L'espace référentiel est donc un espace de travail où les différents protagonistes qui mettent en œuvres des expérimentations savent qu'ils peuvent en toute liberté se retrouver, réfléchir, envisager de nouvelles configurations.

La fonction d'un pôle de connaissance est ainsi d'instruire des procédures nouvelles, une manière de travailler autrement avec les lieux, de dégager systématiquement de la connaissance à partir d'expérimentations, de provoquer des formations, des publications, etc. C'est un espace réflexif interdisciplinaire, inter-catégoriel, inter-générationnel, qui renvoie à de nouveaux cadres de production, de diffusion et de réception publique de la connaissance, reposant sur une synergie des compétences et des différentes formes d'intelligence. C'est un espace de redéfinition où les acteurs se réapproprient leurs enjeux à travers un travail de mémoire socio-historique, de problématisation collective et de rencontres publiques.

CRÉER DES INTERFACES

Des interfaces sont nécessaires entre un travail dans des espaces intermédiaires et des logiques institutionnelles, entre recherche-action et politiques publiques. Sachant que les acteurs populaires, ne sont pas organisés de manière instituée en fédérations et en lobbies catégoriels, bien souvent les institutions ne savent pas comment procéder avec les acteurs populaires, des pratiques non formelles, des cursus d'autoformation et trouver les bons interlocuteurs en région. En général, ce sont les premiers professionnels reconnus sur la scène locale qui font office de « représentant officiel ». Ce qui provoque plus de tensions et des rivalités que cela ne contribue à une dynamique de mouvement et de développement.

Il manque des d'interfaces qui mettent en rapport des univers et des cultures déférentes, avec des intérêts différents. Cela implique pouvoir générer un espace de négociation collective. L'intérêt est comment les situations se négocient en interne et en externe entre espaces populaires et institutions, et deviennent pour les uns et les autres pertinentes.

Remarquons, lors de la rencontre entre acteurs et institutions, que la frontière se déplace suivant les problématiques mises en avant. Assez naturellement, chacun la posera sur le terrain qu'il maîtrise et où il se trouve en position de force. Ce « terrain » comme le reste est une construction sociale.

Des collectifs inter-catégoriels et pluridisciplinaires ne se réunissent pas sur forme partenariale classique mais sur une base coopérative par la recherche-action faciliteraient une coordination sur un plan régional.

DIAGNOSTIC PARTAGÉ ET PÔLE D'EXPERTISE

À travers la mise en place d'un diagnostic partagé et un pôle d'expertise autour des espaces populaires et de leurs émergences culturelles, l'intérêt est de mettre en visibilité les **zones frontières** entre les différents types de situations d'expérience, par exemple entre espaces intermédiaires et espaces professionnels classiques.

Il s'agit de déterminer des enjeux, produire de la connaissance, élaborer des méthodologies d'intervention, servir de pôle de visibilité et de reconnaissance de cette démarche auprès des autres acteurs et partenaires dans une région, finalement il s'agit de dessiner une géographie humaine, comme un système écologique (urbain ou rural) autrement qu'en termes de structure, de dispositif et d'activité (état des lieux classique) en insistant par exemple sur la mobilité des acteurs, les émergences culturelles, leurs espaces de référence, etc.

Les politiques sectorielles ou territoriales (jeunesse, culture, prévention, ville, etc.) comme les pratiques professionnelles catégorielles ne facilitent pas la prise en compte des situations sociales en tant que totalité. Très vite nous notons une séparation des processus (sensibilisation, transmission, création, diffusion) et une spécialisation en autant de lieux et de filières.

Une des conséquences est la détermination de **nouveaux critères d'évaluation** des projets. Il faudrait pourtant inclure ces critères internes propres au processus dans les espaces populaires grâce à une participation active des acteurs concernés dans les procédures de validation des projets et les lieux de transmission, de création et de diffusion.

7- ANNEXE :

ATELIERS DE RECHERCHE-ACTION

CHARTRE ÉTHIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE POUR LA MISE EN PLACE D'ATELIERS DE RECHERCHE-ACTION

La recherche-action commence toujours par une insatisfaction profonde, un questionnement qui ne trouve pas de réponses dans les savoirs classiques. Lorsque nous sommes confrontés à un problème que les modes d'approches traditionnelles ne peuvent résoudre, la recherche-action apparaît intéressante, voire indispensable pour obtenir des résultats intellectuels et opérationnels inaccessibles autrement. Cela ne peut se faire sans refonder la manière de penser nos situations et nos pratiques en s'appuyant sur certains principes de bases garantissant le bon déroulement de la démarche.

1. Être en prise directe avec un processus de transformation agissant sur les individus et leur environnement, la parole développée est toujours une « parole en acte », un aller et retour entre la pratique et l'analyse ;

2. Toucher en premier lieu les acteurs populaires associés à toutes les étapes du processus, dans le sens où ils construisent par eux-mêmes les conditions de leur propre développement individuel et collectif, s'émancipent en maîtrisant le sens et la finalité de leur travail, affirment un rôle au sein de la société ;

3. Redéfinir une manière de travailler ensemble en créant des espaces coopératifs misant sur la créativité, l'interdisciplinarité, provoquer des interfaces de transaction et de négociation de façon à ce que cette diversité participe à une intelligence collective qui dépasse la simple addition des compétences et des projets ;

4. Se donner la liberté de se positionner différemment d'une appartenance ou d'une posture catégorielle et sectorielle. Chacun est considéré comme sujet autonome, auteur de sa pratique et de son discours. Il n'est pas en représentation ou en délégation. Il n'y a donc pas de place assignée, chacun doit négocier son mode d'implication en lien avec ses désirs, ses compétences, son environnement socioprofessionnel ;

5. Regrouper le questionnement propre à chaque acteur dans des problématiques transversales permettant ainsi de poser des enjeux communs en termes de développement (social, culturel, territorial), sachant que cela correspond à la manière naturelle d'appréhender les situations comme une forme globale (non segmentée par les modes de reconnaissance et de financement institutionnels) ;

7. Se baser sur l'humain plus que sur sa performance, sur le processus, plus que sur l'utilité finale du dispositif ; s'inscrire ainsi dans la durée de ce temps humain d'un « work in progress », avec une évaluation des transformations étape par étape ; favoriser une qualité de relation entre des individus basés sur une libre association, un sens de l'intérêt général, une présence, une capacité d'aborder et comprendre en situation les relations humaines, une disposition à l'écoute et à l'échange.

6. Expérimenter pour innover de nouveaux dispositifs d'action, selon le principe que l'émergence de nouvelles connaissances et de nouveaux critères d'évaluation constitue les véritables agents de transformation, non la reproduction d'une action ; développer ainsi des outils de production de connaissance et des cursus d'auto formation qui peuvent par ailleurs faire l'objet de validation ;

8. Permettre à travers différents supports (plates-formes interactives) une transparence du processus et une appropriation en temps réel de la production collective, dépassant ainsi l'ordre hiérarchique des compétences, l'opposition entre savant et profane, expert et praticien, la verticalité des connaissances ; favoriser en cela une mise en réseau : des points de communications et d'interactions où chacun est centre d'information et de proposition ; finalement soutenir une production de type coopératif comme option crédible d'une alternative démocratique, sociale, économique et scientifique au cœur de la réalité (logique « open source », projets collaboratifs innovants, œuvres participatives, etc.).



Hugues Bazin
B.P. 67 – 92114 Clichy cedex
tél : 01 47 30 00 83 - fax : 01 47 30 36 21
bazin@recherche-action.fr, www.recherche-action.fr

Rapport d'étape – Juin 2008

**NOUVELLES PROFESSIONNALITÉS DES ACTEURS POPULAIRES
ASSOCIATIFS, LES ESPACES INTERMÉDIAIRES D'INNOVATION SOCIALE**
Étude avec le réseau *espaces populaires de création culturelle*
*Soutenue par l'institut National de la Jeunesse et de L'éducation Populaire,
l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances*

<i>Pour rappel</i> _____	2
<i>1- Entretiens biographiques et profil des acteurs rencontrés</i> _____	2
Profil des acteurs rencontrés _____	3
<i>2- Atelier de recherche-action et spécificités régionales</i> _____	4
<i>3- Analyse de contenu et outillage conceptuel</i> _____	5
<i>4- Éléments de problématisation pour d'éventuels axes de travail interrégionaux</i> _____	7
Le rôle de la culture dans la constitution de l'acteur-sujet-auteur _____	7
Être en situation dans la construction de nouveaux espaces _____	8
<i>5- Restitutions publiques</i> _____	11
<i>Annexe</i> _____	11
Grille d'étude _____	11
Profil des acteurs rencontrés _____	12
Présentation des régions _____	14

POUR RAPPEL

Cette étude par la recherche-action a pour objectif de cerner le profil d'une nouvelle génération d'acteurs populaires et à travers elle, une série d'enjeux contemporains quant à l'évolution des supports associatifs et des modes d'organisation et plus généralement quant au rôle de la culture comme agent d'innovation sociale. Nous pensons que les enseignements que nous pourrions tirer de cette étude interpellent autant les champs constitués de l'éducation populaire et de l'action culturelle, mais également le champ des alternatives économiques et du développement territorial.

La recherche-action, comprise comme science de la complexité de la praxis, semble particulièrement adaptée à la nécessité de reformuler et d'articuler autrement les domaines d'activité humaine. Ce refus de la simplification d'une séparation sectorielle des champs d'activités se caractérise en particulier par la mise en lien entre production de connaissance et production de changement où les acteurs ne sont pas objets mais sujets de l'étude. En cela le programme d'étude définit la capacité du réseau *espaces populaires de création culturelle* à travailler sur lui-même.

Enfin et peut-être surtout, en misant délibérément sur la créativité, déjà concrètement par une autre manière de travailler ensemble, le dispositif de recherche-action ouvre un vaste champ du possible dont nous commençons seulement à mesurer les premières pistes de travail et de propositions.

Le dispositif de recherche-action est maintenant mis en place dans les régions (pour le détail des régions concernées, voir en annexe : Présentation des régions p.14).

Il se caractérise par le développement suivant :

1. Entretiens biographiques,
2. Atelier de recherche-action,
3. Analyse de contenu,
4. Problématisation
5. Restitutions publiques

1- ENTRETIENS BIOGRAPHIQUES ET PROFIL DES ACTEURS RENCONTRÉS

La base de la recherche-action est constituée par des entretiens individuels qui correspondent à trois objectifs principaux :

1 - Produire de la connaissance directement à partir des parcours d'expérience d'acteurs et de leur trajectoire sur le territoire. Les matériaux récoltés sont souvent d'une très grande richesse, car il ne s'agit pas d'un discours sur la réalité, mais d'une expérience issue de la réalité. Ainsi, sommes-nous plus proches des enjeux contemporains portés par les acteurs eux-mêmes, partant du principe que chaque parcours d'expérience recèle une dimension sociale significative de la société actuelle.

2 – Offrir la possibilité d'entrer dans la démarche de recherche-action en poursuivant ce travail réflexif sur son propre parcours et pour ceux qui le désirent, intégrer un atelier régional et ainsi pouvoir confronter son propre vécu avec d'autres pour en dégager des points communs. Nous proposons parallèlement une série d'outils qui participent à ce cadre général que nous pourrions appeler un accompagnement à l'autoformation. Parmi ces outils, il y a ceux du travail coopératif à distance, dont la création d'un blog personnel permettant d'exposer sa recherche. D'ores et déjà, les premiers blogs sont visibles sur le site de blogs mutualisés en recherche-action à l'adresse : <http://blog.recherche-action.fr>

3 - Construire une parole d'acteurs populaires, susceptible ensuite de s'exprimer dans l'espace public et d'apparaître légitime pour problématiser des enjeux publics. Constatons ici une différence entre une parole déjà construite, celle des médiateurs classiques, mais pas obligatoirement porteurs de nouveaux enjeux et une parole populaire, peut-être mal construite au départ, mais ancrée dans la réalité sociale.

PROFIL DES ACTEURS RENCONTRÉS

Une cinquantaine d'entretiens a déjà été réalisée. Le tableau statistique en annexe (p.12 : « Profil des acteurs rencontrés », chiffres pour l'instant donnés à titre indicatif) dresse les grandes caractéristiques des acteurs rencontrés qui sont assez logiquement très proches du profil général des acteurs du réseau *espaces populaires de création culturelle* puisque nous parlons d'un travail du réseau sur lui-même. Si les choix des personnes en entretien sont donc principalement liés au réseau de connaissance des correspondants régionaux, nous nous apercevons que ce maillage en réseau obéit à une certaine logique et cohérence sous l'énoncé certes généraliste d'« une nouvelle génération d'acteurs associatifs populaires ». Nous sommes conscients que le terme « acteurs populaires » mériterait de plus amples précisions, mais c'est justement l'objet de cette étude d'en considérer toutes les dimensions.

La grande majorité vit en ville, mais pas obligatoirement dans les grandes métropoles régionales : Aix, Albi, Angers, Besançon, Bucy-le-Long, Chalon-sur-Saône, Cholet, Limoges, Marseille, Martigues, Mazamet, Paris, Reims, La Roche-sur-Yon, Rochefort-sur-Loire, Saint-Ouen, St-Brieuc, Tulle.

Cela est dû à la configuration propre au réseau dont les pôles régionaux se construisent à partir d'un maillage de rencontres autour d'initiatives culturelles et de porteurs de projets. La représentation des hommes (75 %) par rapport aux femmes est également liée à ce contexte socioprofessionnel.

L'âge des personnes rencontrées se situe entre 18 et 48 ans. La moyenne d'âge étant de 30 ans, la majorité pour 55 % se situe en dessous de cette limite, indiquant donc un rallongement de la période où s'opère la construction d'un cadre d'expérience. Ce parcours d'expérience passe souvent par de multiples tentatives ou initiatives alliées à une mobilité géographique, parfois même en dehors du cadre national. En fait, cette indécision possède plus un caractère choisi que subit, à travers des périodes de plus ou moins grande précarité ou d'alternance avec un travail plus alimentaire. Les changements d'orientations socioprofessionnelles les plus radicaux se situent à la sortie de la période scolaire ou universitaire qui n'est généralement pas en correspondance avec les choix professionnels futurs. Notons également la

proportion importante des personnes de plus de 30 ans, confirmant que nous sommes plus dans une construction différente de son parcours d'expérience et non dans un parcours aléatoire lié à l'inexpérience, les reconfigurations professionnelles pouvant intervenir à des moments plus avancés de la vie.

Une très grande majorité pour 80 % a un rapport directement avec le tissu associatif soit comme bénévoles (40 %) et/ou comme salariés (40 %). Ce pourcentage est à rapprocher avec le statut de l'activité principale qui est salariée pour 60 %. Nous pouvons donc conclure que le tissu associatif assure une zone tampon économique et confirme avant tout ici une logique d'entreprise tout en aménageant des espaces de transition de reconversion que caractérisent les parcours d'expérience. Ainsi, la proportion des personnes en chômage est relativement importante (17 %), ainsi que celles occupant un statut d'intermittent vacataire (17 %).

Le cadre associatif joue aussi un rôle d'interface permettant d'intervenir sur plusieurs secteurs d'activités. Les deux principaux se répartissent entre l'animation socioculturelle pour 51 % et les métiers des arts et du spectacle pour 68 % avec donc une part majoritaire de personnes travaillant à la fois sur les deux secteurs. Ceci confirme l'orientation culturelle du profil des acteurs populaires choisis par le réseau, mais ne se limite pas aux seuls métiers de la culture.

Enfin, notons qu'un tiers des acteurs se lance parallèlement dans la création de leurs propres activités économiques dont la forme juridique se répartit principalement entre associations et entreprises individuelles.

2- ATELIER DE RECHERCHE-ACTION ET SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

L'atelier de recherche-action est composé majoritairement des personnes qui ont déjà réalisé un entretien. Il existe généralement un atelier de recherche-action par région. Les comptes rendus de ces ateliers sont régulièrement publiés sur le site collectif du réseau à l'adresse suivante : <http://reseau.recherche-action.fr/vie-reseau>

Cet espace de travail collectif représente déjà pour l'acteur la possibilité d'exprimer librement sa propre recherche ou tout simplement son questionnement actuel. Cette configuration collective permet effectivement à chacun de se positionner autrement que dans son cadre socioprofessionnel habituel.

D'une manière générale, la participation au réseau « espaces populaires » repose sur un engagement individuel, chaque individu pouvant se prévaloir d'être un nœud de connexion du réseau indépendamment de toute structure ou appartenance collective. Nous pouvons ainsi nous appuyer sur des personnes venant d'horizons différents et ainsi bénéficier de la richesse d'une véritable interdisciplinarité.

Nous vérifions déjà dans plusieurs régions l'émergence d'une dynamique de groupe, non pas sur une base affinitaire, un univers de reconnaissance esthétique, une formation corporatiste, mais sur une démarche qui se construit progressivement ensemble. Nous parlons alors de collectif participatif sur une démarche en

recherche-action qui permet à chacun d'investir du temps et des moyens dans une logique coopérative et non pas concurrentielle.

Nous pouvons dire à ce moment que l'atelier de recherche-action atteint une dimension de chercheur collectif en ce qu'il ne constitue pas la simple addition des intérêts individuels.

Dans le croisement des parcours individuels se dégagent des problématiques transversales propres à une région, mais aussi transversales aux différentes régions.

L'engagement personnel ou associatif des acteurs impliqués dans l'atelier de recherche-action n'est évidemment pas sans influence sur l'orientation de ces problématiques. Sans présager de ce que les régions vont choisir finalement comme axe de travail, nous pouvons remarquer certains enjeux spécifiques :

Par exemple dans la région d'Angers Pays-de-Loire, un certain nombre d'acteurs se retrouve autour de la dimension d'ateliers comme espace privilégié de la rencontre entre les générations, entre les disciplines, entre la dimension culturelle et sociale, à travers entre autres l'intervention artistique, source d'interrogations sur les questions de la transmission, de l'accompagnement, du rapport au travail dans une chaîne allant de la création à la production.

La dimension de lieux culturels alternatifs est abordée dans plusieurs régions, comme celles du Limousin et de la Franche-Comté. La question de ces lieux se place à la frontière de l'espace public et privé, remettant en cause le cahier des charges classique de la production culturelle, pour poser de nouveaux repères en termes d'expérimentation et de circulation sur le territoire pour une nouvelle génération d'acteurs. Nous pouvons aussi bien y retrouver la dimension d'école populaire permettant de développer un cursus par l'autoformation, que la dimension d'organisation collective alternative entre le squat et la friche instituée.

Les dimensions des économies alternatives et de la mutualisation entre les champs de la recherche du social et de l'art, sont aussi des questions prégnantes qui pourront par exemple être reprises dans l'atelier de recherche-action de Paris.

Nous citons ces axes de travail à titre d'exemple. Leur reprise par les groupes régionaux dépendra aussi de la capacité de réunir cette dimension réflexive avec des expérimentations sur le terrain. Cela nécessite une mise en relation des ateliers de recherche-action qui se sont constitués à partir des parcours d'expérience individuelle, avec la mise en place d'un collectif régional constitué de porteurs associatifs (ou sous une autre forme juridique) susceptibles de concrétiser ces axes de travail en termes de projets.

3- ANALYSE DE CONTENU ET OUTILLAGE CONCEPTUEL

L'analyse de contenu dégage des unités de sens dans le matériau de l'entretien, partant du principe que la personne, dans le cours de l'entretien, en déroulant son parcours, le reconstruit naturellement et logiquement suivant les moments, les croisements, les expériences qui font sens pour elle-même.

Ces unités de sens sont placées dans des catégories regroupées dans une grille d'étude en cinq chapitres qui évolue au fur et à mesure que l'analyse se développe (voir en annexe : Grille d'étude p.11).

Généralement ces unités de sens s'articulent autour de notions clefs. Ces notions clefs sont travaillées collectivement afin de s'entendre sur une définition commune. Pour cela, un outil coopératif a été mis en place selon le principe écriture collaborative à l'adresse <http://coop.recherche-action.fr>

L'objectif est donc de définir un thesaurus, l'outillage conceptuel propre au réseau *espaces populaires de création culturelle* dont voici les principales notions : Action, action-culturelle Art-social, Activité, Acteur populaire, Amateur, Anti-utilitarisme, Association, Atelier, Autoformation, Autonomie, Centres-périphéries, Collectif, Collectivité, Compétence, Complexité, Connaissance, Conscience, Coopération, Correspondance, Création, Créativité, Culture équitable, Culture libre, Culture populaire, Culture, Démarche, Démocratie culturelle, Développement culturel, Développement local, Don, Diffusion, Durée, Écologie, Écologie urbaine, Économie plurielle, Économie solidaire, Éducation populaire, Émancipation, Émergence, Engagement, Entreprise, Espace intermédiaire, Espace interstitiel, Espace public, Esthétique, Évaluation, Événement, Expérience, Expérimentation, Formation, Forme, Frontières, Géographie-humaine, Imaginaire, Implication, Indépendance, Individualité, Individuation, Industrie-culturelle, Informel, Initiation, Innovation, Institution, Intelligence collective, Interaction, Interface, Intérêt-général, Intervention-intervenant, Légitimité, Lieu, Lieu-alternatif Mémoire, Minorité active, Mobilité, Mouvement, Œuvre, Open-source, Partenariat, Plate-forme, Politique-publique, Populaire, Pratique-Praticiens, Praxis, Processus, Production, Professionnel, Projet, Projet-culturel, Public, Qualification, Réception, Recherche, Reconnaissance, Rencontres, Réseau, Rue, Ruralité-campagne, Savoirs, Sensibilisation, Service public, Situation, Stratégie, Territoire, Transférabilité, Transformation, Transmission, Transversalité, Travail, Urbanité-ville, Valeurs, Validation, Visibilité, Voyage, Work-in-progress

L'utilité de cet outillage conceptuel ne se limite pas à l'analyse de contenu, mais correspond aussi à l'élaboration et à la légitimité d'une parole d'acteurs que nous évoquions déjà au sujet des entretiens biographiques.

Enfin, cette nouvelle grammaire de la pensée propre à une génération d'acteurs s'accompagne inévitablement de la création de pôles de ressources et de connaissance. Le premier élément, est la confirmation du travail coopératif à distance via des sites Internet « open-source » (référéncés en rouge foncé dans le texte), auxquels s'ajoute un centre d'édition électronique à l'adresse : <http://biblio.recherche-action.fr>

Cette demande de connaissance déclenchera inévitablement des programmes d'études complémentaires délimités à des territoires régionaux et/ou des problématiques précises appelant un complément d'enquête sur le terrain. Il appartiendra aux collectifs régionaux et à la coordination inter-régionale du réseau de mettre en place ces programmes complémentaires.

Dans ce cadre, est logiquement envisagé l'appel à des personnes-ressources extérieures susceptibles d'apporter leurs connaissances, leurs compétences à l'occasion par exemple de séminaires thématiques.

4- ÉLÉMENTS DE PROBLÉMATISATION POUR D'ÉVENTUELS AXES DE TRAVAIL INTERRÉGIONAUX

La phase de problématisation vient logiquement suite à l'analyse de contenu. La fréquence des éléments thématiques repris dans la grille d'étude va permettre de dégager quelles sont les problématiques transversales à une région à travers les parcours d'expérience des acteurs concernés, mais également les problématiques interrégionales qui recourent l'ensemble des régions.

Dans le déroulement du dispositif de recherche-action nous sommes encore au stade de l'analyse de contenu, la phase de problématisation commencera réellement à partir de la rentrée de 2008. Nous pouvons cependant croiser des éléments de la grille d'étude sachant que sa pertinence a été vérifiée dans la cinquantaine d'entretiens déjà réalisés.

Nous reprenons ici, à titre d'exemple, deux problématiques transversales mettant en correspondance plusieurs thématiques de la grille d'étude.

LE RÔLE DE LA CULTURE DANS LA CONSTITUTION DE L'ACTEUR-SUJET-AUTEUR

Ainsi, le point commun des acteurs du réseau *espaces populaires de création culturelle* et de tous les acteurs rencontrés dans le cadre des entretiens est d'avoir un lien plus ou moins rapproché avec la culture. Non pas simplement parce qu'ils seraient artistes ou professionnellement du champ culturel, mais plus fondamentalement parce qu'ils placent la culture comme processus central structurant leur parcours d'expérience, comme possibilité d'agir sur leur environnement et comme outil politique pour poser des enjeux en termes de développement. Nous appelons ce processus qui relie la dimension individuelle sociale et politique, le **travail de la culture**. Ce travail apparaît d'autant plus fondamental, qu'il est délaissé aujourd'hui dans les préoccupations professionnelles catégorielles et dans les politiques publiques. Ce qui n'est pas d'ailleurs sans créer des crises dans ces domaines d'activité, nous pensons tout particulièrement à l'action culturelle et l'éducation populaire. Parce que le parcours d'expériences de ces acteurs est justement transversal aux champs d'activité, ces derniers refusent la division verticale du travail de la culture dans la répartition de lieux d'activités confinés sur le territoire.

Une des conséquences de cette étude serait donc de rappeler ce rôle central de la culture et d'envisager comment elle pourrait devenir une préoccupation transversale, c'est-à-dire partagée par l'ensemble des corps professionnels qu'ils appartiennent ou non au champ culturel : nous pensons au champ du travail social, de l'économie, etc.

Prenons comme exemple le rapport fondamental de l'individu au collectif qui détermine les formes actuelles d'engagement dans la société. Nous ne parlons pas ici simplement de socialisation, c'est-à-dire comment une personne intègre les codes sociaux pour vivre en société, mais comment un parcours individuel rejoint une dimension collective et par conséquent, une dimension culturelle. Il ne peut donc y avoir de sujet sans conscience individuelle comme d'acteur sans culture où cette conscience individuelle s'affirme au sein d'un collectif.

L'individuation décrit le processus par lequel la personne acquiert cette conscience entre une forme « pré-individuelle » (pas encore le sentiment d'agir en tant que sujet) et une forme « trans-individuelle » (appartenir à un collectif ou travailler en collectif). Ce n'est donc pas un hasard si le réseau *espaces populaires de création culturelle* s'organise régionalement selon des collectifs non-institués mais instituant à partir des situations humaines créées par la mise en relation des parcours d'expérience.

L'hyper modernité conjugue à la fois un individualisme exacerbé par les modalités de consommation de l'industrie culturelle et de l'autre, l'ethnisation des rapports sociaux caractérisés dans des nostalgies identitaires territoriales folklorisées de manière positive (phénomène « Ch'ti ») ou négative (phénomène « banlieue »).

Michel de Certeau a bien décrit cette « beauté du mort » lorsque les cultures populaires deviennent esthétiquement recevables et politiquement récupérables une fois à l'agonie.

À cette construction de la réalité nous opposons une autre mise en récit. Le point de vue des parcours d'expérience à partir des entretiens décrit le caractère profondément moderne d'un travail de la culture, celui des enjeux d'une nouvelle génération d'acteurs populaires qui définit un autre rapport de l'individu au collectif.

Cette culture populaire ne s'inscrit donc pas sur les bases d'une filiation ou d'une appartenance, mais dans le cadre d'une mise en situation collective. C'est une autre façon de concevoir l'engagement dans la manière de gérer le particulier à l'universel, le local au global, l'individu et la multitude... Bref, ce qui est le rôle de toute culture. C'est finalement dans ces articulations que se refonde une pensée politique.

ÊTRE EN SITUATION DANS LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX ESPACES

« Vivre, c'est passé d'un espace à un autre, en essayant le plus possible de ne pas se cogner. » — « Ce qui se passe quand il ne se passe rien, sinon du temps, des gens, des voitures et des nuages. »

(Georges Perec, Espèces d'espaces, Paris, Galilée, 1974 — Tentative d'épuisement d'un lieu parisien Christian Bourgois Editeur, 2008)

À l'heure où la ségrégation se détermine fondamentalement en termes de mobilité, une **pratique de l'espace** partant des situations humaines représente une alternative fructueuse.

La pratique de l'espace comme le travail de la culture constitue un dénominateur commun participant à cette définition moderne de l'acteur populaire tel qu'il émerge au sein du réseau en recherche-action.

C'est une façon de poser une alternative entre ceux qui prennent le TGV, surfent sur Internet, participent à l'économie mondialisée et ceux qui sont assignés à un répertoire identitaire unique (spatial, mental et social) tout en étant sommés de répondre aux injonctions paradoxales de l'ouverture, de l'intégration et de la mobilité.

Sachant que nous sommes moins dans une intégration verticale d'une transmission inter-générationnelle que dans une intégration horizontale par la création d'espace collectif en situation, cette manière d'envisager l'espace social permettrait d'une part, de déconstruire les représentations cartographiques du territoire qui résume bien souvent l'espace en termes de lieux figés dans leurs caractéristiques, d'autre part, de dégager une nouvelle forme de mobilité par la mise en relation de situations humaines à travers la création d'espaces, qu'il s'agisse d'espaces intermédiaires, d'espaces interstitiels, ou tout simplement d'un espace public à reconquérir.

La situation humaine en tant qu'espace d'interactions entre des individus est sans doute la forme sociale actuelle qui « colle » le mieux à l'articulation contemporaine entre processus et projets et la relation entre amateur et professionnel. Nous pouvons ainsi mieux interroger le support associatif entre bénévolat et logique d'entreprise.

Dès le début de l'existence, l'individu est renvoyé à une logique de projet, vécue bien souvent comme une addition séquentielle de propositions sans que puisse être défendue la cohérence d'un processus autour duquel se structure sa vie (ce que nous évoquons plus haut à travers la notion de « travail de la culture »).

Devenant un réceptacle à projets sectoriels, l'association constitue alors de moins en moins une plate-forme globale d'initiatives autour de valeurs communes qu'un assemblage de micro réalisations à vocation professionnalisante.

L'alternative que représente la formation de collectifs régionaux comme associations de fait apparaît alors comme un nouveau lieu possible d'investissement créatif où peut se poser autrement la question économique.

Dans ce cadre, le support associatif peut ne plus apparaître comme un choix par défaut, mais être réinterrogé dans un nouveau sens, entre l'aspect juridique officiel utilitaire de l'accueil de subventions et la création d'espaces intermédiaires d'innovation sociale. Autrement dit, l'association peut aussi générer des espaces informels où se croisent des trajectoires individuelles qui vont par moments utiliser un support associatif à des fins économiques et à d'autres moments investir des espaces non formalisés.

C'est cette alternance entre processus et projet, amateur et professionnel que nous essayons de décrire ici à travers la notion d'**espaces intermédiaires**. Certains acteurs ont même fait le choix plus radical de ne plus rentrer dans le monde du salariat classique même si cela se traduit par une baisse du niveau de vie.

Il ne s'agit pas cependant d'entériner une gestion de la précarité et d'ailleurs, les espaces intermédiaires ne se limitent pas au monde de la micro initiative ou de la micro-entreprise, ils peuvent justement investir une logique de développement économique en mettant en valeur différemment les ressources humaines dans leur mode d'implication sur le territoire.

Nous entendons ainsi par innovation sociale, la création d'espaces intermédiaires basés sur des situations humaines transversales susceptibles à la fois de mobiliser des compétences interdisciplinaires et de transférer les compétences d'un champ à l'autre. C'est ce que nous remarquons à travers la description des parcours où des acteurs populaires bien souvent traversent des univers socioprofessionnels différents et sont capables de transférer leurs acquis ou de jouer sur plusieurs sphères d'appartenance en même temps. Les espaces intermédiaires constituent dans ce cadre une étape supplémentaire qui permet un moment donné de valider officiellement ou de mettre simplement en valeur ce transfert de compétences dans une relation interdisciplinaire. La question serait donc moins en définitive la reconnaissance de nouvelles professionnalités que la reconnaissance de nouvelles formes de transversalité des compétences dans leur capacité à créer des situations humaines originales comme les espaces intermédiaires.

Ainsi, comprendre les espaces intermédiaires permet aux acteurs de se situer autrement dans un investissement professionnel en dissociant justement l'aspect investissement de l'aspect économique utilitariste ou en refusant la séparation qui a été faite par l'éducation populaire entre logique professionnelle et logique de loisirs, cette division historique réduisant aujourd'hui l'animation socioculturelle bien souvent à un simple répertoire d'activités et ne reconnaissant les acteurs qu'à travers la partie émergée de leurs pratiques (exemple des « cultures urbaines »).

Ainsi, nous pouvons aussi séparer les notions d'évaluation et de légitimation. Un acteur peut apparaître légitime pour poser un enjeu dans l'espace public sans pour autant faire l'objet d'évaluation au regard de tel ou tel projet. L'évaluation peut alors réinvestir d'autres dimensions comme celle de l'accompagnement à l'autoformation avec des passerelles diplômantes ou non, selon des critères dégagés par les parcours d'expérience eux-mêmes et non des grilles sectorielles extérieures.

En mettant l'accent sur les éléments autour desquels s'organise sa vie, que l'on en vive ou pas, nous touchons logiquement aux formes de coopération, de mutualisation. Cette forme de participation à la modernité peut s'accomplir sans renier pour autant les valeurs constitutives à ce que les acteurs populaires nomment eux-mêmes une « culture libre ».

Il n'est pas étonnant alors que la question des alternatives économiques comme des lieux alternatifs à travers des formes transversales regroupant les champs de la recherche, du social et de l'art émerge dans les problématiques régionales du réseau *espaces populaires de création culturelle* comme un mode possible d'implication socioprofessionnelle.

Un lieu alternatif serait finalement un espace qui se construit à partir des situations humaines, comme nous l'évoquions à propos des espaces intermédiaires, non à partir d'un cahier des charges soumis à la nécessité d'être labellisé. Les acteurs du réseau soulignent combien cette contrainte finit par séparer l'investissement du lieu

entre professionnels et bénévoles, éloignant le projet initial d'une fonction devenue essentiellement une gestion économique. Un lieu peut être considéré autrement, comme une plate-forme, c'est-à-dire comme un espace créant à la fois de la mobilité et des moments de pause dans les parcours d'expérience des acteurs sur un territoire. Ainsi, le rapport au territoire peut être conçu autrement que dans la captation de « publics » que l'on cherche à fidéliser tout en exacerbant la concurrence entre les lieux.

La pérennisation des espaces intermédiaires en relation ou non avec des lieux alternatifs, indépendamment de tel ou tel support juridique, pose inévitablement la question d'un projet culturel global impliquant tous les acteurs concernés par un travail de la culture sur le territoire, pas simplement les acteurs culturels ou les lieux culturels déjà reconnus.

5- RESTITUTIONS PUBLIQUES

Les restitutions publiques offrent des moments privilégiés pour mettre en discussion les problématiques développées avec tous les acteurs et les partenaires concernés.

Des formes originales devront être trouvées pour permettre à cette parole d'acteurs de s'exprimer librement et ouvertement en évitant le cloisonnement entre ce qui de l'ordre du sensible et de l'intelligible, de l'esthétique et de la conceptualisation. Nous éviterons dans la mesure du possible la séparation entre d'un côté l'aspect « culturel » sous forme de diffusion artistique et de l'autre l'aspect « intellectuel » sous la forme de colloque. Autrement dit, il s'agit de dépasser la division classique du travail de la culture entre ces trois dimensions fondamentales : culture vivante, culture transmise, culture symbolique.

Une première tentative a déjà été réalisée dans la région Franche-Comté à Besançon sous la forme d'une journée « interstice » se proposant de regrouper les initiatives locales innovantes, de valoriser le tissu associatif travaillant sur les frontières entre le domaine artistique et social et directement impliqué dans des logiques de transformation sur le territoire.

Le calendrier de ces restitutions aussi bien sur le plan régional qu'interrégional reste à préciser.

ANNEXE

GRILLE D'ÉTUDE

1- L'ARTICULATION INDIVIDU / COLLECTIF :

Ce qui caractérise sa conscience d'acteur et induit les phases d'engagement collectif, selon quels espaces culturels ?

- Les formes collectives de l'engagement
- Les aspects d'une « culture libre »

2- L'ARTICULATION PROCESSUS / PROJET

Articulation entre sa propre cohérence de vie et la formalisation en termes de projets (professionnels ou non) selon quels supports juridiques ?

- Cohérence/incohérence de la logique de projet
- Pertinence de l'association 1901

3- ESPACE TERRITOIRE

L'échelle régionale décrite dans sa trajectoire, quels espaces pertinents d'expérience, ces situations passent-elles par des lieux et quels types de lieux ?

- Situation qui favorise la créativité
- Définition de lieux « alternatifs »

4- LE RAPPORT AU TEMPS ET AU TRAVAIL

Définir un espace intermédiaire comme aller-retour entre une dimension informelle ou instituée, entre dimension amateur et professionnelle

- Alternance possible entre expériences amateur et professionnelle
- Définition d'une économie plurielle

5- FORMATION VALIDATION

Logique d'autoformation à l'œuvre, quels types de validation des expériences et de reconnaissance des acquis ?

- Compétences transversales à plusieurs pratiques ou corps de métier
- Critères d'évaluation et de qualification des projets

PROFIL DES ACTEURS RENCONTRÉS

Statistiques réalisées à partir d'un questionnaire distribué auprès des personnes rencontrées en entretien.

GENRE

	Effectifs	%
Femme	12	25.5%
Homme	35	74.5%
Total	47	100.0%

AGE

	Effectifs	%
de >18 à 29	26	55.3%
de >29 à 39	16	34.0%
de >39 à 45	5	10.6%
Total	47	100.0%

ÊTES-VOUS MEMBRE D'UNE ASSOCIATION ?

	Effectifs	%
Bénévole de l'association	19	40.4%
Salarié de l'association	12	25.5%
Bénévole dans une association, salarié dans une autre	7	14.9%
Pas membre d'une association	9	19.1%
Total	47	100.0%

STATUT DE VOTRE ACTIVITÉ PRINCIPALE ACTUELLE ?

	Effectifs	%
Non réponse	1	
Lycéen, étudiant	4	8.5%
Apprenti, stagiaire en formation	1	2.1%
Interim, mission	1	2.1%
Intermittent, Vacataire intervenant	8	17.0%
Salarié (CDD, CDI)	28	59.6%
Profession libérale, travailleur indépendant	6	12.8%
Demandeur d'emploi, Rmiste	8	17.0%
Autre précisez	1	2.1%
Total/ interrogés	47	

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE VOTRE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ?

	Effectifs	%
Non réponse	1	
Animation socioculturelle	24	51.1%
Art, métier du spectacle, Audiovisuel	32	68.1%
Travail social	7	14.9%
Employé service et tertiaire	1	2.1%
Enseignement, éducation, recherche	4	8.5%
Fonctionnaire	2	4.3%
Autre, précisez	2	4.3%
Total/ interrogés	47	

AVEZ-VOUS CRÉÉ VOTRE PROPRE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ?

	Effectifs	%
Non réponse	1	2.1%
Oui	16	34.0%
Non	30	63.8%
Total	47	100.0%

SI OUI, À PARTIR DE QUEL SUPPORT ?

	Effectifs	%
Non réponse	32	68.1%
Association	8	17.0%
Entreprise individuelle	6	12.8%
SARL	1	2.1%
Total	47	100.0%

RÉGIONS

	Effectifs	%
Bourgogne	3	6.4%
Bretagne	1	2.1%
Champagne-Ardenne	5	10.6%
Franche-Comté	7	14.9%
Île-de-France	4	8.5%
Limousin	7	14.9%
Midi-Pyrénées	3	6.4%
PACA	7	14.9%
Pays-de-Loire	10	21.3%
Total	47	100.0%



Présentation des régions

Mise à jour : juin 2008

TABLEAU RÉCAPITULATIF	14
BOURGOGNE	15
BRETAGNE	16
CHAMPAGNE-ARDENNE	17
FRANCHE-COMTÉ	18
ÎLE DE FRANCE	20
LIMOUSIN	22
MIDI-PYRÉNÉES	25
PACA	26
PAYS DE LOIRE	30

TABLEAU RÉCAPITULATIF

Région	Correspondant	Contact	Association porteuse
Bourgogne	Rachid Kassi	06.20.47.41.46	TSN, 138 A rue Morinet 71100 Chalon sur Saône
Bretagne	Mathieu Lefort	lacontremarche@wanadoo.fr , 06 30 18 22 03	La Contremarche, 18 rue Abbé Vallée - BP 4618 - 22046 St-Brieuc Cedex 2
Champagne-Ardenne	Axel Thouvenin	sparnabboy@hotmail.fr 06 82 22 50 03	Maisonde Quartier le Ludoval : 1 place René Clair 51100 Reims
Franche-Comté	SHUNGU JOSE	attil25@hotmail.com , 0625727877	ATTILA : 4, rue des Fluttes Agasses 25000 BESANCON
Île de France	CORDONNIER Jérémie	jeremie.cordonnier@orange.fr - 06 81 44 83 12	structure porteuse n'a pas encore été choisie
Limousin	Nicolas Guerrier	nicolasguerrier@wanadoo.fr 06 87 16 96 90	structure porteuse n'a pas encore été choisie
Midi-Pyrénées	Michael LINGUAGROSSA	06 82 85 59 62 - poppinmike@hotmail.fr	AJDR 31 cours de la rougearié 81200 Aussillon
Paca	Helene Falzon Cattaneo Michel Lespagnol	06 62 23 40 58 falzon.helene@orange.fr 06 03 29 58 28 adis.centresocial@wanadoo.fr	DanScité 22 Bd Haguenau 13012 Marseille Centre Social les Amandiers – Allée Amandiers 13090 Aix
Pays de Loire	Quenet-Renaud Antoine	06 30 83 16 62 – antoine@aladesh.com	ALADESH 49 rue du pré-pigeon 49100 ANGERS

BOURGOGNE

La région

Le territoire de recherche action est actuellement situé en Bourgogne, plus exactement à Chalon-sur-Saône. Aussi des contacts et différents liens se précisent autour de notre ville concernant le réseau recherche action : Saône et Loire (Chalon, Macon, le Creusot, Autun) alentours (Lyon, Auxerre ...)

Réseau associatif

Associations ou foyers ruraux proposant des stages liés aux cultures dites urbaines, principalement axés sur la danse Hip-hop, l'écriture, le cirque, le théâtre : foyer rural de Fonatine, foyer rural de Gergy, association les Enfants d'abord...

Enjeux actuels

Avec notre association nous développons des projets autour du hip-hop dans le bassin chalonnois, nous travaillons sur la mixité sociale et géographique. La Cie TSN se concentre sur différentes créations mêlant danse hip-hop cirque et slam.

Le collectif recherche-action

Bref historique

Le collectif s'est fondé en 2005 lors d'une rencontre avec Hugues Bazin sur le festival « ma culture est populaire » à Chalon-sur-Saône. Un entretien s'est réalisé avec les acteurs Hip-hop de Chalon-sur-Saône et depuis une forte motivation nous entoure pour développer des choses avec le collectif recherche-action.

Nous essayons d'être toujours présents sur les journées inter-régionales et nous travaillons actuellement sur divers travaux notamment l'autobiographie raisonnée.

A l'heure actuelle Jey s'occupe de transmettre les infos et d'alimenter le réseau, nous avons depuis peu une administratrice intégrant la Cie TSN il sera fort possible qu'avec le temps Hèlène s'investisse sur le réseau également.

Correspondants régionaux

Rachid Kassi: Chorégraphe de la Cie TSN, responsable du secteur culturel de la maison de quartier Claudel Bernanos à Chalon sur Saône.06.20.47.41.46.

Jérémy Pirello: Chorégraphe de la Cie TSN, danseur [7] Hip-Hop et animateur au secteur culturel de la maison de quartier Claudel Bernanos.06.18.59.60.86

Composition du collectif régional

Moustapha Chaouky: Production spectacle, Artiste cirquatien et animateur au secteur culturel de la maison de quartier Claudel Bernanos.06.12.28.22.29.

Hélène Masing: Administratrice de la Cie TSN.06.29.83.30.16.

Mehdi Diouri: Danseur Hip-Hop et animateur au secteur culturel de la maison de quartier Claudel Bernanos.06.66.81.86.96.

Samira Aali: Animatrice au secteur culturel de la maison de quartier Claudel Bernanos et étudiante en Sciences de l'éducation niveau maîtrise M1.06.10.53.16.89.

Associations porteuses de projets

Association « TSN » tout simplement nous - TSN : 138 A rue Morinet 71100 Chalons sur Saône

Maison de quartier Claudel/Bernanos 1 rue Stéphane Mallarmé 71100 Chalon sur Saône

BRETAGNE

La région

Les principales communes concernées : Brest (29) // Quimper (29) // Rennes (35) St-Brieuc (22) //Lamballe (22) // Languieux (22) Lorient (56)

Réseau associatif

Les associations ou structures sont les suivantes :

- Fédération Départementale MJC (activité socioculturelle à l'année, formations, accompagnement junior association...)
- MJC de Lamballe (22) // mission « classique » liée à l'accompagnement jeunesse
- Secteurs Jeunesse des villes de :
- Communauté de communes de Lanvollon-Plouha (22)
- Languieux, Trégueux, Ploufragan, Plérin, Plédran, St-Brieuc
- Association départementale du Forum des Savoirs //accompagnement des projets visant à l'éducation tout au long de la vie (université du temps libre, ligue de l'enseignement...)
- Comité Consultatif de la jeunesse (Conseil Général des Côtes d'Armor), visant à l'animation des différents pays du département afin d'y faire se rencontrer les acteurs de la jeunesse autour de thématiques telles que Culture, Loisir, Logement, Santé, Insertion...
- ADDM22 (association du développement de la musique et de la danse), association satellite du Conseil Général des Côtes d'Armor) ayant pour but de mettre en place des schémas d'enseignement musique / danse / théâtre + missions spécifiques liées à l'accompagnement des pratiques amateurs (musiques actuelles...)
- Association la New school – Quimper(29) ; Mise en place d'ateliers danse hip-hop, porteur d'un festival danse, graffiti.
- Compagnie de danse Engrenage – Rennes(35) , spectacles de danse hip-hop, conférence dansée.
- Association de Graffeurs Brestois -Brest (29), réalisation de fresques, ateliers + réalisation d'un ouvrage (les murs de l'Ouest) sur le graffiti breton
- Cie de Danse Moral Soul – Brest (29) spectacles danse + ateliers

Enjeux actuels

Les enjeux actuels sont ceux de la mise en réseau au niveau régional + accès aux lieux déjà existants mais qui restent hermétiques aux projets associatifs comportant des enjeux d'éducation populaire.

Le collectif recherche-action

Bref historique

Première rencontre au titre de la recherche-action le Jeudi 21 Février 2008 à St-Brieuc, animée par H.Bazin.

Correspondants régionaux

Mathieu Lefort, coordinateur associatif culture-jeunesse, lacontremarche@wanadoo.fr, 06 30 18 22 03 + collègues par département à venir.

Composition du collectif régional

L'Her	Stéphane	Président asso la contremarche	lacontremarche@wanadoo.fr
Henaff	Patrice	CA asso la Contremarche	lacontremarche@wanadoo.fr
Lefort	Mathieu	Salarié asso la Contremarche	lacontremarche@wanadoo.fr

Nicolas Scoubart JP	Marlène Indépendant / DJ Producteur	Asso la New School	lanewschool@hotmail.fr
Quere Christophe	Indépendant / Skateur		djsav8@hotmail.fr
Gambier Marianne	MPT Pen Ar Créac'h Brest		06 68 44 30 41
Helias Sonia	Cie Moral Soul Brest		penarcreach@yahoo.fr
Cabon Rosalie	Maison de la danse Brest		moral.soul@wanadoo.fr
Mousseau Céline	Cie Engrenage – Rennes		...
Legrand Catherine	Frmjc – chargée culture	...	engrenagecompagnie@yahoo.fr
Huot Christian	Indépendant / Graffeur Brest	...	

Associations porteuses de projets

Association La Contremarche
 18, rue Abbé Vallée - BP 4618 - 22046 St-Brieuc Cedex 2
 Mathieu Lefort, coordinateur associatif culture-jeunesse, lacontremarche@wanadoo.fr, 06 30 18 22 03

CHAMPAGNE-ARDENNE

La région

Le territoire d'action est principalement la ville de Reims. Néanmoins, des déplacements en région sont envisagés, dans chaque département. Quelques liens avec les villes avoisinantes sont déjà en cours de réalisation.

Réseau associatif

Les principales structures qui supportent le réseau sont les Maisons de quartier de Reims. Le Ludoval notamment est l'une des MDQ à l'origine de rencontres impulsant une dynamique de collectif. Les activités développées par les MDQ sont principalement des disciplines Hip Hop, sous forme d'ateliers, de stage, avec un temps fort en Avril appelé Urban Junior Tour, semaine événementielle autour des cultures urbaines.

La Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports, représentée par une Conseillère d'Éducation Populaire, est aussi investie dans la dynamique du réseau.

Des structures ressources sont aussi associées comme le POLCA (Pôle Musique Actuelle Champagne Ardenne).

Enjeux actuels

Actuellement, les objectifs principaux sont la création de liens entre acteurs et d'un réseau collectif permettant les échanges pluridisciplinaires.

Un développement et une reconnaissance des pratiques sont aussi des enjeux importants, notamment en termes d'espace et de diffusion.

Le collectif recherche-action

Bref historique

Le collectif recherche action n'en est encore qu'à l'état d'embryon. La rencontre, organisée par les Maisons de Quartier lors de leur semaine consacrée aux cultures urbaines, avec Hugues Bazin autour d'un moment d'échange réflexif sur la culture Hip Hop a été à l'origine d'une volonté de travail collectif de la part de quelques acteurs locaux, essentiellement des professionnels du socioculturel.

Correspondants régionaux

La correspondance régionale est assurée par Axel Thouvenin, étudiant en Master Management du Sport et en stage avec une CEPJ de la DRDJS Champagne Ardenne.

Jean Marie Dogued, animateur coordinateur secteur jeunesse à la Maison de Quartier le Ludoval est aussi un coordinateur du réseau.

Composition du collectif régional

Des entretiens ont été réalisés en Février 2008 lors d'un déplacement en région d'Hugues avec : Aurélie, responsable du Kiosque (pôle information) pour le POLCA.

Antonin, graphiste indépendant.

D'autres entretiens sont envisagés, et Aurélie est intéressée par la démarche et devrait donc rejoindre l'étude et ainsi aider à la constitution d'un collectif local.

D'autres personnes sont aussi à l'origine de l'impulsion d'un collectif, entre autres, Véronique Vieillot, CEPJ à la DRDJS Champagne Ardenne. Boris Claudel, coordinateur du réseau Pôle Sud Musique. Cédric, animateur coordinateur du secteur culture de la MDQ le Ludoval.

Associations porteuses de projets

La structure identifiée comme pouvant être porteuse est la Maison de Quartier le Ludoval :1 place René Clair 51100 Reims

La Direction Régionale et Départementale peut être citée aussi : Mme Véronique Vieillot
DRDJS Champagne Ardenne 4 rue Dom Pérignon BP528 51009 Chalons en Champagne Cedex

FRANCHE-COMTÉ

La région

Réseau associatif

- ADAN : En 2002, Le collectif artistique WIPE a créé l'Association pour le Développement des Arts Numériques (A.D.A.N.), qui occupe aujourd'hui une position originale d'interface entre les acteurs des TIC et les artistes. L'A.D.A.N. est un observatoire permettant d'améliorer la connaissance sur les concepts qui caractérisent les arts numériques dans les activités culturelles et socio-économiques. L'association a rapidement élargi son réseau avec d'autres acteurs des scènes numériques au niveau national et européen. L'implantation depuis 2005 de l'Association sur le Pôle Multimédia de Franche-comté lui permet d'imaginer des projets innovants grâce aux infrastructures mises à disposition par Numerica. Sensibiliser les nouvelles générations à l'art et à son interaction avec la haute technologie. Susciter des vocations dans les métiers liés au numérique et à la création. Créer et diffuser sa propre culture plutôt que de « consommer » les flux médiatiques imposés. Capter les énergies avant qu'elles ne s'essouffent, proposer à la jeunesse une alternative d'expression. Valoriser les initiatives artistiques individuelles ou collectives, amateurs ou professionnelles.
www.adan.asso.fr
- ACCRORAP, Dans ses spectacles, ACCRORAP raconte des histoires, provoque des rencontres, fait naître des émotions. La danse d' ACCRORAP est généreuse, elle cherche à briser les barrières, à traverser les frontières. C'est une danse qui refuse l'étiquette *banlieue* et revendique le dialogue entre les danses Hip-Hop et la Danse Contemporaine... Dialogue entre les cultures comme alternative à la guerre..., www.accrorap.com
- PAROLES ET CONSCIENCE, dont l'action consiste à "*apporter un dialogue social constructif à travers la musique rap et développer un projet musical*". Notamment Thomas Boillot alias *Sherr-Khan* (rappeur, Secrétaire de l'association), ou encore Maxime alias *Fakrun* (rappeur,

membre de « Paroles & Conscience »). « Paroles et conscience » est intervenu dans de nombreux ateliers d'écriture dans les quartiers de Besançon, ainsi que sur de nombreuses scènes organisées dans la ville

- **IMPERFECTIONS**, Imperfections are beautiful est une boutique en ligne, présentant des objets originaux, exemplaires uniques ou séries limitées (vêtements, bijoux, accessoires, déco, services...). Nous organisons par ailleurs des 'excursions' dans le monde réel : offrir, dans des lieux atypiques, une situation de rencontre avec les créateurs. L'objectif au-delà de la valorisation des créateurs est de lier : les générations, les disciplines artistiques...
<http://imperfections.fr/>
- **QUENTIN, de la COMPAGNIE KEICHAD**, La compagnie KEICHAD est née en 2003. Elle se veut une passerelle entre culture classique et culture urbaine. Forte de 5 créations, elle évolue sur le terrain de jeu que sont les mots, leur musique et leur force. Pour elle la transformation de l'énergie négative en force créatrice la fait vivre et rayonner. Composée d'Acteurs Majeurs de la scène Hip-Hop bisontine, elle crée des espaces de rencontres entre les différentes disciplines par le biais de spectacles vivants. C'est au milieu de toute cette jungle urbaine de mots, de sons, de traces et de sens, que Keichad fait son chemin. Et peut être que vous la croiserez un jour au détour d'une place, d'un square, ou d'une salle de spectacles. Elle est adorable, alors ne soyez pas timide...Allez à sa rencontre, elle n'attend que ça.
<http://profile.myspace.com/index.cfm?fuseaction=user.viewprofile&friendid=122203996>
- **ART OGANCE DESIGN**, Graphistes,graffeurs, illustreurs...Utilisent deux de leur trois neurones et ne savent pas encore à quoi peut bien servir le troisième...,
<http://profile.myspace.com/index.cfm?fuseaction=user.viewprofile&friendid=277497971>
- **France CHEVASSUT**, Créatrice de mode, <http://www.myspace.com/phanetphilia>
- **NEOFIT**, Rappeur, <http://www.myspace.com/neofit25>
- **NARQO**, MC-PRODUCTEUR-DJ, <http://www.myspace.com/narqostupefiant>

Enjeux actuels

Projet de création d'une friche culturelle

Le collectif recherche-action

Bref historique

Un collectif a pu voir le jour à l'issue de la première édition du festival des échanges urbains (F.E.U) en mars 2006 : L'INDEX.

Rencontres et collaborations artistiques (entre rappeurs, graffeurs, acteurs associatifs, danseurs etc), travail d'interprétation scénique, ateliers (écriture etc.), réflexion sur les modes de professionnalisation des acteurs hip hop, concerts, enregistrements... Autant d'actions qui ont pu se mettre en place en l'espace de quelques mois, tant était forte la volonté de faire valoir, dans un élan commun, les compétences du terrain !

L'INDEX a eu l'occasion de présenter le fruit de ce travail lors de quelques scènes du festival en 2007, à travers la région, en ouverture de show, avec des artistes tels que Leeroy du Saian Supa Crew, C2C, Spleen, Rocé, Puzzle etc. En guise de première production musicale commune, la compilation de L'INDEX « jusqu'à l'os » sera disponible dès le 18 février 2008.

L'Index évolue depuis le lancement de l'étude en octobre 2007 vers un nouveau un groupe de travail essentiellement axé sur la recherche action, le C.R.A.F.C (Collectif Recherche Action Franche Comté). Le CRAFC travaille sur une première manifestation :

INTERSTICE le 6 avril 2008 au Kursaal à Besançon : Il s'agira d'un moment de visibilité où sera mise en valeur l'étendue de nouvelles initiatives sociales et culturelles. Acteurs associatifs, danseurs, graffeurs, rappeurs, animateurs, producteurs, dj's, créateurs de mode, réalisateurs... occuperont des stands d'expo, proposeront des démonstrations, animeront des débats sur leurs réalités professionnelles...

Correspondants régionaux

SHUNGU JOSE , Directeur de l'association ATTILA qui développe la mise en réseau et la valorisation des compétences hip hop en Franche Comté, attil25@hotmail.com , 0625727877

Composition du collectif régional

- Laure Saint Hillier, scénographe, lauresh@hotmail.com
- Quentin Juy , metteur en scène, danseur , comédien, [compagnie keichad@yahoo.fr](mailto:compagnie_keichad@yahoo.fr)
- Emmanuel André, Directeur de l'A.d.a.n (association pour le développement des arts numériques), contact@emmanuelandre.com

Associations porteuses de projets

ATILA

ÎLE DE FRANCE

La région

Territoire d'action

Le groupe parisien, pour le moment, travaille essentiellement sur la ville de Paris et sa proche banlieue. La ville de Paris étant assez découpée dans sa sociologie et son urbanisme, certains arrondissements, davantage porteurs de dynamiques populaires, sont privilégiés : le 18^e, le 19^e, le 20^e.

Réseau de travail

Le collectif de recherche-action parisien est en lien sur le plan d'éventuels partenariats avec :

- La Maison des Métallos (11^e), établissement public de la Ville de Paris missionné sur un axe art et société. La Maison des Métallos nous accueille gracieusement et développe actuellement une dynamique collective : la Fraternelle de Recherche et de Proposition.
- Le Parc de la Villette (19^e), notamment avec le pôle d'organisation des rencontres de la Villette, festival qui appuie sa programmation sur des pratiques dites urbaines ainsi qu'avec le service des relations avec les publics qui met en place des formations de relais culturels.
- Relation avec le laboratoire CEDREA (*Cahiers d'Etudes des Dynamiques Sociales et de la Recherche-Action* pilotage@cedrea.net, www.cedrea.net)
- Nous sommes également en contact avec des réseaux associatifs ancrés dans les quartiers populaires parisiens autour d'une action culturelle et de développement.

Le collectif recherche-action

Bref historique du collectif

Fondé à l'occasion de la rencontre du 14 mai 2008, le groupe parisien a commencé à réaliser les entretiens de ses membres. L'analyse de contenus est en cours pour certains entretiens.

Composition

Correspondant(s) régional(aux)

Du fait de la position centrale de Paris (du point de vue des transports au moins), les membres du collectif parisien seront sans doute amenés à travailler pour le réseau inter-régional. Les correspondants régionaux sont donc sans doute amenés à tourner.

Pour l'heure, il s'agit de Jérémie Cordonnier

Composition actuelles des membres

NOM - PRENOM	Structure / Cadre professionnel	E-MAIL	Téléphone
BOUHOUIA Tahar	Educateur en prévention spécialisée et chercheur au CEDREA	taharbh@free.fr	06 74 29 57 94
DÜRR Romain	Educateur de rue	romaindurr@yahoo.fr	06 11 27 60 15
CORDONNIE R Jérémie	En recherche d'emploi dans le développement culturel	jeremie.cordonnier@orange.fr	06 81 44 83 12
MATTÉI Anne-Sophie	En phase de création d'entreprise d'audiovisuel	annesophie_mattei@hotmail.com	06 14 17 40 03
WAGNER Nicolas	Chargé de médiation culturelle, Parc de La Villette	n.wagner@villette.com	01 40 03 75 17
SLIMANI Medhi	Danseur et chorégraphe, Compagnie Medhi Slimani	univdance@yahoo.fr	06 61 41 54 83
BAZIN Hugues	Travailleur indépendant, Chercheur en sciences sociales	bazin@recherche-action.fr	06 03 51 35 15

Perspectives de développement du réseau diverses à travers la rencontre d'artistes (danse, musique, théâtre, arts de rue...), d'acteurs de lieux de proximité, d'acteurs de la médiation culturelle...

Structure(s) porteuse(s)

Il n'y a pas de structure porteuse, pour l'heure, de nos projets mais certaines pistes sont en cours d'étude.

Perspectives 2008 et répartition du travail

- 1- Plate-forme collaborative à distance (site Internet)
 - Développement des blogs personnels.
 - Elaboration de fiches biographiques.
 - Publication des comptes-rendus de réunion.
 - Travail sur la définition de concepts pour une terminologie commune (outil wiki).
- 2- Entretiens et enquêtes sociales (reportages, questionnaires)
 - Entretiens de personnes ressources ou enquêtes sociales par rapport aux thématiques qui seront privilégiées. A fixer.
- 3- Séminaires de travail et déplacements en réseau (personnes ressources)

Perspectives non fixées

4- Forum public et manifestation événementielle (restitution – perspectives)

Perspectives non fixées

LIMOUSIN

La région

Notre territoire d'investigation est actuellement le bassin de vie de Tulle (la ville centre et les communes rurales environnantes qu'elle polarise). L'échelle administrative correspondante serait le « Pays de Tulle ». Cependant plusieurs contacts, entretiens potentiels, et personnes intéressées par la démarche lancée sur Tulle sont situés dans les agglomérations de Brive et de Limoges, les villes Limousines les plus peuplées.

Réseau associatif

- Les pratiquants d'activités culturelles diverses, membres ou non d'une association,
- Les salariés de structures diverses (jeunesse, sport, culture)
- Des Lendemains Qui Chantent - Tulle: association gestionnaire d'une salle des musiques actuelles (label SMAC), dont la mission est de développer la création musicale, de diffuser et d'organiser des spectacles.
- Les Francas de la Corrèze - Tulle: association départementale d'éducation populaire participant à l'animation, à la direction et la conception de CLSH locaux, organisant des ateliers graff, participant au processus de formation dans le secteur de l'animation et au développement de l'action éducative locale...
- La Ligue de l'enseignement - FAL de la Corrèze / Tulle: Fédération d'éducation populaire, partenaire du tissu associatif local, organisatrice de l'action « Au bout de la scène » (Projet de développement culturel en milieu rural par la mise en réseau d'associations pour une programmation de musiques actuelles sur le territoire régional), soutenant le développement des pratiques amateurs, développant des actions d'éducation artistique en milieu scolaire et en milieu associatif, sur les territoires les plus éloignés de l'offre culturelle et artistique.
- KTC - Chanteix: association de BMXers et Skaters créatrice de lieux de pratiques pour le Skate et le BMX, organisatrice de Jams sur le champ de bosses de Chanteix, et de concerts dans différentes salles locales.
- Rider system – Tulle : association de skaters organisatrice de contest de skate et visant à développer les structures existantes sur Tulle (skatepark).
- BDB – Tulle: association de graffers dont le but est la constitution de murs de graff sur Tulle.
- La Ville de Tulle: Territoire d'accueil et partenaire de plusieurs des activités sus mentionnées.
- Le Théâtre des 7 Collines – Tulle: Association gérant la scène conventionnée du théâtre municipal, diffusant des spectacles et accompagnant la création théâtrale.
- La direction départementale de la jeunesse et des sports 19: Partenaire de plusieurs activités mentionnées plus haut, facilitant la coordination des réseaux...

Ces différentes structures et individus ont en commun l'organisation collective d'une semaine dédiée aux « cultures urbaines » en 2005 et 2007.

Ils ne constituent pas le collectif local de recherche action, cependant ils font partie du tissu local dans lequel le collectif de recherche-action s'intègre, avec lequel il a des liens. (cf. « histoire du collectif »)

Enjeux actuels

Aujourd'hui les enjeux communs traversant ces structures et individus, et pouvant intéresser la recherche action sont les suivants:

- La problématique de la cohabitation des pratiquants (graff, skate, danse, et autres pratiques investissant l'espace public) et des habitants.
- Création d'un lieu hébergeant des activités comme le graff, le skate, la danse et toute autre pratique acceptée y voyant un espace d'accueil potentiel, ce qui pose la question de l'ouverture, de la relation avec les pouvoirs publics, de la cohérence et de la cohabitation des pratiques...

Quelles professionnalités innovantes émergent de ces mouvements, et de ce tissu d'activités culturelles.

Le collectif recherche-action

Bref historique

Le collectif de recherche action émane du réseau d'associations et de pratiquants principalement Corrèziens ayant organisé les semaines dédiées aux cultures urbaines (« Culturb ») en 2005 et 2007 à Tulle. Les problématiques soulevées lors des réunions de préparation, les débats organisés pendant la manifestation, les différents travaux réalisés par chacune des associations et certains pratiquants dans le cadre de leurs activités, ont poussé à poursuivre la réflexion en cours, et à lancer pour se faire une démarche de recherche action.

- En Mai 2007 se tenait le dernier « Culturb », pendant lequel un débat était organisé avec la participation d'Hugues Bazin.
- En juin, pendant la réunion de bilan de la manifestation nous émettions l'hypothèse de suivre un processus de recherche action comme continuité à notre travail commun réalisé jusqu'alors, proposition qui ne fera écho que plus tard.
- En septembre, alors que nous comptons faire le point sur l'avancement des projets de chacun des participants à « Culturb » et aborder la question d'une poursuite d'un travail commun nous nous engageons dans deux chantiers concomitants et liés:
 - La poursuite des réflexions inhérentes à ce réseau, mais cette fois dans le cadre de la recherche-action, et la perspective d'une création d'un collectif par ceux qui voyaient un intérêt dans cette démarche.
 - La création d'un lieu dédié aux pratiques mises en lumière lors de « culturb », en réponse à une proposition de la Ville de Tulle.

Ainsi le collectif est né récemment d'un réseau qui avait en commun une activité (permanente ou ponctuelle) en lien avec le catalogue de pratiques des cultures urbaines.

Le collectif est cependant beaucoup plus restreint que ce réseau, ceci pour deux raisons:

- tout le réseau ne souhaite pas nécessairement participer à la recherche action

- clairement, dès l'origine nous avons volontairement décidé de ne pas nous cloisonner au catalogue des pratiques urbaines.

Ainsi, pour élaborer nos entretiens, produire de la connaissance et amorcer la boucle de recherche action nous élargissons notre champ d'investigation.

Malgré tout, le réseau issu de « culturb » est une base de données importante, non pas parce qu'il touche les cultures dites urbaines, mais parce qu'il identifie aujourd'hui certains acteurs populaires, travaillant dans le domaine culturel au sens large, créateurs d'innovations sociales et favorisant l'émergence de nouvelles professionnalités. Tels sont les éléments qui nous poussent à proposer à certaines personnes de présenter leur parcours d'expérience dans le cadre d'un entretien alimentant la démarche de recherche action, et à les impliquer dans le collectif.

Ce réseau est donc une source riche dans lequel le collectif puise ses « matériaux », mais il n'a pas vocation à en être la source exclusive.

En novembre 2007, nous découvrons le réseau interrégional d'espaces populaires de création culturelle. Nous nous réapproprions les outils méthodologiques (grilles d'entretien) et élaborons sur cette base ses premiers entretiens.

En janvier 2008, conformément à la ligne choisie, le champ d'étude dépasse le catalogue des cultures urbaines, puisque les premiers entretiens sont réalisés auprès de musiciens impliqués dans la libre diffusion (groupe Godon), de directeur de salle de musique (Cf. SMAC plus haut)...

Correspondants régionaux

Nicolas Guerrier:

Activités: BMX, musique-hardcore, implication et militance associative locale diverse.

Contact: 06 87 16 96 90 ou 05 55 20 25 76. nicolasguerrier@wanadoo.fr

Bernadette Vignal:

Activités: Conseillère d'Education Populaire et Jeunesse à la DDJS 19.

Contact: 06 14 38 54 59 bernadette.vignal@jeunesse-sports.gouv.fr

Composition du collectif régional

Charlotte Kauffman:

Activités: Déléguée aux Francas de la Corrèze.

Contact: francas19@cegetel.net

Hélène Lacassagne:

Activités: Déléguée aux actions culturelles, chargée du développement des pratiques amateurs et de l'éducation artistique à La ligue de l'enseignement FAL 19.

Contact: fal19.culture@wanadoo.fr

Christine Souletie:

Activités: Chargée de développement auprès des publics à l'association Des Lendemain qui Chantent

Contact: christine@deslendemainsquichantent.org

Dominique Godon:

Activités: Chanteur du groupe Godon, impliqué dans la libre diffusion des oeuvres, l'informatique, le logiciel libre, l'écologie pratique.

Contact: dominique.godon@gmail.com

Perspectives:

Le collectif évolue en fonction des entretiens réalisés et de l'implication qui en suit des personnes « entretenues ». Ainsi 4 ou 5 personnes « acteurs populaires » locaux peuvent être prochainement intégrées à ce groupe, et participeront éventuellement aux ateliers de recherche action.

Associations porteuses de projets

La structure porteuse n'a pas encore été choisie, mais plusieurs possibilités sont offertes grâce à la présence de diverses associations impliquées dans l'étude.

MIDI-PYRÉNÉES

La région

Notre territoire d'action regroupe à l'heure d'aujourd'hui des acteurs du département du Tarn.

Réseau associatif

- AJDR (association des jeunes danseurs de rue) : C'est une association agréée jeunesse et éducation populaire. Son principal champ d'activités est la promotion de la culture Hip Hop dans le sud du département. Le but est de rendre cohérent le travail des acteurs de terrain, pratiquants. (*situé à Aussillon*)
- AEROSON : C'est une association qui promouvait la culture Hip Hop et plus particulièrement le Graff. L'enjeu de l'association est de créer une articulation avec les institutions et une cohérence de travail. (*situé à Castres*)
- MJC d'ALBI : Cette MJC située à Albi travaille en lien avec des jeunes pratiquants Hip Hop et réfléchit sur la transmission et la formation de ces jeunes. Elle cherche une cohérence de travail sur la commune d'albi en lien avec la municipalité pour favoriser la culture urbaine au travers de sa jeunesse (formation, transmission des valeurs de la technique).
- MJC de Saint Sulpice : Cette MJC est en réflexion sur les valeurs de l'éducation populaire / Hip Hop. Leur souhait est de rompre avec le consumérisme et la simple prestation de service.
- Maison de quartier de Cantepau : Cette entité est située au coeur d'un quartier réputé sensible drainant des jeunes sensibilisés par la culture urbaine et notamment le rap et la danse Hip Hop. Cette structure recherche une cohérence de travail sur la commune d'albi en lien avec la municipalité pour favoriser la culture urbaine au travers de sa jeunesse (formation, transmission des valeurs de la technique).
- SGI (Castres) : Centre de formation, articulation entre la formation et la culture urbaine.

Enjeux actuels

Le collectif recherche-action

Bref historique

L'historique de notre action prend sa source depuis mars 2007 avec la rencontre de M Hugues Bazin. Sa démarche a motivé notre envie de former un réseau au sein du département et de travailler ensemble sur la question de la culture urbaine. Notre action prend réellement effet, le 08 mars 2008, lors d'une première réunion de travail.

Correspondants régionaux

- Djamel KOOB : Directeur du service jeunesse d'Aussillon (animation), président de l'AJDR (association dans le domaine de la culture Hip Hop) : Tel : 06 16 36 00 92 - Mail : a.j.dr@hotmail.fr
- Michael LINGUAGROSSA : Animateur service maison de quartier de cantepau à Albi, vice président de l'AJDR (association dans le domaine de la culture Hip Hop). Tel : 06 82 85 59 62 - Mail : poppinmike@hotmail.fr

Composition du collectif régional

- Sébastien TOLOSANA : pratiquant Hip Hop, notamment le graff. (association AEROSON)
- Mail : graffitiandmore@hotmail.fr - Tel : 06 63 16 76 09
- Jennifer ASKAWIEC : Animatrice à la MJC d'Albi. Mail : jenymjc@orange.fr - Tel : 05 63 54 20 67
- Christophe MARDI : Directeur de la MJC d'Albi. Mail : mardimjc@wanadoo.fr Tel : 05 63 54 20 67
- Marc TREMOULIERE : Directeur de la maison de quartier de cantepau à Albi - Mail : marc.tremouliere@mairie-albi.fr Tel : 05 63 77 34 65
- Michael LINGUAGROSSA : Animateur à la maison de quartier de Cantepau à Albi, Vice président de l'association AJDR, danseur Hip Hop. Mail : poppinmike@hotmail.fr Tel : 06 82 85 59 62
- Anthony SOUPRAYEN : Membre de l'association « Fils du sol » à Albi. Danseur Hip Hop, a pour ambition de vivre de la danse. - Mail : ya-bon@hotmail.fr Tel : 06 87 34 36 16
- Nadéra SADJI : Membre de l'association AJDR, danseuse Hip Hop. Un poste au sein de l'association est à pourvoir, elle est potentiellement la personne qui va l'occuper.
- Tel : 06 78 60 87 57
- Djamel KOOB : Directeur du service jeunesse d'Aussillon (animation), président de l'AJDR (association dans le domaine de la culture Hip Hop) Mail : a.j.dr@hotmail.fr Tel : 06 16 36 00 92
- Benaïssa BELAÏD : Directeur Adjoint de la MJC de Labruguière, pratiquant Hip Hop (Djjaying)
- Mail : dj-bena@hotmail.fr Tel : 06 16 36 00 92
- Mathieu MAYMO : Animateur à la MJC de Saint Suplice - Mail : capitaine.alexandre@wanadoo.fr Tel : 06 73 50 83 22
- Claude SANTONI : Spécialiste en gestion financière et en développement de projets « SGI Castres ».
- Jérôme PINEL : Membre de l'association AJDR, slammeur.

Associations porteuses de projets

ASSOCIATION AJDR : Cette association a pour but de favoriser l'insertion des jeunes par l'expression corporelle, musicale, danse de rue ainsi que l'organisation de spectacles et de représentation. - 31 cours de la rougearié 81200 Aussillon

PACA

La région

Notre territoire d'investigation est actuellement la ville de Marseille et la zone autour d'Aix en Provence et Aubagne (les centres villes et les communes rurales environnantes). L'échelle administrative correspondante serait la communauté urbaine de Marseille et le « Pays d'Aix ».

Cependant plusieurs contacts, entretiens potentiels, et personnes intéressées par la démarche lancée à Marseille sont situés dans les agglomérations proches de l'Étang de Berre (Nord ouest du département des Bouches du Rhône)

Réseau associatif

- L'association DANSCITE: association développant des pratiques artistiques pour tout public et des projets transversaux intégrant professionnels et amateurs. Organisation de spectacles et de festivals d'arts de la rue et de danse. Conseils artistiques et accompagnement des professionnels
- Le centre culturel Les Amandiers (Aix en Provence) : ...
- La Fabrik : association valorisant les actions artistiques et éducatives en direction des publics spécifiques et organisant des rencontres européennes entre les pratiquants
- Zim Zam : association d'artistes et d'éducateurs pour la promotion des pratiques des arts de la rue et du cirque pour les publics handicapés et valides. Organisateur de festivals
- Le Centre Julien d'animation IFAC : association gérant un lieu d'animation et organisant des activités culturelles et artistiques. Accueil des habitants du quartier et des associations pour la mise en œuvre de projets relevant de l'éducation populaire.
- Le Théâtre du Petit Matin : Association créant et diffusant des spectacles de théâtre contemporain, valorisant la formation du public, mettant en œuvre des projets d'écriture théâtrale et accompagnant la création.
- L'association CAMAPA : association de percussions avec des ateliers en direction des publics handicapés et valides. Organisation de projets, de rencontres et festivals européens d'arts de rue et de musique.
- Collectif de danse et musique africaine : artistes effectuant des ateliers et créations musicales et de danse d'inspiration africaine.
- Collectif de Hip Hop : artistes et pratiquants de musique, danse et graff (de plusieurs associations)
- L'Association Emmaüs : association accueillant des personnes en difficultés et organisant entre autres projets d'insertion, des actions de pratiques artistiques avec la participation d'artistes plasticiens, écrivains, etc..
- La MJV Vieux Port Corderie : association accueillant les publics des quartiers de Marseille et mettant en œuvre des activités culturelles et artistiques et accompagnant les artistes dans leur parcours professionnel.
- La direction départementale de la jeunesse et des sports 13 : Partenaire de plusieurs activités mentionnées plus haut, facilitant la coordination des réseaux...

Ces différentes structures et individus ne constituent pas, dans son état, le collectif local de recherche action, cependant ils font partie du tissu local dans lequel le collectif de [2] recherche-action s'intègre, avec lequel il a des liens. (cf. « histoire du collectif »)

Enjeux actuels

Aujourd'hui les enjeux communs traversant ces structures et individus, et pouvant intéresser la recherche action sont les suivants:

- La problématique de la cohabitation des pratiques artistiques pour publics spécifiques handicapés et valides qui s'additionnent localement plus qu'elles ne s'articulent entre elles et se dynamisent.
- La création d'un lieu pour accueillir des activités comme la musique percussive et la danse et qui valorise les échanges, en devenant un espace d'ouverture, de relations entre artistes et pratiquants amateurs et professionnels et qui soit soutenu par les pouvoirs publics pour ce qu'il peut apporter à la pratique et aux habitants.

- La recherche de solutions professionnelles (qualifications et formations) pour les pratiquants (acteurs populaires) qui développent de véritables richesses et compétences professionnelles. Autrement dit, comment mettre en valeur et promouvoir de nouvelles professionnalités innovantes qui émergent de ces mouvements, et de ce tissu d'activités culturelles.

Le collectif recherche-action

Bref historique

Le collectif de recherche action émane du réseau d'associations et de pratiquants principalement marseillais et aixois oeuvrant dans le champ des pratiques artistiques et actions d'éducation populaire.

Les problématiques soulevées lors des réunions, les débats des pratiquants, des artistes et éducateurs, des organisateurs de festivals, dans le cadre de leurs activités, ont amené à des questions communes relevant de préoccupations quotidiennes et ont mis en évidence le besoin de se retrouver pour rentrer dans la démarche de recherche action.

- En janvier 2003 la MJC Vieux Port Corderie et l'Arcade Paca (régie culturelle) organisent le démarrage de la formation d'animateurs Hip Hop et sollicitent Hugues Bazin, pour travailler sur le contexte des cultures urbaines et évoquer la démarche de recherche action du réseau « Espaces populaires de Création Culturelle ».
- De 2003 à 2006, organisation d'un collectif avec des structures culturelles (Friche Belle de Mai, AMI, le collectif Transversités, l'association DanScité) pour développer un travail avec des artistes, des chercheurs sur l'analyse des parcours individuels et faire émerger des problématiques communes. Nous rejoignent l'association Don't Sleep (production et diffusion de Hip Hop) avec le Centre Culturel les Amandiers en 2006.
- En 2007, démarrage de l'étude « Nouvelles professionnalités avec des artistes indépendants et des artistes - éducateurs de collectifs et associations, ou d'instituts » (voir plus haut la liste) . Création du groupe de recherche action avec ateliers de travail à partir des entretiens autobiographiques et pour l'analyse des problématiques dans les dimensions de l'étude.

- Le collectif est donc né il y a quelques années et a vécu des mutations nécessaires pour l'évolution du travail en collectif, et pour avancer sur les thèmes actuels, reliés à l'étude sur « les modes de professionnalisation » et en lien avec les pratiques des acteurs et leurs attentes de mutualisation et de création d'un réseau. Ces acteurs avaient en commun une activité (permanente ou ponctuelle) en lien avec les pratiques des cultures urbaines, traditionnelles, en direction de tous publics valides et handicapés.

- De même, nous souhaitons conserver le pluralisme des esthétiques et des pratiques et chaque acteur –coopérateur qui adhère aux principes de la recherche- action en s'associant à la charte de notre collectif est bienvenu ! Nous avons donc volontairement décidé de ne pas nous cloisonner au catalogue des pratiques urbaines.

- Le collectif est cependant plus restreint que ce réseau car tout le réseau ne souhaite pas nécessairement participer à la recherche action

Ainsi, pour élaborer nos entretiens, produire de la connaissance et amorcer la boucle de recherche action nous élargissons notre champ d'investigation. Car certains acteurs populaires, travaillant dans le domaine culturel au sens large sont créateurs d'innovations sociales et favorisent l'émergence de nouvelles professionnalités, ce sont des acteurs « ressources ».

Tels sont les éléments qui nous poussent à proposer à certaines personnes de présenter leur parcours d'expérience dans le cadre d'un entretien auto biographique alimentant la démarche de recherche action, et à impliquer ces personnes dans le collectif.

Ce réseau est donc une source riche dans lequel le collectif puise ses « matériaux », mais il n'a pas vocation à en être la source exclusive.

Ainsi, le réseau interrégional d'espaces populaires de création culturelle nous permet de rencontrer d'autres coopérateurs, acteurs qui travaillent sur les mêmes études que nous et qui alimentent les réflexions de chacun. Car nous nous réapproprions les outils méthodologiques (grilles d'entretien, analyse de contenus) et élaborons nos ateliers sur des formes de recherche-action.

De même, nous travaillons avec le sociologue Hugues Bazin qui apporte un regard expert dans le concept de la recherche-action et qui nous conduit à nous organiser, à produire de la connaissance sur nos pratiques et à être force de propositions dans nos cadres d'exercice professionnel ou dans les mouvements artistiques..

En février 2008, nous avons mené une réunion sur les thématiques des entretiens qui ressortaient après 6 entretiens autobiographiques et à dégager des axes de travail, de propositions.

Correspondants régionaux

- HELENE FALZON CATTANEO Activités: responsable de l'association DanScité (activités d'arts de la rue, de danses africaines, Hip-Hop, en direction des publics valides et handicapés et accompagnement des professionnels). Consultante en Ressources Humaines et Communication en entreprise. Contact: 06 62 23 40 58 et falzon.helene@orange.fr
- MICHEL LESPAGNOL Responsable du Centre culturel Les Amandiers – Aix en Provence - Contact : 06 03 29 58 28 adis.centresocial@wanadoo.fr lespagnol-mimi@wanadoo.fr

Composition du collectif régional

- HELENE FALZON CATTANEO Activités: responsable de l'association DanScité (activités d'arts de la rue, de danses africaine, Hip-Hop, en direction des publics valides et handicapés et accompagnement des professionnels). Consultante en Ressources Humaines et Communication en entreprise. Contact: 06 62 23 40 58 et falzon.helene@orange.fr
- MICHEL LESPAGNOL Responsable du Centre culturel Les Amandiers – Aix en Provence - Contact : 06 03 29 58 28 adis.centresocial@wanadoo.fr lespagnol-mimi@wanadoo.fr
- Cerutti Manuel Du collectif ZimZam Activités: responsable de l'association ZimZam Contact: zimzam.association@gmail.com
- Barbe Méline Du collectif ZimZam Activités: chargée de développement de l'association ZimZam Contact: zimzam.association@gmail.com
- Hervé Germain Activités: artiste plasticien Contact: autrepalette@wanadoo.fr
- Katia Jedy Activités: chef de service éducatif et responsable de « La Fabrik » Contact: imevplafabrik@adsea13.com
- Laurent Albertini Activités: Educateur et musicien dans un groupe de sound system et coordinateur de « La Fabrik » Contact: imevplafabrik@adsea13.com
- Lucie Tassone Activités: Educatrice et plasticienne, responsable d'activités à la « La Fabrik » Contact: imevplafabrik@adsea13.com
- Hélène Salaska Activités: DRDJS Marseille Contact: helene.salaska@jeunesse-sports.gouv.fr

Associations porteuses de projets

Au regard de la répartition des coopérateurs sur les deux zones géographiques, Marseille et Aix en Provence, nous avons opté pour que deux structures soient porteuses :

- DanScité 22 Bd Haguenau 13012 Marseille - Contact : Hélène Falzon Cattané et mail danscite@orange.fr
- Centre Social les Amandiers – Aix en Provence – Contact : Michel Lespagnol - adis.centresocial@wanadoo.fr lespagnol-mimi@wanadoo.fr

PAYS DE LOIRE

La région

Le territoire de recherche est actuellement situé dans la région Pays de la Loire. Plus précisément, la ville d'Angers (centre-ville et quartiers périphériques), une zone rurale (communauté de commune du haut Anjou Segréen) et nous ouvrons sur le centre ville de Nantes. L'échelle administrative correspondante serait bien la région administrative des Pays de la Loire, même si elle n'est pas représentée dans son ensemble. Cependant des entretiens potentiels se dessinent, notamment sur Cholet, une zone rurale de Loire atlantique et le centre ville du mans.

Réseau associatif

Des associations:

- Réseau Haut Anjou : réseau d'associations et d'animateurs en charges des projets d'animation socioculturelle sur le territoire (Noyant-la-Gravoyère, Segré, Pouancé, Château neuf sur Sarthe).
- Simon et les six monstres : collectifs de réalisateurs de films d'animation, ils mènent autant des productions télévisuelles ou scéniques, que des ateliers pédagogiques.
- Aladesh : laboratoire coopératif d'expérimentations artistiques et sociales (Ateliers de créations, Productions, Coopération Internationale, Formation, Médialogie...).
- Kontradixion : association culturelle (plutôt issue du mouvement Hip Hop) et son label associé « Dixit Records » mènent ateliers pédagogiques, productions artistiques et prestations diverses sur la région de Nantes.
- L'R de rien : Structure porteuse du groupe nouvel R et de ses ateliers pédagogiques.

Des Artistes Indépendants :

- Christophe Bell-Œil : Auteur, compositeur, peintre, animateur d'ateliers Ecriture, Chansons et BD. Professeur d'Art plastique remplaçant en collège.
- Marie Dutin : Graphiste en freelance.
- Benjamin Pépion : Rappeur/Slam et étudiant en communication.
- DJ Slade : Compositeur et webdesigner.
- Soaer : artiste graffeur, intervenant d'ateliers.

Institutions :

- La direction départementale de la jeunesse et des sports 49: deux conseillères d'éducation populaire sont intéressées par la démarche et le réseau.

Enjeux actuels

Les premières problématiques transversales qui semblent émerger des entretiens sont les suivantes (plutôt que problématiques, on peut parler de thèmes qui reviennent):

- Les nouvelles professionnalités et toutes les problématiques liées au fait que les acteurs ont tous diverses casquettes (un « patchwork de métiers »), agissent dans différents domaines (actions transversales), « bidouillent » avec les différents cadres administratifs et toutes les difficultés de perceptions des autres (acteurs, institutions, entourage) que cela entraîne.
- Le rapport entre les valeurs individuelles et le développement d'une activité professionnelle marchande. (La difficulté de développer une activité professionnelle emprunte de valeurs (échange, partage, ouverture, éclectisme...) dans un secteur marchand à souvent l'opposé de ces valeurs)
- La notion de pédagogie, les rôles, domaines, posture : entre un artiste. Artiste-Intervenant. Intervenant. Art thérapeute. Animateur... La place de chacun, cohérence, articulation et complémentarité de ces différents « métiers ».

Le collectif recherche-action

Bref historique

Le collectif est naissant dans notre région même si de nombreux acteurs ont déjà rencontré Hugues au cours des années passées et des événements. L'intégration de la région Ouest au réseau date de la rencontre entre Antoine QUENET-RENAUD et Hugues BAZIN au collège coopératif de Paris en septembre 2006. Depuis le collectif se confirme lentement, mais avance.

Nous n'avons pas encore organisé d'évènements liés à la recherche action, si ce n'est une rencontre régionale le 17 octobre 2007 et une intervention d'Hugues sur une présentation d'une vision Française du « Travail de la culture » lors d'un séminaire Européen autour des Cultures Urbaines le 14 décembre 2007.

La région participe cependant de manière régulière aux divers réunions inter régionales et évènements des autres régions.

Correspondants régionaux

QUENET-RENAUD Antoine, Artiste-Intervenant-Coordinateur 06 30 83 16 62 – antoine@aladesh.com

Composition du collectif régional

- Christophe Bell-Œil : Auteur, compositeur, peintre, animateur d'ateliers Ecriture, Chansons et BD. Professeur d'Art plastique remplaçant en collège. c.belloeil@club-internet.fr/ 02 41 78 66 34
- Marie Dutin : Graphiste en freelance. marie.dutin@tiscali.fr/ 06 24 76 12 57
- Simon Astier : Réalisateur de film d'animation et Intervenant. simontagne@hotmail.com/ 06 74 57 99 78
- Laurent Duprat : Beat Boxer et Intervenant l.os@zateliers.com/ 06 07 61 03 63
- Ezra : Beat Boxer et Intervenant ezra.box@gmail.com/ 06 88 58 57 24
- Gilles Boileau : Directeur du centre d'animation de Noyant la Gravoyère flep2@wanadoo.fr/ 06 82 62 65 68
- Samuel Monge : Artiste-Intervenant-Coordinateur au sein de l'association Kontradixion kondradixion@free.fr/ 06 17 94 03 69
- Antoine Quénet-Renaud : Artiste-Intervenant-Coordinateur au sein de l'association Aladesh antoine@aladesh.com/ 06 30 83 16 62
- Benjamin Pépion : Rappeur/Slam et étudiant en communication. pepsosterone@hotmail.fr/ 06 71 88 00 83
- Wadi Khaloir : Artiste-Intervenant wadi@aladesh.com/ 06 86 54 94 53

Les perspectives de développement du réseau sont assez grandes. De nombreuses personnes sont intéressées par la démarche, mais peinent encore à s'intégrer au collectif souvent par manque de temps. Audrey Proud'hon de « Créer C'est Résister » du Mans. Clarisse Arnoux, chargée de mission sur le projet KWAL. Fred Guyomar'ch, manager de Kwal et de lo'jo. Vivien Guery, manager de Nouvel R et Ezra. Eve Rocheteau, chargée de mission sur Clisson. Dominique Morisset, responsable du département musique actuelle du conservatoire d'Angers. Sébastien Roze, étudiant au DESS Musiques actuelles à Angers et d'autres...

Associations porteuses de projets

ALADESH 49 rue du pré-pigeon 49100 ANGERS 02 41 95 49 71/ coordination@aladesh.com



Novembre 2007

Hugues BAZIN

B.P. 67 – 92114 CLICHY Cedex

tél : 01 47 30 00 83 - fax : 01 47 30 36 21

bazin@recherche-action.fr

www.recherche-action.fr

NOUVELLES PROFESSIONNALITÉS DES ACTEURS POPULAIRES ASSOCIATIFS, LES ESPACES INTERMÉDIAIRES D'INNOVATION SOCIALE

*Étude avec le réseau **espaces populaires de création culturelle***

*Soutenue par l'institut National de la Jeunesse et de L'éducation Populaire,
l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances*

INTRODUCTION.....	2
UNE PROBLÉMATIQUE S'ATTAQUANT À LA « COMPLEXITÉ »	6
PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE	6
LES PROBLÉMATIQUES DE TRAVAIL	8
<i>Être acteur, de l'individu au collectif.....</i>	9
<i>L'articulation processus – projet.....</i>	10
<i>Le rapport à l'espace et au territoire.....</i>	11
<i>Le rapport au temps et au travail.....</i>	12
<i>Autoformation et nouveaux champs de compétences.....</i>	14
UNE DÉMARCHE POUR LA CRÉATION DE NOUVEAUX ESPACES	16
UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE AU SERVICE D'UNE TRANSFORMATION.....	16
LE CROISEMENT DES TRAJECTOIRES ET DES PARCOURS D'EXPÉRIENCE EN ATELIERS.....	17
LES EFFETS ESCOMPTÉS DE L'ÉTUDE.....	19
LA LÉGITIMATION D'ACTEURS-CHERCHEURS.....	19
LA CRÉATION DE CENTRES DE RESSOURCES - CONNAISSANCES.....	21
LA VALIDATION DES ACQUIS D'EXPÉRIENCE	22
EXPÉRIMENTATIONS ET ESPACES RELAIS TERRITORIAUX	23
ANNEXE	25
ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES : LES NIVEAUX D'ANALYSE	25
ÉCHÉANCIER DE L'ÉTUDE	27
LISTE DES CORRESPONDANTS RÉGIONAUX	29
STRUCTURATION ORGANISATIONNELLE.....	30
CHARTRE DU RÉSEAU <i>ESPACES POPULAIRES DE CRÉATION CULTURELLE</i>	32

Introduction

L'étude que nous développons sous l'intitulé « Nouvelles professionnalités des acteurs populaires associatifs, les espaces intermédiaires d'innovation sociale » est originale sous plusieurs aspects.

Les principales originalités de l'étude

Public visé

Elle touche une nouvelle génération d'acteurs populaires qui correspond à une période d'initiation et de confirmation d'orientations professionnelles entre des pratiques émergentes, le passage par des espaces intermédiaires d'expérimentation et des formes de reconnaissance professionnelle qui nécessitent la prise en compte intersectorielle des parcours d'expérience entre le développement social et culturel, l'éducation populaire et l'éducation artistique, l'action culturelle et la diffusion culturelle, l'économie sociale et solidaire, etc. C'est un profil d'acteurs se retrouvant dans une intelligence collective des situations où l'humain est au centre dans une logique d'échange, de processus à long terme de synergie inter-associative.

Auto-saisissement

La commande de l'étude ne se réalise pas dans un cadre institutionnel classique (appel d'offres, expertise, état des lieux, etc.). L'idée de l'étude s'inscrit dans un processus de mise en réseau interrégional qui a débuté en 2002 sous l'intitulé « *espaces populaires de création culturelle* ».

Face à la nécessité de poser un certain nombre d'enjeux quant aux pratiques, aux situations socioprofessionnelles, aux statuts, aux logiques de développement territorial, il est apparu nécessaire au sein de ce réseau de produire de nouvelles connaissances. Ce collectif d'acteurs populaires s'est donc auto-saisi d'une commande d'étude. L'objet de l'étude est le réseau lui-même qui se constitue de cette manière comme « laboratoire vivant ».

La démarche de recherche-action est en cela tout à fait adaptée pour répondre à cette nécessité puisqu'elle permet aux acteurs d'effectuer un travail sur eux-mêmes, d'être agents de transformation sociale tout en étant producteurs de connaissances.

Notre travail de chercheur s'il contribue à la mise en forme de la production de connaissance, se place déjà comme facilitateur et accompagnateur de ce mouvement en proposant un certain nombre d'outils méthodologiques directement appropriables par les personnes concernées : quantitatifs (questionnaires), qualitatifs (entretiens biographiques), interactifs (ateliers de recherche-action). L'utilisation complémentaire de ces outils relayés par des espaces relais territoriaux nous permet de plonger au cœur de cette réalité humaine et sociale, poser des enjeux et produire des connaissances qu'il serait impossible d'obtenir par les moyens classiques d'enquête.

Le partenariat institutionnel est aussi original, car sollicité à ce double titre de la recherche et du développement : non seulement un soutien à un programme d'étude (coordination scientifique) mais également au développement par la recherche-action d'un réseau d'acteurs en collectifs régionaux (implication des services déconcentrés des institutions partenaires).

Développement inter-régional

Le mode d'organisation se structure selon un développement inter-régional. Il s'agit effectivement d'une logique coopérative d'échange en réseau que nous nommons « inter-régionalité ».

La région étant l'échelle pertinente de travail et de parcours d'expérience, l'inter-régionalité définit la capacité d'établir une synergie entre ces champs d'expérience. L'expérience d'une région profite à l'avancement du travail dans une autre région.

Pour affirmer ses principes et ses valeurs, le réseau s'est doté d'une charte accessible sur le site Internet <http://reseau.recherche-action.fr> (voir également le texte en annexe). Ce texte fondateur participe à la structuration de l'étude.

A la rigueur éthique et méthodologique, correspond une souplesse d'ouverture du réseau qui doit laisser libre chacun de définir sa place et son type d'engagement au sein des collectifs. Chaque individu, indépendamment de son statut et de son action, peut constituer un point central de rencontres et d'échanges. Ceci permet ainsi de restituer à la dimension humaine sa place centrale dans les logiques de production ainsi que de concevoir un mode de relation horizontale non hiérarchique des compétences et des savoirs.

Enfin, le travail en réseau implique une mobilité humaine et une circulation de la connaissance à la fois physique et numérique.

- Physique par la capacité des groupes régionaux de s'inviter mutuellement à l'occasion de manifestation événementielle ;
- Numérique par la mise en place de plates-formes Internet de travail à distance.

Problématiques transversales

Si nous ne sommes pas les seuls à traiter de l'innovation sociale, de l'émergence d'une génération d'acteurs et de la prise en compte de nouveaux champs de compétences, peu d'études abordent ces problématiques de manière transversale.

En effet, la plupart des études se réalisent sous des énoncés socio-catégoriels, par exemple les « musiques actuelles » ou les « cultures urbaines ». Sans contester l'intérêt d'une production émanant d'un champ d'activité spécifique, il nous semble plus opportun par rapport aux enjeux actuels de travailler sur des problématiques transversales aux catégories socioprofessionnelles.

.....

La recherche-action permet à travers les parcours d'expériences (entretiens individuels) et l'expérimentation de projets, la mise en œuvre de groupes pluridisciplinaires (ateliers de recherche-action) dans une approche transversale et systémique (relation « amateurs »/ « professionnels », art/social, éducation populaire/action culturelle, etc.).

.....

En refusant une segmentation et par conséquent une simplification disciplinaire, nous prenons l'option d'aborder une complexité. C'est-à-dire une capacité de produire de l'intelligence collective et provoquer des espaces de travail interdisciplinaires au cœur de la réalité sociale.

L'organisation d'un processus dans la durée

C'est un processus qui s'inscrit dans la durée. L'étude en constitue une étape importante, puisque nous passons d'une logique d'interconnexion à une logique de production de connaissances.

Cette phase a débuté en mars 2007 dans le cadre d'une rencontre interrégionale proposant les éléments d'une problématique commune aux différentes régions. Elle a permis de lancer la mise en place d'un dispositif de travail dès la rentrée de septembre 2007.

Ce sont les correspondants régionaux du réseau (liste en annexe) qui mettent en place le cadre de travail. Ces correspondants sont eux-mêmes des acteurs populaires issus d'une nouvelle génération associative travaillant sur un territoire régional dans un développement culturel et social. La plupart s'appuient sur des pratiques culturelles dites « émergentes » ou « urbaines » mais pour lesquelles les termes « populaires » et « libres » nous semblent plus appropriés (nous y reviendrons)

Le dispositif de l'étude est constitué de trois éléments principaux :

Le niveau individuel et inter-personnel

Le principe de l'étude ne propose pas simplement un état des lieux, mais d'entrer dans une logique de développement en produisant une connaissance. Cela n'est possible qu'en partant d'un niveau individuel et inter-personnel.

En effet, ce travail de transformation propre à la recherche-action est déjà un travail sur soi avant de prendre une dimension sociale. Il se base sur une série d'entretiens de type biographique auprès des acteurs correspondant au profil de l'étude et contactés par réseau de connaissance. Partir des parcours biographiques permet de dégager une connaissance issue directement de l'expérience des acteurs concernés.

Le niveau régional

Nous parlons de régions pour décrire l'échelle pertinente pour les acteurs dans le développement de leurs actions et leurs espaces de réflexion. Le niveau régional constitue donc l'échelle qui ne recoupe pas obligatoirement le découpage administratif.

Les formes d'organisation régionale sont donc variables dans le temps et suivant les spécificités locales ou les impératifs individuels, mais elles doivent toujours être en cohérence avec la charte adoptée par les membres du réseau.

Les ateliers de recherche-action, regroupent à ce niveau les acteurs désireux d'entamer ou de poursuivre le travail engagé par les entretiens individuels. C'est donc un niveau d'analyse collective qui permet de dégager des problématiques communes de travail.

À chaque acteur ensuite de se réapproprier la production de ce travail (principe « open source » voir charte) pour l'investir dans des expérimentations individuelles ou collectives via des porteurs de projets associatifs.

Le niveau inter-régional

Une dynamique inter-régionale est née progressivement tout au long d'années de mise en réseau.

Une coordination inter-régionale se réunissant tous les trimestres, assure l'orientation de ce travail en réseau. Elle permet d'établir une cohérence méthodologique et un travail comparatif entre les différents travaux régionaux. C'est une garantie quant à l'objectivité de la connaissance produite.

Les régions concernées sont susceptibles de varier dans le développement de l'étude, elles sont pour l'instant constituées par : Besançon – Franche-Comté, Angers – Pays de Loire, Chalon-sur-Saône – Bourgogne, Tulle – Limousin, Marseille – PACA, Lille – Nord-Pas-de-Calais, Reims - Champagne-Ardenne, Paris – Île de France, Mulhouse – Alsace, Aurillac – Auvergne, Tarn

Une problématique s'attaquant à la « complexité »

PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE

Un précédent cycle de travail¹ avec le réseau *espaces populaires de création culturelle* a permis de mettre en lumière les particularités d'une nouvelle génération d'acteurs populaires en correspondance avec une nouvelle génération d'associations. Nous partons de l'hypothèse que des relations inédites s'instaurent entre des expériences informelles et une reconnaissance professionnelle développant des espaces intermédiaires d'innovation sociale utilisant ou non le cadre associatif.

Ce mouvement nous apparaît comme une réponse à un constat que nous avons résumé dans un article récent² et dont nous rappelons quelques éléments :

- Difficulté pour mettre en place une dimension partenariale dépassant les divisions sectorielles des politiques publiques (jeunesse, culture, ville, insertion, etc.), en considérant une nouvelle génération d'acteurs populaires comme partenaires ;
- Difficulté de prendre un nouveau statut d'engagement d'intérêt général qui pourrait être défini comme un « service public du développement social et culturel », rôle que remplissait à une autre époque le travail conjoint de l'éducation populaire et de l'action culturelle sans d'ailleurs n'avoir jamais vraiment réussi cette articulation entre social et culture ;
- Difficulté de produire de nouvelles connaissances à partir de l'expérience de la génération actuelle d'acteurs populaires, travailler avec une pluralité d'appartenance et d'expériences, dégager de nouveaux outils d'évaluation susceptibles de rendre visible et lisible les processus contemporains en termes de formation et de professionnalisation, élaborer de nouveaux instruments pour mesurer l'impact des projets sur le territoire ;
- Difficulté d'inscrire une économie plurielle dans une logique de développement et de soutenir un champ de l'innovation sociale avec l'émergence de nouvelles compétences transversales en dehors des filières professionnelles classiques, envisager un système d'aide à l'expérimentation à travers un soutien à des espaces intermédiaires ou « pépinières d'initiatives ».

¹ BAZIN H. [2006], *espaces populaires de création culturelle* : enjeux d'une recherche- action situationnelle, Éditions de l'INJEP, 91p, (Collection « Jeunesse / Éducation / Territoires : cahiers de l'action »).

² BAZIN H. [2007], « Les enfants non reconnus de l'éducation populaire » in *Agora débats/jeunesses* n° 44, L'Harmattan

Nous pourrions résumer ces difficultés par une nécessité de travailler sur une complexité des situations humaines³. Nous comprenons ces situations comme des systèmes dynamiques qui impliquent une compréhension globale, à la différence d'une démarche analytique classique qui sépare les éléments, par exemple les questions de jeunes, de culture, d'économie.

Les acteurs du réseau *espaces populaires de création culturelle* ne se sont d'ailleurs pas trompés en s'appropriant une démarche de recherche-action pourtant justement complexe. Ils se saisissent de cette démarche parce qu'ils disent pouvoir enfin « s'y retrouver », c'est-à-dire reconstituer l'entièreté de leurs expériences humaines à travers la prise en compte cohérente de l'ensemble des dimensions qui la constitue.

Les enjeux soulevés sont naturellement transversaux : espaces d'expérimentation et lieux alternatifs, transversalité et transférabilité des compétences, mutualisation des ressources et économie plurielle, rapport au travail et au temps, développements régionaux en nouvelle écologie humaine entre dimensions culturelles et sociales, formations modulaires et validation de reconnaissances internes / externes. Ces questions seront reprises dans notre grille d'étude (problématiques de travail exposées dans le prochain chapitre).

Les réponses sont tributaires de la manière dont sont formulées les questions.

- Nous ne pouvons pas aborder autrement les expériences professionnalisantes sans contester la division classique entre « amateurs »-« professionnels » ;
- La question d'espaces intermédiaires socioprofessionnels interroge les modes de développement de projets qui ne se limitent pas au portage associatif classique ;
- Un autre rapport au territoire ne se réduit pas aux découpages des politiques administratives ou à un état des lieux des structures socioculturelles. Il s'agit de prendre en compte une nouvelle géographie des ressources humaines à travers le croisement de parcours d'expérience ;
- Enfin, si nous nous préférons évoquer la notion de culture populaire plutôt, que « cultures urbaines » ou « émergentes », c'est pour mieux prendre en compte la réalité d'un processus dégageant un champ de compétences transversales et non la segmentation de modes de financement, la mise en concurrence territoriale des projets, la séparation de filières de formation...

Ainsi, il nous apparaît nécessaire de dépasser les questions telles qu'elles sont formulées en termes de jeunesse, de pratiques émergentes, de banlieues, d'immigrations et tous les thèmes sociologiques qui ont tendance à segmenter de manière analytique les espaces d'expérience en termes territoriaux (centre/périphérie), socio-économiques (inclusion/exclusion), culturels (culture dominante/culture de masse ou sous-culture), etc.

Cette nécessité d'une approche par la complexité est survenue effectivement dans la rencontre et la prise en compte d'une génération d'acteurs populaires qui construisent

³ La complexité au sens où l'entend Égard Morin et le réseau « Modélisation de la CompleXité » : ce n'est pas tant la multiplicité des composants, ni même la diversité de leurs interrelations, qui caractérisent la complexité des situations socioprofessionnelles, c'est l'imprévisibilité potentielle des comportements de ce système, suscitant des phénomènes d'émergence certes intelligibles, mais non calculables a priori.

par eux-mêmes les conditions de leur propre développement individuel et collectif sans passer nécessairement par les circuits académiques de validation (lieux, diplômes, labels, organisations).

Ces acteurs trouvent difficilement dans les modes d'organisation classiques la possibilité de maîtriser le sens et la finalité de leur travail, d'affirmer un rôle et une place dans le champ social et culturel en influençant l'orientation des logiques de développement régional.

Nous pourrions évoquer la notion de formes populaires d'expérience qui ne se réduisent pas à leurs aspects les plus visibles en tant que pratiques culturelles (hip-hop, sports de glisse, etc.), mais rejoignent des expérimentations associatives et d'interventions dans l'espace public et sur les territoires comme la question de la naissance de nouveaux lieux culturels qui devient de plus en plus prégnante ou le développement d'autres formes d'organisation et de mutualisation de ressources (collectifs régionaux).

Le point commun à toutes ces initiatives est d'utiliser l'énergie et la créativité d'une mise en mouvement collective en dehors des cadres institués pour trouver des solutions aux problèmes personnels et socioprofessionnels.

Ces nouvelles formes d'engagement exigent aujourd'hui plus qu'hier une approche interdisciplinaire et multiréférentielle, incarnée par leurs propres parcours dans la capacité à jouer sur les frontières culturelles et professionnelles, provoquant ainsi des interfaces inédites entre les champs d'activités.

Traversant des espaces intermédiaires, des entre-deux sectoriels (social, culturel, artistique...) à travers différents statuts et jeux de compétences, ils ont pour beaucoup construit leurs propres postes de travail, et plus largement un univers professionnel.

Ce qui indique en creux l'impossibilité pour les structures socioculturelles traditionnelles d'accueillir ce type de profil et de relever les enjeux contemporains qui l'accompagnent. Car prendre en compte ces parcours d'expériences, c'est accepter d'entrer dans une logique de transformation individuelle et structurelle, interroger les notions de « projet » et de « développement ».

LES PROBLÉMATIQUES DE TRAVAIL

Les problématiques de travail sont celles qui sont reprises au sein d'une grille d'étude pour analyser les contenus des matériaux récoltés dans les entretiens individuels et les réunions collectives de recherche-action.

- 1- Nous présentons ici les principaux points d'articulation qui sont susceptibles d'évoluer et d'être affinés en fonction des retours que nous aurons dans les rencontres avec les acteurs populaires des différentes régions. Ce que nous pouvons dire au regard d'une première série d'entretiens effectués en octobre – novembre 2007, c'est que cette grille correspond globalement aux préoccupations des acteurs concernés ;
- 2- Dans un second temps, à partir de ces cinq principaux champs de problématiques seront dégagés dans le développement de l'étude en 2008 des thèmes précis qui pourront faire l'objet d'un approfondissement

- spécifique de recherche documentaire et de rencontres d'expériences afin d'élaborer des éléments de réponses et de propositions ;
- 3- Dans un troisième temps, ces éléments pourront être débattus publiquement à l'occasion de séminaires, forum, colloques et autres manifestations évènementielles.

Être acteur, de l'individu au collectif

La notion d'« acteurs populaires » indique la prise de conscience d'un rôle et d'une place dans la société à travers les possibilités que les individus ont de l'influencer et de la transformer. Dans chaque parcours rencontré existent plusieurs dimensions :

1. La nécessaire créativité exigée pour dénouer les situations contemporaines passe par l'affirmation d'une singularité, d'une personnalité, d'une individualité. Cette richesse de la complexité de ces parcours d'expérience tranche avec la pauvreté des reconnaissances extérieures en catégories de pratiques disciplinaires, tranches d'âge, esthétiques, professions, etc. ;
2. Une trajectoire individuelle croise toujours pour se réaliser des conditions collectives bien sûr nécessaires pour poser des cadres de socialisation, mais cette relation de l'individu au collectif se joue moins aujourd'hui dans un groupe fixe, une communauté rigide d'appartenance que par univers de reconnaissance dans un jeu d'interactions, un flux continu de communications ;
3. La notion de mouvement (populaire) est sans doute la plus difficile à percevoir, il faudrait plus entendre ici un processus de transformation structurant l'individu qu'une forme structurée univoque. Ces mouvements socioculturels modernes sont multidimensionnels : ils empruntent à la logique de réseau, s'organisent en collectif, peuvent revêtir des aspects différents, parfois contradictoires suivant les situations.

Praticien et acteur

De fait les parcours sont tous originaux, il n'en existe pas un seul de ressemblant. Non seulement l'individu ne se résume pas à ses « pratiques » ou ses « projets », mais ce n'est pas en additionnant les pratiques que nous pouvons comprendre un « Tout » qui s'organise autour de processus transversaux tels que la sensibilisation, la transmission, la création.

« Acteur », indique un processus de transformation et la conscience de cette capacité à transformer son environnement en commençant par soi-même. L'individu devient acteur lorsqu'il prend conscience que son action a un sens historique.

L'individu et le collectif

Cette dimension d'acteurs populaires se construit aussi dans cette capacité à gérer un rapport entre l'intérêt individuel et collectif, le local et le global, le particulier et l'universel.

Il existe une injonction où chacun doit se « prendre en charge » renvoyant à une « hyper individualité » en contradiction avec les formes sociales populaires de solidarité et d'échanges réciproques issues des groupes de pairs informels. Aujourd'hui l'individu est au centre dans la société, mais ce n'est pas obligatoirement la fin de toutes dimensions collectives...

Une logique de mouvement

La logique de mouvement est une manière de mettre non en opposition mais en relation dynamique la relation de l'individu au collectif et du particulier à l'universel.

C'est d'abord la conscience d'appartenir à un univers de reconnaissance, une culture. Est-ce que cela constitue aujourd'hui un mouvement populaire ? Est-ce qu'il y a un lien de filiation avec des formes traditionnelles comme celles de l'éducation populaire ? Peut-on évoquer encore une transmission intergénérationnelle des valeurs, s'agit-il d'un lien à recréer ?

Paradoxalement, les mutations contemporaines ne se caractérisent pas par une baisse générale de l'engagement associatif mais au contraire une remobilisation de certaines franges de la jeunesse et des acteurs populaires. Ainsi, les mobilisations sous la forme de « collectifs⁴ » se multiplient depuis les années 90.

L'erreur serait donc de sectoriser ou diviser les réseaux associatifs en prenant à part des formes culturelles comme le hip-hop sous prétexte que ce sont déjà des modes d'organisation structurés et reconnaissables. La seconde erreur serait de prendre ces pratiques, parce qu'elles sont dites « émergentes » dans un contexte dénué d'un sens historique propre à la question sociale sur la place des acteurs populaires.

L'articulation processus – projet

Cette problématique renvoie à la difficulté pour l'acteur de défendre une cohérence dans le développement de son parcours. C'est une cohérence que l'on pose naturellement dans son expérience mais que l'on ne retrouve pas dans la manière dont est reconnu son parcours, écartelé entre des logiques contradictoires. Par exemple, la division politique historique entre « culture » et « éducation populaire » ne favorise par un accomplissement en tant qu'acteur populaire pour qui le travail de la culture serait central.

Le support de l'association

Est-ce que l'association représente le meilleur support pour défendre l'entièreté d'une expérience, sachant que la sectorisation des activités et les logiques de financement font entrer l'association dans des logiques contradictoires ?

⁴ Nous pouvons distinguer plusieurs types de collectifs : Le collectif sur objectif qui provoque un regroupement professionnel ou socio-catégoriel sur une base revendicative par rapport à un but précis ; Le collectif réactif, regroupement informel dans une logique de réseau autour d'une sensibilité commune les sphères de reconnaissance esthétique ; Le collectif participatif qui vise principalement une conscientisation et appropriation des cadres d'analyse et d'action (diagnostic partagé dans une logique citoyenne).

Le mot d'ordre de la responsabilité et de l'autonomie passe souvent par la mise en association qui devient alors une association individuelle à but professionnalisant. Cette vision libérale de l'individu entrepreneur est inculquée derrière la logique de projet.

D'un autre côté, le milieu associatif joue un rôle important dans la constitution d'espaces intermédiaires entre des expériences informelles et une reconnaissance professionnelle.

Enfin, d'autres éléments comme les logiques d'échanges et de coopération (micro réseaux), les modes de production privés (« home production »), les mondes numériques n'utilisent pas obligatoirement le support associatif. Comment cela interroge-t-il le rôle actuel des associations en milieu populaire ?

Soutenir des processus

En fait, c'est moins l'association en tant que telle qui soit remise en cause que la notion de projet dont elle est devenue le support instrumental et parfois vidé de sens.

Comment restaurer une dimension à la fois processuelle et sociopolitique à la notion de projet ? En effet, la dimension de « projet » comme celle de « réseau » a été reprise par la culture du management des années 90 pour décrire un ensemble d'activités dépassant les catégories classiques du travail (amateur/professionnel, bénévole/salarié, travail/loisir, stable/instable, etc.).

Comment favoriser la créativité, permettre un processus dans la durée sans se sentir limité dans l'addition de projets dont il est difficile parfois de déterminer le sens ?

Nous voyons bien à travers le processus de recherche-action combien il est difficile d'inclure la prise en compte d'un processus à moins que les acteurs puissent replacer au centre le sens d'un projet associatif.

Le rapport à l'espace et au territoire

Cette partie parle d'une nouvelle géographie humaine, celle qui n'est pas obligatoirement mise en valeur dans un « état des lieux » mais constitue pourtant la spécificité d'une région. C'est définir le territoire autrement que par une addition de lieux juxtaposés ou de cercles concentriques. Travailler dans un territoire ne se résume pas à une collection d'espaces plus ou moins institués.

Nouvelle géographie territoriale

En quoi la région représente-t-elle une échelle d'expérience pertinente ? Y a-t-il une spécificité régionale ?

Quelle nouvelle géographie territoriale dessine l'acteur dans son parcours d'expérience ? Cette mobilité se traduit par une palette d'interfaces sociales incompatibles avec un enracinement, c'est-à-dire une appartenance unique.

Nous parlerons alors de « culture rhizome » pour qualifier ces racines flottantes qui puisent à différents terreaux sans que chacun de ces engagements définisse isolément la totalité d'une identité socioculturelle et professionnelle.

Espaces publics, espaces privés

La tendance actuelle est plutôt de remplir tous les espaces libres. Pourtant, dans la lisière entre espaces publics et espaces privés, se logent des interstices intéressants où les acteurs définissent autrement le sens de leur activité (ici, le sens du lieu est déterminé par l'activité qui s'y déroule, non le lieu qui détermine le sens de l'activité).

L'interstice joue sur cette frontière privé/public, intérieur/dehors en créant des situations humaines qui ne peuvent être définies autrement que par le jeu d'interactions qui s'y déroule. Il peut en cela se nicher partout là où le mouvement est possible. Quels sont les espaces où l'on peut construire une parole et laisser libre le mouvement ?

La pratique de l'interstice questionne l'espace public à la fois comme espace partagé et comme espace multiforme, multidimensionnel : quittant le décor des places traditionnelles, elle devient mobile, dynamique, circonstancielle, s'infiltré en tous lieux et à tout moment.

Terrains vagues, rues, friches, dalles commerciales, parvis, forums, etc., constituent des points de jonction et de ralliement et nous rappellent que la culture dite « urbaine » est moins une histoire de périphérie que de centre, ou plutôt, instaure un autre rapport entre le centre et la périphérie. Le centre devient multiple, mobile, interstitiel et par conséquent la périphérie décrit plus une nébuleuse en spirale comportant elle-même des centralités au lieu de représenter des cercles concentriques attachés à un point central. Ainsi, l'interstice redessine un territoire en mouvement dans la manière dont les acteurs l'habitent et mettent en œuvre leurs activités.

Lieux alternatifs

Déplier les espaces, c'est créer de la culture capable de recomposer du territoire à condition que les expérimentations qui partent des lieux gardent l'espace ouvert. Ce n'est pas chose facile, tellement l'expérience est fragile et les espaces contractés.

Y-a-t-il des espaces ou des lieux spécifiques qui constituent le support d'un développement régional : lieux d'expérimentation et de créativité, plate-forme intermédiaire dans un parcours professionnel, point d'articulation d'une mobilité régionale, et inter-régionale, etc. ?

Échelle régionale et inter-régionale

Nous comprenons alors l'inter-régionalité comme une forme supranationale où les niveaux de pertinence territoriale deviennent de plus en plus la région et l'inter-région, le plan national devenant un simple niveau intermédiaire.

Le rapport au temps et au travail

Il nous faut partir d'une problématique d'ensemble à travers la question de la professionnalisation dans le secteur associatif. Le rapport au travail est une question économique mais pas uniquement. Dit autrement, si nous voulons poser la question d'une économie alternative, il nous faut poser autrement la question du rapport au travail.

Cela ne concerne pas seulement de nouvelles façons de travailler, mais comment le travail occupe une place centrale propre aux valeurs de cultures populaires autrement que la « valeur travail » prônée par l'économie libérale.

Cette spécificité ne passe pas par des dispositifs professionnels classiques mais des situations collectives de travail portées par les acteurs concernés.

Pratiques non-instituées et relation amateurs-professionnels

Le temps de l'expérience est un temps long, non linéaire, souvent en alternance entre différents espaces qui échappe à la division classique entre amateur et professionnel. Cette séparation académique est d'autant moins opérante que la plupart des acteurs populaires occupent plusieurs fonctions et postes, ils jouent sur plusieurs identités socioprofessionnelles et plusieurs espaces d'expérience, parfois dans une même journée, qui ne recourent pas les catégories socioprofessionnelles classiques.

Le niveau d'exigence porté par des situations dites « amateurs » est souvent égal et parfois plus créatif que celui de situations reconnues dans un cadre professionnel. La question ne se pose pas en termes de choix entre ces espaces/temps, c'est un mouvement alternatif qui fait qu'une partie de cette expérience n'entrera dans aucune catégorie instituée.

Comment prendre en compte des pratiques non académiques, des modes non-institués d'organisation ? Un travail à partir de situations formées par les acteurs eux-mêmes permettrait de prendre en compte ce qui n'est pas dans un premier temps reconnaissable et catégorisable dans des dispositifs préétablis.

Espaces intermédiaires socioprofessionnels

Quel sens et quelles formes pourraient alors prendre des « espaces intermédiaires » de formation et d'expérimentation ? Est-ce que les notions d'atelier ou d'espaces relais paraissent pertinentes comme unité transversale d'expérience et de production ?

Il existe un sens faible et un sens fort au mot atelier. Le sens faible le place comme activité socioculturelle ou de loisir, le sens fort comme chaîne de production instaurant un rapport au travail. Dans cette seconde acception, l'atelier peut occuper une position centrale en reliant trois dimensions du travail : formation, production et réception.

- La formation est ce qui permet aux pratiquants de maîtriser le sens et le produit de son travail. Elle ne se limite pas à la transmission d'une technique ou l'intervention auprès d'un groupe, mais la compréhension de l'ensemble de la chaîne de production et la validation de nouvelles compétences.
- La production est l'objet même du travail, le résultat de la matière transformée. L'association prise comme espace intermédiaire peut contribuer à la mise en place d'équipes de production dans le sens d'une cohérence de travail.
- La réception décrit cette manière dont se construit un sens collectif entre le sens accordé par le producteur à son travail, la matière travaillée et le sens public ou de l'environnement qui reçoit et s'approprie l'objet de ce travail

Économie plurielle

Si ces « espaces temps » sont un moyen de résister à la précarisation de l'existence, en quoi cela nous interroge-t-il sur un rapport alternatif à l'économie.

Entre modes de financements institutionnels et économie libérale, rejoignons-nous ici le principe d'une « économie plurielle » ? Constatons une hausse régulière des dépenses publiques liées à la culture dans les politiques territoriales d'un côté et d'un autre côté, le poids de l'industrie culturelle dans le monde.

Entre les années 1990 et 2000 se développe un secteur marchand autour des cultures urbaines : événementiel, production artistique, transmission, animation socioculturelle, conseil et expertise en développement, communication, design, mode, etc.

Certaines associations vont ainsi professionnaliser leurs prestations et rendre payants certains de leurs services. Mais le mode d'organisation associative non-institué ou informel entre économie privée et publique ne facilite pas la possibilité de poser des enjeux d'une économie plurielle à l'échelle régionale, voire même inter-régionale.

Tous les acteurs posent ce paradoxe entre l'énorme potentiel culturel en termes de développement territorial et la difficulté pour ce développement culturel de générer une économie profitable à tous, en particulier aux formes premières d'échanges réciproques et égalitaires. C'est ce qui constitue le capital social et culturel d'une région : relation inter-générationnelle, articulation entre transmission et création, maillages d'initiatives et de lieux, mobilité des acteurs, etc.

Autoformation et nouveaux champs de compétences

Cette problématique essaie finalement de décrire, puisque nous parlons d'intelligence collective et de travail sur la complexité, comment mettre en valeur, valider, évaluer ces parcours d'expérience ? Nous sommes dans la prise en compte d'une globalité humaine, la mise en valeur d'un capital vital.

Autoformation

L'autoformation des acteurs populaires reflète un pouvoir transformateur des personnes, des idées, des actions. Nous pouvons effectivement constater dans le déroulement des parcours d'expérience que l'autoformation est consubstantielle à l'autonomie, l'indépendance, l'autogestion. Ce n'est pas un modèle supplétif mais alternatif à la formation classique.

Les diplômes professionnels reflètent mal cette complexité et sont donc rarement en équivalence.

Comme valider les parcours d'autoformation ?

Nouvelles professionnalités

Cela passe-t-il par de nouvelles professionnalités ? Entre expériences informelles et professionnalisation, il ne s'agit pas de s'inscrire dans un mode vertical d'intégration (corporation), mais dans un mode transversal de filiation (situation).

Les nouvelles professionnalités qualifieraient cette compétence à comprendre, organiser, rendre opérationnel ce type d'espaces dans une logique de transformation sociale.

Champs de compétences

Il y a différentes formes d'intelligence, de rationalité et de perception de la réalité qui mettent en lien le sensible et l'intelligible : certaines personnes peuvent conceptualiser tout de suite, d'autres ont une approche plus sensible ou esthétique des choses, d'autres sont dans la praxis, la stratégie et l'optimisation de l'action.

Se dégagent ainsi des compétences situationnelles : aux compétences relationnelles s'ajoute une multiplicité de savoirs (humains, méthodologiques, stratégiques) et de connaissances acquis dans les parcours d'expérience. Autrement dit, il n'y a pas de poste ou de fonction qui puisse être définie à l'avance et sauvegardée dans le temps. C'est une intelligence des situations qui induit à se repositionner continuellement.

Évaluation des projets innovants

Quels nouveaux outils d'évaluation partagée des projets ? Peut-on parler d'innovation sociale à travers une nouvelle génération d'acteurs, de nouveaux modes d'organisation alternative, de nouveaux champs de connaissances, etc. ?

Comment soutenir des pôles de compétence au-delà des porteurs de projets ?

Une démarche pour la création de nouveaux espaces

Nous revenons ici sur le rôle de la recherche-action dans la création de « nouveaux espaces populaires ». Ces espaces sont effectivement « populaires » car ils se créent par processus de réappropriation de manière non formelle et non instituée et offre la possibilité de redéfinir les rôles et les statuts.

La recherche-action est particulièrement appropriée pour générer des espaces permettant de rejoindre les différentes dimensions des parcours d'expériences des acteurs telles qu'elles ont été évoquées dans les problématiques de travail.

Par la qualité même de la constitution des espaces de travail, nous pouvons toucher une diversité d'acteurs, accueillir un éventail de parcours car c'est sur une démarche que nous nous concentrons, pas sur l'origine ou le statut de l'individu.

C'est donc un choix qui dépasse un simple débat méthodologique. C'est une démarche humaine complète aux critères de travail précis. En cela, l'opposition qui est faite habituellement entre recherche-action et formes académiques de recherche est arbitraire et réductrice. La recherche-action ne peut se limiter à un type d'« engagement » d'un chercheur sur un « terrain ». En tant que mode de production de connaissance objective, elle applique tout autant des critères scientifiques dont les méthodologies empruntent aux mêmes sources. Il n'existe en cela qu'un seul type de production de connaissance, celle qui est partageable par tous et permet de mieux appréhender le monde social.

UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE AU SERVICE D'UNE TRANSFORMATION

La recherche-action est une manière de produire de la connaissance en transformant sa propre réalité personnelle et sociale.

La personne n'est pas objet mais sujet de la recherche, c'est elle qui anime le processus et en maîtrise la production. Cette manière de travailler à partir de l'intérieur de l'expérience humaine ouvre un champ de connaissance que même les méthodes classiques en sciences humaines atteignent difficilement.

La recherche-action est une science de la complexité, dans le sens où elle considère les situations humaines comme un tout et s'oppose à la segmentation des savoirs. Elle est aussi une science de la praxis : elle permet à l'individu de développer une réflexivité sur sa pratique, prendre conscience de son rôle d'acteur et du sens historique de son action.

La recherche-action peut ainsi se décliner en différentes familles d'intervention. Certaines vont plus s'attacher à la dynamique de groupe et aux changements au sein d'une structure, d'autres se concentrer sur l'individu et sa dimension existentielle, d'autres sur l'aspect stratégique de l'action et la mise en mouvement social.

Mais dans tous les cas, elle est liée intimement aux préoccupations des acteurs concernés qui doivent pouvoir accompagner l'ensemble du processus et réinvestir directement la connaissance dans un changement. Elle exige une forte implication dans un travail en situation humaine prenant en compte toutes les dominations de la réalité sociale.

Les champs d'application de la recherche-action sont variés. Historiquement elle a commencé dans les années 40 aux États-Unis sous la forme de « training group » en entreprise (travail sur l'expérience vécue au sein d'un groupe). Le secteur de l'éducation et du développement a souvent représenté un champ d'innovation. Nous y retrouvons une démarche d'expérimentation et d'autoformation, l'esprit de coopération et de responsabilité sociale.

Dans sa phase de développement sur le terrain, il est parfois reproché à la recherche-action son manque de cadre théorique. Mais nous comprenons que le temps de la théorisation ne peut précéder celui de la mise en mouvement des espaces de travail au risque sinon de les instrumentaliser.

D'une manière générale, là où l'humain est au centre la recherche-action est possible, particulièrement dans les moments de mutations lorsque les repères habituels sont bouleversés et que nous manquons d'outils pour comprendre le monde.

Ainsi, dans le cadre de ce programme d'étude, la recherche-action ouvre de nouveaux espaces de travail.

LE CROISEMENT DES TRAJECTOIRES ET DES PARCOURS D'EXPÉRIENCE EN ATELIERS

Nous partons de parcours d'expériences qui ne se réduisent pas à l'addition séquentielle de projets. C'est la mise en œuvre d'un processus qui porte en lui-même sa cohérence. Le but des entretiens individuels est de mettre en lumière cette logique et, par le croisement de ces parcours d'expériences, faire émerger des problématiques de travail qui seront ensuite travaillées dans des espaces communs (ateliers de recherche-action).

En effectuant le rapprochement des histoires individuelles par famille d'action, il devient plus facile d'examiner quelles voies paraissent avoir été explorées et paraissent encore explorables. Un autre souci est alors de savoir si chacune de ces formes d'action est assez bien décrite dans la diversité de ses composantes singulières.

Cette cohérence des parcours individuels n'est pas une simple reconstruction, elle est constituée réellement d'un fil conducteur entre le passé et le présent et permet de comprendre les situations, non comme succession de faits discontinus, mais comme cheminement dont la description est toujours source d'enseignement et permet de valider une expérience.

Les espaces en recherche-action sous la forme d'ateliers viennent ensuite se constituer sur cette base, non pas à partir d'une problématisation préconçue du chercheur qui insisterait sur la « nécessité de se réunir autour de cette question », mais comme nécessité émergente de la part des acteurs de poser cette transversalité et cette complexité dans une approche de leurs expériences.

- Suivre des axes transversaux (problématiques de travail abordées de façon non sectorielle) comme la relation art/social, rapport culture et territoire, etc. ;
- Partir des actions en cours menées par chacun et interroger dans un aller et retour réflexion/pratique leur dimension expérimentale (en quoi ces projets ont-ils une valeur d'exemple et nous renseignent-ils sur les enjeux actuels ?) ;
- Établir et affiner un glossaire terminologique sur les principales notions dans les projets et les actions, et ainsi aider à forger de nouveaux outils d'évaluation en termes de processus individuels et sociaux ;

En regroupant ainsi le questionnement propre à chaque acteur dans des problématiques transversales, il devient envisageable de poser des enjeux communs selon une méthodologie partagée en prise directe avec un processus de transformation agissant sur les individus et leur environnement.

L'intérêt d'espaces collectifs sous la forme d'ateliers est de provoquer un croisement des champs de compétences, une collaboration pluridisciplinaire, Du moins, nous essayons de tendre vers cette direction systémique, par exemple une relation inter-catégorielle, art / social, éducation populaire / action culturelle, ou encore amateurs / professionnels, etc.

Les ateliers de recherche-action n'ont pas pour objectif de réunir le maximum d'acteurs afin d'être représentatifs d'un champ d'activité, ils s'efforcent en revanche d'offrir la possibilité, à toutes personnes qui le désirent, de s'investir dans cette démarche pluridisciplinaire d'ateliers.

Les effets escomptés de l'étude

Les conséquences d'une recherche-action sont multiples. Elle permet de toucher directement les acteurs concernés. Des individus et des pratiques, non légitimés initialement dans une logique de développement, peuvent faire valoir un champ de compétences et se poser comme partenaires sur les questions qui les préoccupent. L'étude produit en cela déjà des effets.

LA LÉGITIMATION D'ACTEURS-CHERCHEURS

Légitimation versus reconnaissance ?

Nous notions dans les problématiques de travail la différence entre « pratiquant » et « acteur ». La reconnaissance des formes d'émergences culturelles à partir des années 90, porte principalement de manière disciplinaire sur les pratiques et ne valorise que les champs les plus visibles comme le champ artistique.

Cela explique le paradoxe, bien que « reconnus », c'est-à-dire catégorisés dans des pratiques, les acteurs ne possèdent pas plus un pouvoir d'influence sur les orientations de fond des politiques publiques.

À la fois nous constatons le rôle naissant mais important de la créativité comme réponse signifiante sur les formes de mobilisation et de participation. Mais en même temps la grande difficulté persiste de renouveler les formes de structuration collective, de relier l'implication locale et globale à travers des enjeux de portée politiques.

Nous pouvons donc préciser que la reconnaissance est un mécanisme d'objectivation nécessaire dans la visibilité des acteurs, mais sans réelle légitimité de ceux-ci elle ne peut atteindre une force de transformation et se laisse enfermer dans des catégories figées.

.....

Le but de la recherche-action est de former des acteurs-chercheurs qui puissent concrètement se constituer comme force légitime de proposition en région sur les questions qui les animent. Il ne s'agit pas simplement de mettre à disposition un certain nombre d'outils méthodologiques mais pour les acteurs d'apparaître pertinents dans la capacité à produire une connaissance de qualité et d'exigence équivalente à une production de type scientifique.

.....

Le développement du réseau *espaces populaires de création culturelle* à travers le programme d'étude a déjà permis l'émergence de groupes d'acteurs qui ont pris leur autonomie indépendamment de l'intervention du chercheur.

Cela confirme ici la pertinence de la démarche de recherche-action pour développer des pratiques réflexives. Ce n'est pas simplement, réfléchir sur ses pratiques, c'est aussi apprendre sur soi, améliorer sa pratique, résoudre des problèmes... On peut distinguer deux niveaux de réflexivité à ce propos :

- Le niveau de la réflexion sur ses pratiques : réfléchir et analyser ses pratiques pour trouver des solutions, des améliorations dans la situation particulière.
- Le niveau de la réflexivité : réfléchir, analyser la situation, la comparer à d'autres, de façon à en tirer des leçons transférables à d'autres situations.

Invoquer la légitimité des acteurs populaires à produire de la connaissance, c'est confirmer, lorsque les conditions d'espace de travail sont réunies, leur capacité à développer une intelligence collective, là où la plupart des partenaires ne peuvent mobiliser que des formes d'expertise simplement sectorielle.

Prise en compte d'un « service public de la culture »

Les acteurs développent un travail d'accompagnement et de valorisation des formes culturelles vivantes, comme les fêtes de quartier, les pratiques en ateliers, une offre de proximité mais aussi des expérimentations artistiques.

Nous devons partir du principe que le travail de la culture n'est pas uniquement porté par les professionnels de la culture ou les lieux culturels, il est aussi porté par tous les acteurs sur le territoire⁵.

.....

L'étude veut contribuer à la prise en compte de ce travail pour l'intérêt général qui est de l'ordre d'un service public de la culture. Il s'agit de concevoir de nouveaux statuts qui correspondraient au travail de la culture.

.....

L'implication se situe dans un rapport transversal au territoire, dans une logique de processus dans la durée où les dimensions sociales et artistiques ne sont pas séparées. Cette « culture horizontale » est composée des associations et structures socioculturelles de proximité, des pratiquants des disciplines et des usagers de ces équipements.

Ces acteurs contribuent en cela à une offre culturelle à partir de leur engagement sur le territoire régional mais ils ne sont pas légitimés dans leur rôle de porteurs de projets culturels malgré le niveau d'exigence.

⁵ Nous entendons par travail de la culture le processus qui permet de mettre en synergie trois dimensions de la culture : la culture comme forme vivante structurée et structurante, la culture comme connaissance transmise, La culture symbolique et universelle.

LA CRÉATION DE CENTRES DE RESSOURCES - CONNAISSANCES

En tant que pôle de connaissance-recherche-formation, ou encore d'innovation sociale, les collectifs en recherche-action peuvent nourrir des expérimentations précises portées par les acteurs concernés, favoriser une autre visibilité des ressources territoriales en répondant par exemple autrement à des demandes d'état des lieux.

Pôles régionaux

Ce n'est pas un dispositif supplémentaire qui se substitue aux formes de concertation habituelles. La mise en place d'un pôle d'échange et de connaissance entre les acteurs concernés répond à un besoin de cohérence face au constat d'un manque d'espace collectif d'échanges et la nécessité de production de nouvelle connaissance autour des enjeux du développement social et culturel.

Au-delà de la simple mutualisation des ressources et le besoin de constituer une économie d'échelle pour les acteurs associatifs, ce dispositif a pour vocation de s'inscrire dans une durée comme espace d'élaboration d'outils conceptuels et méthodologiques et observatoire territoriale.

Il s'agira en particulier de valoriser les champs de compétences de ces nouvelles professionnalités portés par les acteurs populaires en dressant quelques perspectives dans le cadre d'un travail en réseau, comme la transformation des modalités de gestion de projets et de transfert des compétences.

Travail coopératif à distance

Dans cet esprit nous favorisons une logique « open source » expérimentée à l'origine dans le milieu des logiciels libres. Open source, veut dire que le « code source » (connaissances, méthodologie, dispositif, démarche) est appropriable par tous sans qu'une personne ou un groupe ne puisse se prévaloir d'un droit de propriété. Chacun peut y contribuer et l'enrichir. Chacun peut le réutiliser et l'adapter dans ses pratiques et ses projets à condition qu'il n'entre pas en contradiction avec les valeurs et la démarche défendues par le réseau et exposées dans la présente charte.

Le principe de travail coopératif à distance se base sur l'intelligence collective. Partant du principe que la connaissance n'est plus un « stock », elle est devenue un « flux », nous constatons effectivement que ces formes collaboratives de

travail apportent une bien meilleure pertinence et efficacité dans la résolution des problèmes.

Le programme permet de mettre en place plusieurs plates-formes Internet qui visent à favoriser cette production coopérative :

- 1- Le site inter-régional du travail en réseau des acteurs en recherche-action permet de partager l'avancée des travaux où sont accessibles les comptes rendus et divers documents, forums, événements, etc. : <http://reseau.recherche-action.fr>
- 2- Un centre de documentation et de publications électroniques pour la recherche-action : <http://biblio.recherche-action.fr>
- 3- Une plate-forme de blogs mutualisés pour publier son site personnel en recherche-action : <http://blog.recherche-action.fr/>
- 4- Un centre de ressources et d'écriture collective (wiki, principe de l'encyclopédie Wikipédia) sur l'approfondissement des termes et des concepts soulevés par les problématiques des acteurs et par la démarche de recherche-action : <http://ressources.recherche-action.fr>
- 5- Bientôt, un centre de formation à distance (e-learning) : <http://blog.recherche-action.fr>
- 6- Enfin, une liste de diffusion générale du réseau espace-populaire@recherche-action.fr

LA VALIDATION DES ACQUIS D'EXPÉRIENCE

Pour nous, cela se concrétise déjà par la capacité pour des acteurs populaires de produire de la connaissance sur leurs pratiques, développer une capacité d'expertise sur leurs situations et directement nourrir des cycles d'autoformation par l'expérimentation.

Il ne s'agit pas spécifiquement de produire des cycles de formation, mais d'accompagner des démarches d'autoformation qui pourraient faire l'objet de validation d'expériences.

La VAE ne se résume donc pas seulement à une correspondance technique en termes de diplôme ni à la reconnaissance d'un projet monolithique, c'est un travail sur un parcours à la fois personnel et collectif, professionnel et volontaire. Nous retrouvons la dimension d'un travail d'intérêt général et la notion de compétences transversales. C'est faire se rencontrer le formel et l'informel.

C'est « penser l'interaction entre carrières bénévoles et carrières professionnelles⁶ ».

Nous sommes dans une logique de processus, l'intérêt est d'engager un travail humain à long terme. L'idée est d'encourager à poursuivre ce travail d'autoformation par la recherche-action en favorisant et validant par exemple des productions de connaissance écrites. Cette connaissance si elle part de l'individu rencontre naturellement la dimension collective d'un travail coopératif.

« La formation tout au long de la vie, par les enjeux existentiels, institutionnels et professionnels, fait éclater les pratiques et représentations relativement uniformes de la formation. Ces transactions formatives, sont permanentes, c'est-à-dire qu'elles jouent aussi bien à chaque instant que tout au long de la vie. Les nommer suppose de trouver une formule assez complexe pour les rejoindre à la fois dans leur instantanéité et dans leur permanence⁷ ».

EXPÉRIMENTATIONS ET ESPACES RELAIS TERRITORIAUX

Il s'agit aussi de re-qualifier des espaces professionnels à travers la constitution sur le territoire d'espaces-relais, provoquer des moments de valorisation publique comme l'organisation d'une « foire aux métiers ».

Lieux « alternatifs »

Ce sont des lieux de rencontres et d'échanges, veillant tout particulièrement à la qualité d'accueil et d'ouverture. Ils peuvent contribuer à une production collective ou des formes de restitution dans le cadre d'un work-in-progress. Les espaces relais participent ainsi à ce maillage en réseau à travers des points d'échanges/développement.

Ces espaces relais devraient remplir plusieurs conditions :

- Constituer des espaces d'ouverture : facilement accessibles et identifiables ;
- Favoriser l'implication des acteurs dans le processus de l'étude : accueil, mise à disposition de personnes compétentes, implication de la structure elle-même dans un dispositif de recherche-action ;
- Permettre une interface avec les partenaires institutionnels comme « lieux-passages » identifiés sur le territoire régional, rendant possible une sensibilisation, une réflexion, une compréhension et une action...

⁶ SIMONET-CUSSET M. [2004], « La sociologie du travail, l'autre sociologie du bénévolat », *document électronique GRASS- IRESCO*.

⁷ PINEAU G [1997], « Nouvel esprit anthropologique en reconnaissance et validation des acquis » in PEPS No 54/55, Ed Paroles Et Pratiques Sociales.

.....

L'étude essaie de définir et/ou mettre en valeur ainsi ce qui constituerait sur le territoire des espaces relais. Ils pourraient faciliter la mise en correspondance de différents espaces de travail (comme les ateliers de recherche-action) et des forums débats, invitant les partenaires à réfléchir ensemble sur les questions et les enjeux.

.....

Manifestations événementielles et pratiques de l'interstice

On peut aussi concevoir le surgissement interstitiel sous une forme événementielle entre dimensions temporelles et spatiales. Le programme d'étude essaie d'approfondir ce sens, apporter un autre éclairage au-delà des formes médiatisées qui apparaissent comme simples divertissements.

Nous pensons à tout ce qui pourrait favoriser les forums à travers par exemple des restitutions publiques de l'étude que se déclinaient dans chaque région participante. Nous cherchons à dépasser la séparation entre éthique et esthétique, expérience du sensible et de l'intelligible, colloque et spectacle vivant, comme cela se déroule hélas trop souvent dans les formes festivières classiques.

Dans cette « pratique de l'interstice », c'est toujours le processus qui s'y déroule qui nous éclaire sur la société et ses enjeux contemporains. La force d'interpellation ne naît pas dans l'occupation d'un lieu, mais à sa vocation situationnelle à produire du sens par la créativité, le décalage, le caractère évolutif, temporaire. L'intérêt de l'interstice est de laisser libre le mouvement.

C'est un mode exploratoire, une pensée nomade et fractale du lieu. L'un des problèmes de l'étude est de contribuer à concevoir cette dimension alternative des lieux à l'image du parcours des acteurs du réseau *espaces populaires de création culturelle*.

Annexe

ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES : LES NIVEAUX D'ANALYSE

Trois niveaux d'analyse et de traitement des matériaux récoltés dans le cadre de l'étude se croisent et interagissent.

Le niveau individuel et inter-personnel

Le premier niveau d'analyse est celui de l'individu lui-même sur lui-même. L'entretien doit être une proposition faite à la personne d'entamer ce travail autobiographique, soit en provoquant un second entretien, soit en soutenant son travail personnel. D'autant plus, l'expérience le montre, qu'il est rare d'épuiser toutes les questions en un seul entretien d'environ 1h30.

L'entretien doit permettre avant tout pour la personne de raconter son parcours d'expérience. Il faut donc plutôt la laisser parler. La grille d'étude s'applique ensuite, mais nous pouvons au cours de l'entretien demander des précisions ou insister sur un point si nous pensons que telle partie de la grille d'étude n'a pas été abordée ou a été insuffisamment développée.

Dans un premier temps, il s'agit de restituer à l'individu les matériaux récoltés sous la forme d'un texte. Il est préférable pour cette raison d'enregistrer l'entretien pour en récolter la « matière brute ». Cela permet pour la personne d'entamer un travail réflexif en relisant ses propos. Dans chaque région des personnes doivent être susceptibles de retranscrire les enregistrements, des personnes qui ont du temps comme les retraités.

Les supports collaboratifs Internet constituent aussi des outils à saisir, il s'agit de permettre à la personne de se les approprier d'où l'importance de les maîtriser soi-même. Par exemple la création d'un blog personnel pour développer sa recherche-action peut-être un bon support.

Enfin, l'entretien doit permettre à la personne « d'entrer en recherche-action ». Le but est d'inviter la personne ensuite à participer à un atelier de recherche-action où il pourra continuer sa recherche sous une forme collective en croisant son expérience avec d'autres. C'est là qu'intervient aussi le « travail coopératif à distance » qui offre la possibilité aussi d'échanger sur plan inter-régional.

Dans un second temps, la grille d'étude intervient suite aux entretiens, pour vérifier si l'exposé de ces parcours d'expérience reprend les questions que nous nous posons. Si oui, cela veut dire que notre problématique de travail est en concordance avec les enjeux actuels portés par les acteurs populaires. Dans tous les cas, la grille d'étude sera amenée à évoluer, c'est normal.

Le niveau collectif régional

Les problématiques que permet de saisir la grille d'étude à partir des entretiens seront reprises dans des ateliers de recherche-action.

La mise en place des ateliers de recherche-action est directement liée au travail autobiographique : en engageant les acteurs dans une démarche réflexive, il leur est proposé de poursuivre cette démarche dans un cadre collectif. Un des objectifs est de mettre en discussion les matériaux qualitatifs (entretiens) et quantitatifs (questionnaires) de l'étude. C'est un travail collectif et interactif associant les acteurs concernés.

Il s'agit d'offrir la possibilité aux acteurs de contribuer de manière transparente à toutes les étapes du programme et d'en être co-animateur et coproducteur ; d'analyser les informations recueillies avec les acteurs motivés par ce travail.

Le but des ateliers de recherche-action est donc de pouvoir poursuivre les questions abordées en entretien, mais de manière transversale en groupe. La dynamique de groupe ne peut tenir que si les personnes sont impliquées personnellement dans une recherche-action. Inviter des personnes qui n'ont pas fait ce travail d'entretien ou ce travail sur soi-même n'est pas indiqué. Il est toujours possible, lors de restitution publique par exemple, d'élargir le cercle et d'inviter d'autres personnes ou des partenaires. Un groupe n'est donc pas obligatoirement important (6 à 10 personnes). Il est préférable de provoquer un autre atelier de recherche-action si le territoire est étendu géographiquement.

Un des rôles de l'atelier de recherche-action est de travailler sur les matériaux récoltés par l'étude autant qualitatifs (entretiens, comptes rendus d'expérience) que quantitatifs (questionnaires). C'est donc l'instance régionale d'analyse et de production de connaissance. Les personnes qui s'engagent dans l'atelier de recherche-action doivent pouvoir le faire régulièrement et dans la durée, au moins celle de l'étude elle-même.

Évidemment les problématiques abordées sont aussi liées aux enjeux régionaux. Nous venons de l'évoquer, l'intérêt de la recherche-action est d'impliquer une transformation personnelle mais aussi sociale : développement de réseaux coopératifs dans un champ d'activité spécifique, projet de développement culturel, etc.

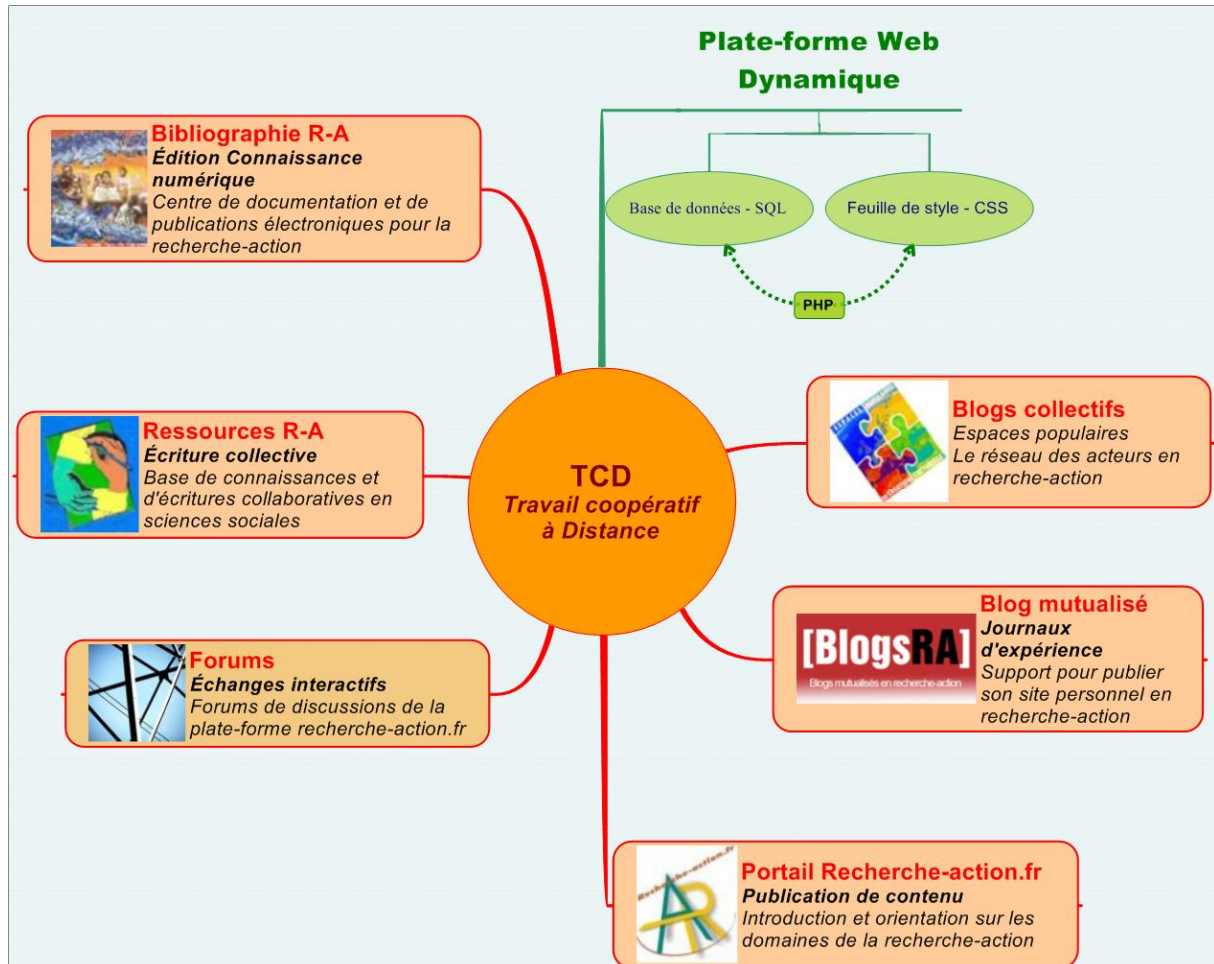
Le niveau inter-régional

Le plan inter-régional permet d'établir un travail comparatif au-delà des spécificités locales ou régionales, personnelles et culturelles. C'est ce qui garantit à la connaissance produite par l'étude d'être universelle, c'est-à-dire de toucher tout le monde et être comprise par tout le monde. C'est donc aussi une dimension politique qui est atteinte à travers les formes de restitution et de diffusion de la connaissance.

C'est le but de la coordination inter-régionale ainsi que la plate-forme de travail coopératif à distance.

Travail coopératif à distance

Il emploie les supports Internet (« groupware », « wiki », « blog », « forum », etc.) pour développer un travail collaboratif à distance.



ÉCHÉANCIER DE L'ÉTUDE

Mars – juillet 2007 : Phase de conception

Problématisation et élaboration d'une grille d'étude

Septembre – Décembre 2007 : Phase de mise en place du dispositif

- Test de la grille d'étude selon une série d'entretiens auprès d'acteurs populaires associatifs dans les régions concernées, afin d'affiner les problématiques et les questions
- Confirmation du dispositif à l'occasion de la rencontre inter-régionale 5/6 novembre en collaboration avec les partenaires institutionnels

- Réalisation d'une première série d'entretiens autour des parcours d'expérience d'acteurs populaires selon le principe de l'auto biographie raisonnée. Il s'agit dans cette première phase du cercle des acteurs participants ou proches du réseau « *espaces populaires de création culturelle* ».

1^{er} semestre 2008 : Phase d'analyse

- Mise en place des ateliers de recherche-action afin de travailler sur les premiers matériaux récoltés ;
- Affinements des problématiques de travail ;
- Poursuite et élargissement du cercle des entretiens auprès d'acteurs partageant le même profil expérientiel (autoformation, nouvelles professionnalités, etc.) mais pas obligatoirement le même champ d'activité socioprofessionnel ;
- Adaptation si nécessaire des outils méthodologiques ;
- Mars 2008 rencontre inter-régionale du groupe de coordination, travail comparatif entre les problématiques de travail ;
- Travail coopératif à distance (plate-forme Internet) à partir de la récolte des matériaux.

2^{ème} semestre 2008 : Phase de production et travail sur des thématiques spécifiques

- Poursuite de l'analyse des matériaux en atelier de recherche-action ;
- Élaboration de notes de synthèse suivant l'analyse de contenu des entretiens et des réunions collectives. Ce sont des documents de recherche dont le plan est celui de la grille d'étude ;
- Détermination d'un certain nombre d'éléments thématiques nécessitant un approfondissement d'étude sous la forme documentaire, de questionnaire (voir point suivant) et d'enquête sur le terrain (exemple : statuts économiques, nouveaux lieux culturels, etc.) ;
- Éventuellement, mise en place d'un questionnaire. Cette partie quantitative doit répondre à un besoin spécifique d'approfondissement sur les territoires en fonction des problématiques soulevées ;
- Suivant les régions, premiers moments de restitution publique sous la forme de séminaire ou de forum.

Fin 2008 –début 2009 : phase de synthèse et de restitution publique

- Rencontre inter-régionale du groupe de coordination, première restitution nationale en interne à partir de la grille d'analyse, réajustement si nécessaire des dispositifs en fonction des difficultés ou des avancées en région ;
- Moments de restitutions publiques régionales ;
- Organisation d'une rencontre nationale (colloque, séminaire).

LISTE DES CORRESPONDANTS RÉGIONAUX

Liste non exhaustive, possibilité d'une pré-configuration de l'étude sur Reims, Toulouse, Mulhouse, Paris ainsi que d'autres contacts sur Bordeaux, Lyon et en Bretagne

Marseille – 13

FALZON CATTANEO Hélène, 06 62 23 40 58, falzon.helene@orange.fr

Aurillac-15

RUBIO Grégory, 06 88 21 61 33, contact@sessionlibre.com

Tulle - 19

GUERRIER Nicolas , 06 87 16 96 90, nicolasguerrier@wanadoo.fr

Besançon-25

SHUNGU José, 0625727877, attil25@hotmail.com

Angers-49

QUENET RENAUD Antoine, 06 30 83 16 62, anoine@aladesh.com

Lille - 59

QUIGUER Kenneth, 06 14 71 88 54, kenneth@rif-asso.fr

Chalon sur Saône – 71

KASSI Rachid, 06 20 47 41 46, Mq.STADE@chalonsursaone.fr

PIRELLO Jérémy, 06 18 59 60 86

Tarn-81

KOOB Djamel, 0688064679, a.j.dr@hotmail.fr

STRUCTURATION ORGANISATIONNELLE

L'étude que nous développons avec le réseau *espaces populaires de création culturelle* s'inscrit dans la continuité d'une cohérence de recherche depuis le début des années 2000, soutenu par différents partenaires. Nous en rappelons les principaux éléments.

Coordination scientifique

Hugues Bazin en tant que travailleur indépendant chercheur en sciences sociales assure la coordination scientifique du programme dans ses différents aspects : mise en place des dispositifs en recherche-action, accompagnement méthodologique et formalisation de la production de connaissance, animation des réunions de coordination, interventions dans les restitutions publiques.

Partenariat

La réponse en 2000 à un appel d'offres dans le cadre du programme de recherches interministérielles « culture – ville » a permis d'engager un travail en Alsace soutenu par le ministère de la Culture et la ville de Strasbourg. Il a pris la forme de l'expérimentation d'un atelier de recherche-action auprès d'un groupe d'acteurs populaires.

Suite à ce premier travail est née la conviction que les problèmes exprimés par ces acteurs recourent ceux d'autres régions au-delà des spécificités locales et que ce type de dispositifs d'action-recherche pouvait être expérimenté ailleurs au profit d'une mise en relation dynamique. C'est ainsi que c'est développé progressivement un travail en réseau avec une nouvelle génération d'acteurs populaires sous l'intitulé « *espaces populaires de création culturelle* ».

Dans le cadre du travail avec le réseau inter-régional, un partenariat est suscité depuis 2002 avec l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP) en lien avec les conseillers travaillant dans les Directions Départementales Jeunesse et Sports (CEPJ). Effectivement, nous demanderons, si dans la mesure du possible, les services déconcentrés des institutions partenaires peuvent soutenir les collectifs régionaux impliqués dans le programme d'étude.

En mai 2006 une réunion au ministère de la Culture a réuni différents partenaires sur le développement du réseau et sa structuration en pôle de connaissance. A été évoquée la mise en place d'une étude à partir des acteurs associatifs du réseau. Parmi ces partenaires présents, c'est confirmé en 2007 le soutien de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

D'autres contacts ont été également entamés et pourraient enrichir le partenariat en 2008, en particulier avec la Délégation Interministérielle à la Ville. Le collège Coopératif de Paris suit aussi nos travaux depuis de nombreuses années, en particulier sur l'aspect formation et recherche-action et désire approfondir une collaboration.

Coordination inter-régionale

Une coordination inter-régionale est l'instance décisionnelle du réseau. Elle réunit tous les trois-quatre mois les référents régionaux des collectifs de recherche-action. Ces rencontres inter-régionales posent depuis cinq ans des jalons dans le développement du processus, voici les principales dates :

Date	Lieu	Thèmes	Télécharger le compte-rendu
05-06/11/07	Marly- Le-Roi (78)	<i>Étude acteurs associatifs</i>	Éléments repris dans le présent document
26-27/03/07	Marly- Le-Roi (78)	<i>Problématisation de l'étude</i>	Éléments repris dans le présent document
31/01/07	Angers (49)	<i>Projet 2007 (suite)</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/COMPTE%20RENDU%20REUNION%2030011.doc
21/09/06	Paris (75)	<i>Projet 2007</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/r%E9union%20paris%20210906.doc
26/07/06	Nolay (71)	<i>Structuration du réseau</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/synthese%20rencontre%20juillet.doc
23/05/06	Paris (75)	<i>Mise en place d'une plate- forme interpartenaires</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/r%E9union%20paris%2023.05.06.doc
08/03/06	Paris (75)	<i>Nouveaux Espaces, Nouveaux Acteurs</i>	<ul style="list-style-type: none"> • http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/8mars_synth%E8se.rtf • http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/RA-INJEP_Dif_Electro.pdf
18-19/04/05	Marly- Le-Roi (78)	<i>La production de connaissance</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/IR_050418.pdf
18/01/05	Marly- Le-Roi (78)	<i>Les axes de travail 2005</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/synth%E8se%20INJEP%2018.01.051.htm
30/11/04	Paris (75)	<i>Sur la définition de nos espaces de travail</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/Paris041130-c.htm
05/06/04	Aurillac(15)	<i>Sur les espaces des pratiques culturelles des jeunes</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/interv_Aurillac%20040605.htm
17/02/04	Marly- Le-Roi (78)	<i>Sur l'économie des espaces populaires</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/RA%20Culture%20mardi%2017_02_041.htm
09/12/03	Marly- Le-Roi (78)	<i>Réfléchir en termes d'espaces</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/RA_REG_031209_rpt.htm
22/05/03	ÎleSaint-Denis(93)	<i>L'expérimentation populaire</i>	http://old.recherche-action.fr/LinkedDocuments/cr030522_synth.htm

CHARTRE DU RÉSEAU ESPACES POPULAIRES DE CRÉATION CULTURELLE

PRÉSENTATION

Nous sommes des acteurs populaires issus des mouvements d'émergence. Nous n'avons pas d'autres choix d'être créatifs en réponse à la réalité sociale et culturelle actuelle. Nous cherchons à maîtriser le sens et la finalité de notre travail comme un travail exigeant de la culture, impliquant les individus et leur entourage dans un mouvement d'émancipation.

L'innovation sociale autant que la créativité artistique constituent pour nous des modes de réponse à une insatisfaction profonde quant à notre place dans la société et la possibilité d'être agent de transformation.

Nous sommes nous-mêmes issus de l'auto formation par l'expérimentation et pour la plupart, nous avons créé notre propre cadre professionnel car les modes classiques d'organisation ne correspondent pas à nos attentes, nos engagements et nos pratiques. C'est le signe d'une culture libre qui affirme ses valeurs de manière indépendante quant aux formes d'instrumentalisation institutionnelle ou de marchandisation de la culture.

Pour les mêmes raisons nous ne nous définissons pas par rapport à une corporation socioprofessionnelle, un champ d'activité, une addition de disciplines, de pratiques ou d'esthétiques. Nos propres parcours incarnent cette capacité de jouer sur les frontières culturelles et socioprofessionnelles, de provoquer des interfaces inédites entre les champs d'activités.

Nous refusons toute tentative de sectorisation qui cloisonnerait et restreindrait cette dynamique de mouvement propre aux émergences nées de situations ouvertes, transversales, interdisciplinaires.

Ainsi, le réseau peut intéresser sans exclusive des animateurs, des artistes, des opérateurs et acteurs associatifs du développement local, de l'économie solidaire, des travailleurs sociaux, etc. Finalement, toutes personnes qui se retrouvent dans une intelligence collective des situations, une approche interdisciplinaire et multiréférentielle.

Sous l'intitulé « *espaces populaires de création culturelle* », nous essayons de répondre à cette exigence, de redéfinir une manière de travailler ensemble autour de la question des émergences issues de formes populaires (sociales, culturelles, artistiques, économiques).

Ce n'est donc pas sans interroger certains champs historiquement institués comme ceux de l'éducation populaire et de l'action culturelle, ou plus récemment ceux des « musiques actuelles » et des « cultures urbaines ». Le propos du réseau n'est pas d'entrer dans un débat théorique mais plutôt de proposer à ceux qui en éprouvent le besoin, l'espace où leurs questions puissent résonner librement de toute posture obligée, d'ouvrir grand le champ du possible afin d'envisager sous un autre angle ses implications socioprofessionnelles.

CHARTRE

Placer l'humain au centre, non sa performance

- Valoriser l'échange constructif (coopération) plus que la simple communication ;
- Travailler dans une logique de processus et de work-in-progress liés à un changement et non dans une simple addition séquentielle de projets ;
- Rendre visible et partageable en temps réel la connaissance ;
- Mettre en œuvre et développer l'inter-associativité, la transversalité, non la concurrence entre les secteurs et les activités.

Une démarche de connaissance

Le réseau s'est bâti logiquement autour d'une démarche de production de connaissance, estimant que c'est l'enjeu actuel fondamental. Les acteurs populaires doivent effectivement pouvoir se définir par eux-mêmes et non être définis par d'autres. Là où les repères sont bouleversés, où les critères économiques font office de lois et où chacun est renvoyé à son individualité, sommé de s'adapter, il est urgent de comprendre les processus qui animent nos engagements, restaurer une dimension collective et pouvoir peser sur l'orientation des politiques publiques.

Cela se traduit en particulier par une prise en considération de l'évolution des champs de compétences et l'acquisition de nouvelles professionnalités, plus généralement par une reconnaissance du rôle et de la place historique des modes autonomes d'organisation propres aux formes populaires.

Nous promouvons un travail en situation qui permet aux acteurs de s'auto-saisir des outils d'analyse de leurs expériences, de développer une capacité d'expertise sur leur contexte avec de nouveaux outils d'évaluation de projet et poser des enjeux dans leurs régions à travers des pôles de connaissances - ressources.

Coopération "open-source"

La coopération est un échange réciproque où les projets des uns et des autres ne sont pas en concurrence mais interagissent au bénéfice d'un intérêt collectif ou général. Dans cet esprit nous favorisons une logique « open source » expérimentée à l'origine dans le milieu des logiciels libres.

Open source, veut dire que le « code source » (connaissances, méthodologie, dispositif, démarche) est appropriable par tous sans qu'une personne ou un groupe ne puisse se prévaloir d'un droit de propriété. Chacun peut y contribuer et l'enrichir. Chacun peut le réutiliser et l'adapter dans ses pratiques et ses projets à condition qu'ils n'entrent pas en contradiction avec les valeurs et la démarche défendues par le réseau et exposées dans la présente charte.

Ce principe se base sur l'intelligence collective. Nous constatons effectivement que ces formes collaboratives de travail apportent une bien meilleure pertinence et efficacité dans la résolution des problèmes. Elles visent à favoriser une production coopérative et constituent des alternatives crédibles démocratiques, sociales, économiques et scientifiques.

Libre association

Le réseau veut favoriser avant tout entre des individus une qualité de relation basée sur une libre association, un sens de l'intérêt général, une capacité d'écoute et d'échange, une compréhension des situations humaines.

Par définition le réseau offre un fonctionnement transversal dépendant des interactions qu'entretiennent les membres entre eux. C'est une association de fait reposant uniquement sur l'adhésion à une charte commune et des valeurs qu'elle impulse.

Chacun peut se prévaloir d'être un nœud de rencontres et d'échanges. Chacun est considéré comme sujet autonome, auteur de sa pratique et de son discours. Chacun en libre arbitre parle et agit en son nom propre. Il ne représente que lui-même, son engagement est personnel. Il n'est pas en représentation ou en délégation. Il n'y a donc pas de fonctions assignées, sa place ne dépend pas d'un statut, chacun doit négocier son mode d'implication en lien avec ses désirs, ses compétences, son environnement socioprofessionnel.

FONCTIONNEMENT

La mise en place depuis 2002 du réseau inter-régional « *espaces populaires de création culturelle* » représente la nécessité pour une nouvelle génération d'acteurs populaires de trouver des modes d'organisation alternatifs dont nous allons décrire ici les caractéristiques.

Méthodologie en recherche-action

La recherche-action est un puissant outil de transformation, puisque la connaissance n'est pas le fruit d'une étude extérieure mais directement issue de ce processus de transformation à la fois individuel et social des acteurs qui y participent. Elle ouvre en effet des situations collectives de travail en connexion directe avec la réalité vécue. Cette exigence comprend une autre manière de penser et d'agir, une interrogation profonde sur la société, les modalités de l'engagement et de sa propre existence. Une rigueur méthodologique n'est pas incompatible avec cette dimension populaire d'accueil, d'ouverture et d'accessibilité, où chacun est libre de venir forger ses propres outils pour tracer son propre parcours d'expérience.

Pour ces raisons, les acteurs du réseau se sont appropriés le principe de recherche-action déjà parce qu'ils rejettent la parcellisation des actions et des savoirs, l'ordre hiérarchique des compétences, l'opposition entre savant et profane, expert et praticien, la verticalité des programmes, la linéarité des projets et tout ce qui contribue à emprisonner les processus, les mouvements, les forces vives (voir www.recherche-action.fr).

Outils coopératifs

Le « code-source » des procédures et des projets doit pour cela être suffisamment accessible, transparent, transversal, général pour être utilisé dans des applications variées par des acteurs parfois très différents. Le dispositif doit donc répondre à plusieurs exigences :

- Interactives : favoriser un travail horizontal en situation où les acteurs sont en échanges continuels et réagissent aux propositions des uns et des autres ;

- Participatives : offrir la possibilité aux acteurs de contribuer de manière transparente à toutes les étapes du programme et d'en être co-animateurs et coproducteurs ;
- Processuelles : inscrire un travail dans la durée qui ne se limite pas aux comptes rendus d'expérience et d'évaluation d'actions mais permet d'articuler les projets de chacun dans un processus réel de transformation sociale et culturelle.

Les éléments de ce dispositif se déclinent sous plusieurs types de plates-formes coopératives :

- Travail coopératif à distance (TCD) : Cela correspond aux plates-formes Internet : groupware (coopération entre les individus et les équipes), CMS (gestion et publication de contenu), wikis (écriture collaborative), Blog (journal texte et multimédia).
- Ateliers de recherche-action (ARA) : regroupent le questionnement propre à chaque acteur dans des problématiques transversales permettant de poser des enjeux communs selon une méthodologie partagée en prise directe avec un processus de transformation agissant sur les individus et leur environnement.
- Espaces relais territoriaux (ERT) : lieux de rencontres et d'échanges adhérant aux principes du réseau, veillant tout particulièrement à la qualité d'accueil et d'ouverture et contribuant à une production collective. Les espaces relais participent ainsi à ce maillage en réseau à travers des points d'échanges/développement.

Organisation inter-régionale

Le réseau met en relation des collectifs régionaux organisés selon le principe de recherche-action. Cette organisation régionale n'est pas obligatoirement une association 1901, cela peut être un collectif qui s'appuie sur des associations ou d'autres collectifs (c'est la configuration adoptée par le réseau sur le plan inter-régional).

Nous entendons par « région », l'échelle territoriale pertinente selon les acteurs pour se regrouper et poser une cohérence de développement. Cela peut coïncider ou non avec les régions administratives. L'inter-régionalité se place au-dessus du plan national. Même si les acteurs du réseau sont pour l'instant essentiellement français, les problématiques de travail et le mode d'organisation du réseau sont de nature à accueillir un cadre d'échange plus large, déjà il s'exprime par la dimension interculturelle portée par ses membres et s'ouvrira plus encore nous l'espérons dans un sens européen, méditerranéen...

C'est principalement sur ces deux plans, régional et inter-régional que nous avons pu vérifier le mieux la possibilité de répondre aux problèmes et poser des enjeux publics. Nous veillons en cela que les projets défendus par les collectifs régionaux dans le cadre du réseau possèdent une dimension inter-régionale. Nous vérifions le principe que tout projet local possède une dimension globale et réciproquement, toute approche globale et transversale s'enracine dans une réalité locale et particulière. En effet, si les réponses aux problèmes se situent sur un plan régional, les questions sont de nature inter-régionale.

Les rencontres inter-régionales constituent l'instance de décision selon des axes de travail transversaux. Chaque région peut être tour à tour force invitante pour des rencontres inter-régionales. Selon le principe de fonctionnement du réseau, la coordination inter-régionale n'est pas une fédération de structures ou d'associations.

CONTRIBUTION HUGUES BAZIN

COLLOQUE RECHERCHE-ACTION - STRASBOURG 30 Juin et 1^{er} Juillet 2008

Cette fiche est construite à partir des rapports d'étape téléchargeables à l'adresse :
<http://reseau.recherche-action.fr/archives/liens>

ORIGINE DU PROJET (SOURCES, INTENTIONS, RAISONS DU CHOIX D'UNE RECHERCHE-ACTION, FINALITÉS DU PROJET)

TITRE DE LA PROPOSITION ET COORDINATION

- Titre : *Nouvelles professionnalités des acteurs populaires associatifs, les espaces intermédiaires d'innovation sociale*
- Responsable scientifique : Hugues Bazin, chercheur en sciences sociales, 5 rue du Guichet – BP 67 – 92114 CLICHY cedex – Tél. : 0147300083, bazin@recherche-action.fr – www.recherche-action.fr
- Équipe de coordination : Bourgogne : Rachid KASSI, Bretagne : Mathieu LEFORT, Champagne-Ardenne : Axel THOUVENIN, Franche-Comté : Jose SHUNGU, Île de France : CORDONNIER Jérémie, Limousin : Nicolas GUERRIER, Midi-Pyrénées : Michael LINGUAGROSSA, Paca : Hélène FALZON CATTANEO, Michel LESPAGNOL, Pays de Loire : Antoine QUENET-RENAUD

ORIGINES

Suite à un premier travail en 2000 sur « émergences culturelles et formes populaires » dans le cadre du programme de recherches interministérielles « culture – ville » est née la conviction que les problèmes exprimés par les acteurs à l'articulation de l'éducation populaire et de l'action culturelle recourent ceux d'autres régions au-delà des spécificités locales et qu'une démarche de recherche-action pouvait être expérimentée ailleurs au profit d'une mise en relation dynamique de collectifs régionaux. C'est ainsi que c'est développé progressivement un travail en réseau sous l'intitulé « *espaces populaires de création culturelle* ».

Dans le cadre du travail avec le réseau inter-régional, un partenariat est suscité depuis 2002 avec l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP). En 2006 a été évoquée la mise en place d'une étude à partir des acteurs associatifs du réseau. C'est confirmé en 2007 le soutien de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

INTENTION DES INTITATEURS

La commande de l'étude ne se réalise donc pas dans un cadre institutionnel classique (appel d'offres, expertise, état des lieux, etc.). L'idée de l'étude s'inscrit dans un processus de mise en réseau interrégional. Face à la nécessité de poser un certain nombre d'enjeux quant aux pratiques, aux situations socioprofessionnelles, aux statuts, aux logiques de développement territorial, il est apparu nécessaire au sein de ce réseau de produire de nouvelles connaissances.

Ce collectif d'acteurs populaires s'est donc auto-saisi d'une commande d'étude. L'objet de l'étude est le réseau lui-même qui se constitue de cette manière comme « laboratoire vivant ».

Le partenariat institutionnel est aussi original, car sollicité à ce double titre de la recherche et du développement : non seulement un soutien à un programme d'étude (coordination scientifique) mais également au développement par la recherche-action d'un réseau d'acteurs en collectifs régionaux (implication des services déconcentrés des institutions partenaires). Effectivement, nous demanderons, si dans la mesure du possible, les services déconcentrés des institutions partenaires peuvent soutenir les collectifs régionaux impliqués dans le programme d'étude.

RAISONS DU CHOIX D'UNE RECHERCHE-ACTION

La recherche-action, comprise comme science de la complexité de la praxis, semble particulièrement adaptée à la nécessité de reformuler et d'articuler autrement les domaines d'activité humaine. Ce refus de la simplification d'une séparation sectorielle des champs d'activités se caractérise en particulier par la mise en lien entre production de connaissance et production de changement où les acteurs ne sont pas objets mais sujets de l'étude. En cela le programme d'étude définit la capacité du réseau *espaces populaires de création culturelle* à travailler sur lui-même.

CONTEXTE GÉNÉRAL ET ENVIRONNEMENT DU PROJET

Le réseau met en relation des collectifs régionaux organisés selon le principe de recherche-action. Cette organisation régionale n'est pas obligatoirement une association 1901, cela peut être un collectif qui s'appuie sur des associations ou d'autres collectifs (c'est la configuration adoptée par le réseau sur le plan inter-régional).

Nous entendons par « région », l'échelle territoriale pertinente selon les acteurs pour se regrouper et poser une cohérence de développement. Cela peut coïncider ou non avec les régions administratives.

Une coordination inter-régionale est l'instance décisionnelle du réseau. Elle réunit tous les trois-quatre mois les référents régionaux des collectifs de recherche-action. Ces rencontres inter-régionales posent depuis cinq ans des jalons dans le développement du processus.

PRÉSENTATION DES ACTEURS ET DES VALEURS PARTAGÉES

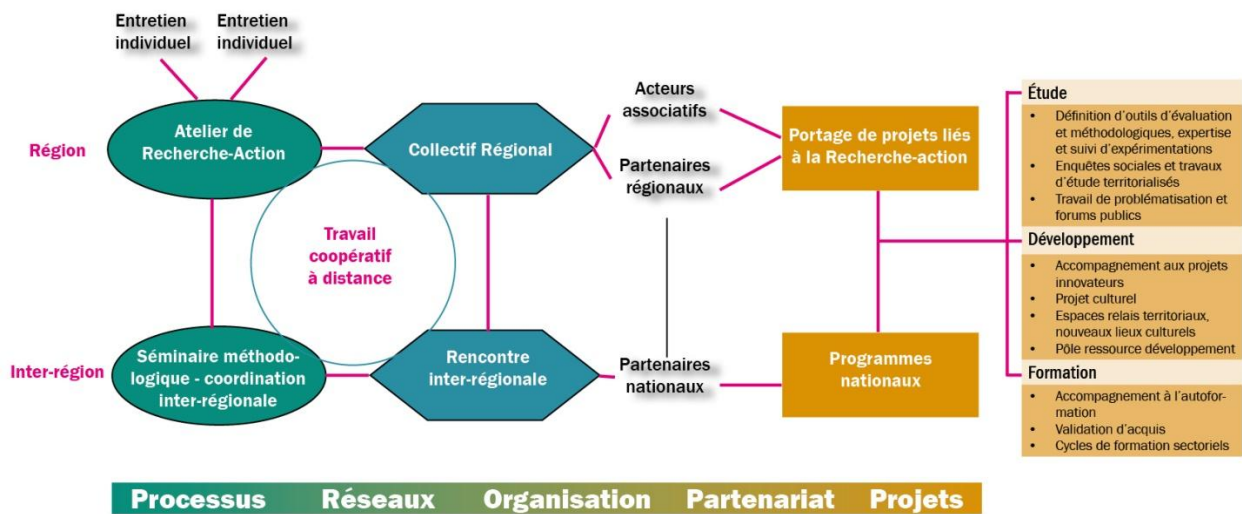
Le réseau s'est doté d'une charte (consultable sur <http://reseau.recherche-action.fr>) rappelant les valeurs et le principe de fonctionnement du réseau : placer l'humain au centre, non sa performance, libre association, coopération "open-source", démarche de connaissance et de transformation par la recherche-action...

L'âge des personnes investies dans le réseau inter-régional se situe entre 18 et 48 ans, la moyenne d'âge étant de 30 ans. La grande majorité vit en ville. Une très grande majorité pour 80 % a un rapport directement avec le tissu associatif soit comme bénévoles (40 %) et/ou comme salariés (40 %). Le cadre associatif joue aussi un rôle d'interface permettant d'intervenir sur plusieurs secteurs d'activités. Les deux principaux se répartissent entre l'animation socioculturelle pour 51 % et les métiers des arts et du spectacle pour 68 % avec donc une part majoritaire de personnes travaillant à la fois sur les deux secteurs. Enfin, notons qu'un tiers des acteurs se lance parallèlement dans la création de leurs propres activités économiques.

LES CONDITIONS MATÉRIELLES ET LEUR NÉGOCIATION

Les collectifs régionaux s'organisent autour de cinq grands principes : positionnement individuel indépendamment de son appartenance socioprofessionnelle, transversalité des problématiques au-delà des champs d'activités et des territoires, interdisciplinarité favorisant une « intelligence collective », coopération et mutualisation des compétences et enfin bien sûr articulation entre production de connaissance et transformation sociale selon le principe de recherche-action.

Cette manière d'articuler une logique de processus et avec une logique de projet est résumée par le schéma ci-dessous.



Selon ces critères est défini un cahier des charges en vue d'un soutien par les partenaires potentiels suivant les postes de travail suivants : plate-forme collaborative à distance (site internet), entretiens et enquêtes sociales (reportages, questionnaires), séminaires de travail et déplacements en réseau (Personnes ressource), forum public (Restitution – perspectives).

LA PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE ET LES HYPOTHÈSES

À une nouvelle génération d'acteurs populaires correspond une nouvelle génération d'associations et réciproquement. L'étude se propose de décrire les nouvelles professionalités qui émergent de cette relation. Nous partons de l'hypothèse que l'association (1901) devient moins le réceptacle de « projets » que le support au développement d'espaces socioprofessionnels particuliers, les « espaces intermédiaires ». Ils instaurent une relation inédite entre des expériences informelles et une reconnaissance professionnelle.

Cette étude par la recherche-action a pour objectif de cerner le profil d'une nouvelle génération d'acteurs populaires et à travers elle, une série d'enjeux contemporains quant à l'évolution des supports associatifs et des modes d'organisation et plus généralement quant au rôle de la culture comme agent d'innovation sociale. Nous pensons que les enseignements que nous pourrions tirer de cette étude interpellent autant les champs constitués de l'éducation populaire et de l'action culturelle, mais également le champ des alternatives économiques et du développement territorial.

Les problématiques sont regroupées selon une grille d'étude en cinq grands chapitres :

- 1- L'articulation individu / collectif : Ce qui caractérise sa conscience d'acteur et induit les phases d'engagement collectif, selon quels espaces culturels ? (les formes collectives de l'engagement, les aspects d'une « culture libre »)
- 2- L'articulation processus / projet : Articulation entre sa propre cohérence de vie et la formalisation en termes de projets (professionnels ou non) selon quels supports juridiques ? (cohérence/incohérence de la logique de projet , pertinence de l'association 1901)
- 3- Espace territoire : L'échelle régionale décrite dans sa trajectoire, quels espaces pertinents d'expérience, ces situations passent-elles par des lieux et quels types de lieux ? (situation qui favorise la créativité, définition de lieux « alternatifs »)
- 4- Le rapport au temps et au travail : Définir un espace intermédiaire comme aller-retour entre une dimension informelle ou instituée, entre dimension amateur et professionnelle (alternance possible entre expériences amateur et professionnelle, définition d'une économie plurielle)
- 5- Formation validation : Logique d'autoformation à l'œuvre, quels types de validation des expériences et de reconnaissance des acquis ? (compétences transversales à plusieurs pratiques ou corps de métier, critères d'évaluation et de qualification des projets)

BRÈVE DESCRIPTION DU DÉROULEMENT DE LA RA

ENTRETIENS BIOGRAPHIQUES

1. Produire de la connaissance directement à partir des parcours d'expérience
2. Offrir la possibilité d'entrer dans la démarche de recherche-action en poursuivant ce travail réflexif sur son propre parcours et pour ceux qui le désirent, intégrer un atelier régional

ATELIER DE RECHERCHE-ACTION

L'atelier de recherche-action est composé majoritairement des personnes qui ont déjà réalisé un entretien. Il existe généralement un atelier de recherche-action par région. Les comptes rendus de ces ateliers sont régulièrement publiés sur le site collectif du réseau à l'adresse suivante : <http://reseau.recherche-action.fr/vie-reseau>

ANALYSE DE CONTENU

L'analyse de contenu dégage des unités de sens dans le matériau de l'entretien, partant du principe que la personne, dans le cours de l'entretien, en déroulant son parcours, le reconstruit naturellement et logiquement suivant les moments, les croisements, les expériences qui font sens pour elle-même.

Généralement ces unités de sens s'articulent autour de notions clefs. Ces notions clefs sont travaillées collectivement afin de s'entendre sur une définition commune. Pour cela, un outil coopératif a été mis en place selon le principe écriture collaborative à l'adresse <http://coop.recherche-action.fr>

PROBLÉMATISATION

La phase de problématisation vient logiquement suite à l'analyse de contenu. La fréquence des éléments thématiques repris dans la grille d'étude va permettre de dégager quelles sont les problématiques transversales à une région à travers les parcours d'expérience des acteurs concernés, mais également les problématiques interrégionales qui recourent l'ensemble des régions.

RESTITUTIONS PUBLIQUES

Les restitutions publiques offrent des moments privilégiés pour mettre en discussion les problématiques développées avec tous les acteurs et les partenaires concernés. Des formes originales devront être trouvées pour permettre à cette parole d'acteurs de s'exprimer librement et ouvertement en évitant le cloisonnement entre ce qui est de l'ordre du sensible et de l'intelligible, de l'esthétique et de la conceptualisation. Le calendrier de ces restitutions aussi bien sur le plan régional qu'interrégional reste à préciser.

LES RÉSULTATS

INNOVATIONS

PÔLE RESSOURCES

La conception d'une nouvelle grammaire de la pensée propre à une génération d'acteurs s'accompagne inévitablement de la création de pôles de ressources et de connaissance. Le premier élément, est la confirmation du travail coopératif à distance via des sites Internet « open-source » (référencés en rouge foncé dans le texte), auxquels s'ajoute un centre d'édition électronique à l'adresse : <http://biblio.recherche-action.fr>

ORGANISATION EN RÉSEAU ET COLLECTIF RÉGIONAUX

Ce n'est pas un hasard si le réseau *espaces populaires de création culturelle* s'organise régionalement selon des collectifs non-institués mais instituant à partir des situations humaines créées par la mise en relation des parcours d'expérience. L'alternative que représente la formation de collectifs régionaux comme associations de fait apparaît alors comme un nouveau lieu possible d'investissement créatif où peut se poser autrement la question économique.

EXPÉRIMENTATION DE LIEUX ALTERNATIFS ET ÉCONOMIE ALTERNATIVE

Le support associatif peut ne plus apparaître comme un choix par défaut, mais être réinterrogé dans un nouveau sens, entre l'aspect juridique officiel utilitaire de l'accueil de subventions et la création d'espaces intermédiaires d'innovation sociale. Il n'est pas étonnant alors que la question des alternatives économiques comme des lieux alternatifs à travers des formes transversales regroupant les champs de la recherche, du social et de l'art émerge dans les problématiques régionales du réseau *espaces populaires de création culturelle* comme un mode possible d'implication socioprofessionnelle.

CONNAISSANCES

Dans le croisement des parcours individuels se dégagent des problématiques transversales propres à une région, mais aussi transversales aux différentes régions.

Par exemple dans la région d'Angers Pays-de-Loire, un certain nombre d'acteurs se retrouve autour de la dimension d'ateliers comme espace privilégié de la rencontre entre les générations, entre les disciplines, entre la dimension culturelle et sociale. Les dimensions des économies alternatives et de la mutualisation entre les champs de la recherche du social et de l'art, sont aussi des questions prégnantes qui pourront par exemple être reprises dans l'atelier de recherche-action de Paris.

Autre exemple, le rapport fondamental de l'individu au collectif qui détermine les formes actuelles d'engagement dans la société. Nous ne parlons pas ici simplement de socialisation, c'est-à-dire comment une personne intègre les codes sociaux pour vivre en société, mais comment un parcours individuel rejoint une dimension collective et par conséquent, une dimension culturelle. En misant délibérément sur la créativité, déjà concrètement par une autre manière de travailler ensemble, le dispositif de recherche-action ouvre un vaste champ du possible dont nous commençons seulement à mesurer les premières pistes de travail et de propositions.

APPRENTISSAGES INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

- Accompagnement à l'autoformation avec des passerelles diplômantes ou non, selon des critères dégagés par les parcours d'expérience eux-mêmes et non des grilles sectorielles extérieures.
- Favoriser des formes de coopération, de mutualisation.
- Construire une parole d'acteurs populaires, susceptibles ensuite de s'exprimer dans l'espace public et d'apparaître légitime pour problématiser des enjeux publics. un outil est mis à disposition sous la forme d'un site de blogs mutualisés en recherche-action à l'adresse : <http://blog.recherche-action.fr>



HUGUES BAZIN

B.P. 67 – 92114 clichy cedex
tél : 01 47 30 00 83 - fax : 01 47 30 36 21
bazin@recherche-action.fr, www.recherche-action.fr

Rapport d'étape – décembre 2008

**NOUVELLES PROFESSIONNALITÉS DES ACTEURS POPULAIRES
ASSOCIATIFS, LES ESPACES INTERMÉDIAIRES D'INNOVATION SOCIALE
Étude avec le réseau *espaces populaires de création culturelle***

*Soutenue par l'institut National de la Jeunesse et de L'éducation Populaire,
l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances*

CORRESPONDANTS RÉGIONAUX.....	2
PRÉSENTATIONS RÉGIONALES	3
BRETAGNE	3
ILE DE FRANCE	5
LIMOUSIN	8
PAYS DE LOIRE	13
NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.....	15
NOTE DE SYNTHÈSE PROGRAMME D'ÉTUDE.....	18
CONTEXTE GÉNÉRAL ET ENVIRONNEMENT DU PROJET	18
LES PROBLÉMATIQUES DE RECHERCHE	18
INNOVATIONS ET RÉSULTATS ATTENDUS.....	19
PROGRAMME 12 DÉCEMBRE	20
NOTE PROSPECTIVE	22
POURQUOI LA NÉCESSITÉ DE LABORATOIRE ?	22
OUVRIR DES SITUATIONS NOUVELLES EN PRATIQUANT L'ESPACE	24
PROVOQUER UNE MOBILITÉ ET UN AUTRE RAPPORT AU TERRITOIRE.....	27
INTERDISCIPLINARITÉ : FAVORISER UNE MISE EN CORRESPONDANCE	29
ARTICULER EXPÉRIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT, ÊTRE AGENT DE TRANSFORMATION.....	30



CORRESPONDANTS RÉGIONAUX

BAZIN	Hugues	Clichy/ IDF	06.03.51.35.15	bazin@recherche-action.fr
BENGHALI	Malik	Marseille/ PACA	04.42.47.71.38	malik.benghali@csfosseen.asso.fr
BORNAZ	Naim	Martigues/ PACA	06.34.57.59.26	l1consolable@hotmail.com
BOUHOUIA	Tahar	Paris/ IDF	06.74.29.57.94	tahar.bouhouia@cedrea.net
CHAOUKY	Moustapha	Chalon/ Bourgogne	03.85.46.16.34	mq.stade@chalonsur saone.fr
CORDONNIER	Jérémie	Paris/ IDF	06.81.44.83.12	jeremie.cordonnier@orange.fr
DUPRAT	Laurent	Angers/ Pays de la Loire	06.80.87.22.39	l.o.s@zateliers.com
DURR	Romain	St Ouen/ IDF	06.11.27.60.15	romaindurr@yahoo.fr
FALZON CATTANEO	Hélène	Marseille/ PACA	06.62.23.40.58	falzon.helene@orange.fr
FAVER	Mathieu	St Brieuc/ Bretagne	06.87.03.96.38	mathieu.faver@gmail.com
GUERRIER	Nicolas	Chanteix/ Limousin	06.87.16.96.90	uselessrush@no-log.org
KASSI	Rachid	Chalon/ Bourgogne	06.20.47.41.46	mq.stade@chalonsur saone.fr
LEFORT	Mathieu	St Brieuc/ Bretagne	06.80.32.90.41	lacontremarche@wanadoo.fr
MATTEI	Anne- Sophie	Paris/ IDF	06.14.17.40.03	annesophie_mattei@hotmail.com
SHUNGU	José	Besançon/ Franche-comté	06.25.72.78.77	attil25@hotmail.com
SLIMANI	Mehdi	Le Blanc Mesnil/ IDF	06.61.41.54.83	univdance@yahoo.fr



PRÉSENTATIONS RÉGIONALES

BRETAGNE

LA REGION

Le territoire de la [recherche-action](#) se situe sur l'ensemble de la région Bretagne, mais actuellement, les principales communes concernées sont : St-Brieuc (22) - Lamballe (22) - Langueux (22) – Plouha (22) // Brest (29) - Quimper (29) // Lorient (56)

RÉSEAU DE TRAVAIL

- Structures/associations, projets, disciplines/activités concernés,
- Fédération Départementale des Maisons de la Jeunesse et de la Culture (activité socioculturelle, formation, accompagnement junior association...)
- Mjc de Lamballe (22) // Mission d'Education Populaire et ateliers socioculturels
- Secteurs jeunesse des communes de : St-Brieuc, Langueux, Trégueux, Ploufragan, Plérin, Plédran, Communauté de communes de Lanvollon-Plouha.
- Cercle Sportif et Culturel de la Croix-Lambert (Le Cercle) équipement de quartier
- Association départementale du Forum des Savoirs // Education tout au long de la vie (Université du temps libre, Ligue de l'enseignement)
- Comité Consultatif de la jeunesse / Conseil Général des Côtes d'Armor), visant à l'animation des différents Pays du département afin d'y faire se rencontrer les acteurs de la jeunesse autour de thématiques telles que culture, loisirs, logement, santé, insertion, logement...
- Association du Développement de la Danse et de la Musique (ADDM 22) / Conseil Général des Côtes d'Armor, mise en place des schémas départementaux Musique, Danse, Théâtre ; enseignement ; pratique amateur & mission musiques actuelles (concertations, aide à la diffusion...)
- Association Pro20style // Danse [Hip-Hop](#) à St-Brieuc (22) (cours de danse, création spectacles...)

QUELQUES ENJEUX LOCAUX ACTUELS (PROJET DE LIEU, DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, ETC.)

- le problème de l'accès aux lieux de diffusion pour les Cie et artistes amateurs
- le problème de la reconnaissance des champs de compétences liés à l'enseignement / transmission d'une pratique (reconnaissance socioculturelle mais pas culturelle au sens institutionnel du terme)
- le statut des personnes concernées (amateurs / professionnels)



- la mise en réseau à l'échelle régionale + utilisation des outils méthodologiques et technologiques liés à la Recherche-Action

LE COLLECTIF RECHERCHE-ACTION

Bref historique du collectif

Date de "naissance" ou rencontre fondatrice, principaux temps forts, production de connaissance déjà effectuée, autres travaux et manifestations en lien avec la recherche-action.

- Première rencontre avec H.Bazin, Février 2008, colloque Le Mans (72).
- Animation d'une concertation d'acteurs Hip-Hop à Lorient (56) Mai 2008.
- Animation de tables rondes : Les enjeux du Hip-Hop au Mans (72) Novembre 2008
- Animation d'une table ronde autour du rapport entre pratique sociale et pratique, artistique au sein de la culture Hip-Hop. Colloque Hip-Hop et Politiques publiques / Trempolino – Pick-Up / Nantes , Novembre 2008

COMPOSITION

Correspondant(s) régional(aux)

Mr Mathieu LEFORT, Coord. Associatif Jeunesse et Culture, Directeur Artistique Musiques Electroniques et Cultures Urbaines, Musicien amateur, Administrateur bénévole,
beatdozer@gmail.com / 06 80 32 90 41

Composition des membres (janvier 2008)

(Personnes ayant réalisé des entretiens et/ou engagés dans un processus de recherche-action)

- Mathieu Lefort, Association La Contremarche, Culture, jeunesse, 06 80 32 90 41, lacontremarche@wanadoo.fr
- Mathieu Faver, Association Krazy Yaouank, Cultures solidaires, 06 87 03 96 38, mathieu.faver@gmail.com
- Patrice Hénaff , Association La Contremarche, Culture, jeunesse, 06 08 70 25 65, henaff.p@wanadoo.fr
- Stéphane L'Her, Association Le Cercle, Prévention, jeunesse, 06 14 22 28 06
- Christophe Quéré, Skateur indépendant, Sports de glisse, 06 68 44 30 41
- Jean-Philippe Scoubart, Dj / Producteur indé, Création musicale + atelier, 06 33 06 21 12

Perspectives de développement du réseau (nouvelles personnes)

- Ali, Association La Newschool, Culture Hip-Hop, danse
- Fadil Kasri, Cie Eskemm, Danse Hip-Hop, diffusion
- Julie Lemaire, Cie Gazibul, Théâtre jeune public
- Anaïs Le Tonquin, Arts Connexion, Battle Danse Hip-Hop



STRUCTURE(S) PORTEUSE(S)

Association(s)/Structure(s) susceptible(s) d'être porteuse(s) de projets (et donc de financements) en 2008 dans le cadre des activités en recherche-action (présenter comme une possibilité à confirmer)

Nom(s) et coordonnées complètes de la (des) structure(s)

Mr LEFORT Mathieu Association La Contremarche 18, rue Abbé Vallée 22000 ST-Brieuc

lacontremarche@wanadoo.fr // 06 30 18 22 03

PERSPECTIVES 2009 ET RÉPARTITION DU TRAVAIL

- 1- Plate-forme collaborative à distance (site Internet) : Mathieu Faver (2009)
- 2- Entretiens et enquêtes sociales (reportages, questionnaires) : Mathieu Lefort (2008-2009)
- 3- Séminaires de travail et déplacements en réseau (personnes ressources) : Mathieu Lefort
- 4- Forum public et manifestation événementielle (restitution – perspectives) : Patrice Hénaff (2009)

ILE DE FRANCE

LA RÉGION

TERRITOIRE D'ACTION

Le groupe parisien, pour le moment, travaille essentiellement sur la ville de Paris et sa proche banlieue. La ville de Paris étant assez découpée dans sa sociologie et son urbanisme, certains arrondissements, davantage porteurs de dynamiques populaires, sont privilégiés : le 18^e, le 19^e, le 20^e.

RÉSEAU DE TRAVAIL

Le collectif de recherche-action parisien est en lien sur le plan d'éventuels partenariats avec :

- La Maison des Métallos (11^e), établissement public de la Ville de Paris missionné sur un axe art et société. La Maison des Métallos nous a accueilli gracieusement et développe actuellement une dynamique collective : la Fraternelle de Recherche et de Proposition.
- La fraternelle de recherche et de proposition souhaite financer une recherche-action sur une dynamique qui naît autour du théâtre de l'Arlequin dans l'Essonne. Le directeur du théâtre (Jean-Louis Sagot-Duvaurox) veut notamment mettre en place une mutuelle de public, associant différents acteurs à la gestion et au rôle social du théâtre.
- Le Parc de la Villette (19^e), notamment avec le pôle d'organisation des rencontres de la Villette, festival qui appuie sa programmation sur des pratiques dites urbaines ainsi qu'avec le service des relations avec les publics qui met en place des formations de relais culturels.
- Relation avec le laboratoire CEDREA (*Cahiers d'Etudes des Dynamiques Sociales et de la Recherche-Action* pilotage@cedrea.net, www.cedrea.net)



- La Teinturerie de plume, lieu du 18^{ème} géré par Philippe Dubois, qui a accueilli l'événement « Interstice » du 6 octobre 2008.
- Sierra Maestra, association artistique, culturelle et citoyenne. En son sein, Joëlle Loncol développe un projet de documentaire sur un quartier populaire en restructuration. Une réflexion est menée pour voir comment articuler cette démarche à la recherche-action.
- Nous sommes également en contact avec des réseaux associatifs ancrés dans les quartiers populaires parisiens autour d'une action culturelle et de développement.

LE COLLECTIF RECHERCHE-ACTION

BREF HISTORIQUE DU COLLECTIF

Fondé à l'occasion de la rencontre du 14 mai 2008, le groupe parisien a commencé à réaliser les entretiens de ses membres. L'analyse de contenus est en cours pour certains entretiens.

COMPOSITION

Correspondant(s) régional(aux)

Du fait de la position centrale de Paris (du point de vue des transports au moins), les membres du collectif parisien seront sans doute amenés à travailler pour le réseau inter-régional. Les correspondants régionaux sont donc sans doute amenés à tourner.

Pour l'heure, il s'agit de Jérémie Cordonnier

Composition actuelles des membres

NOM - PRENOM	Structure / Cadre professionnel	E-MAIL	Téléphone
BOUHOUIA Tahar	Educateur en prévention spécialisée et chercheur au CEDREA	taharbh@free.fr	06 74 29 57 94
DÜRR Romain	Educateur de rue	romaindurr@yahoo.fr	06 11 27 60 15
CORDONNIER Jérémie	En recherche d'emploi dans le développement culturel	jeremie.cordonnier@orange.fr	06 81 44 83 12
MATTÉI Anne-Sophie	En phase de création d'entreprise d'audiovisuel	annesophie_mattei@hotmail.com	06 14 17 40 03
SLIMANI Medhi	Danseur et chorégraphe, Compagnie Medhi Slimani	univdance@yahoo.fr	06 61 41 54 83
BAZIN Hugues	Travailleur indépendant, Chercheur en sciences sociales	bazin@recherche-action.fr	06 03 51 35 15

Perspectives de développement du réseau diverses à travers la rencontre d'artistes (danse, musique, théâtre, arts de rue...), d'acteurs de lieux de proximité, d'acteurs de la médiation culturelle...



STRUCTURE(S) PORTEUSE(S)

Il n'y a pas de structure porteuse, pour l'heure, de nos projets mais certaines pistes sont en cours d'étude.

PERSPECTIVES 2009 ET RÉPARTITION DU TRAVAIL

1- PLATE-FORME COLLABORATIVE À DISTANCE (SITE INTERNET)

- Développement des blogs personnels : Pour l'heure, un blog d'un membre du collectif parisien est développé, même s'il n'est pas très actif : <http://blog.recherche-action.fr/trajeremie/> Un autre blog portant sur une recherche-action dans le 18eme a été développé : <http://blog.recherche-action.fr/territoire/>
- Elaboration de fiches biographiques : Pas de fiches biographiques pour le moment.
- Publication des comptes-rendus de réunion : Les comptes-rendus de réunion sont accessibles sur le site <http://reseau.recherche-action.fr/vie-reseau/>
- Travail sur la définition de concepts pour une terminologie commune (outil wiki) : Cet outil n'a pas encore été utilisé par le collectif parisien mais suite aux analyses d'entretiens qui sont en cours, certains concepts pourraient être travaillés collectivement.

2- ENTRETIENS ET ENQUÊTES SOCIALES (REPORTAGES, QUESTIONNAIRES)

Entretiens de personnes ressources ou enquêtes sociales par rapport aux thématiques qui seront privilégiées.

A FIXER.

3- Séminaires de travail et déplacements en réseau (personnes ressources) : Perspectives non fixées

4- Forum public et manifestation événementielle (restitution – perspectives)

- Réalisation de l'événement « Interstice » le 6 octobre 2008. Expérimentation d'une journée de rencontres, de partage d'expériences, d'intervention artistique, d'espaces de débats sur le thème des espaces intermédiaires, interstitiels et publics. Restitution de réflexions menées par des acteurs du réseau inter-régional de recherche-action. Restitution d'une étude sur culture et territoire dans le 18^{eme} arrondissement à Paris.
- Organisation d'un colloque le 12 décembre 2008 sur le thème « Recherche-action, de la formation du sujet aux démarches interdisciplinaires, les enjeux portés par une nouvelle génération d'acteurs ».
- A partir de l'expérience de la journée « Interstice », un laboratoire est en train de naître pour proposer d'autres formes associant interventions artistiques et espaces de réflexion et de débat.



LIMOUSIN

LA RÉGION

TERRITOIRE D'ACTION

Notre territoire d'investigation est la région Limousin, sans se limiter aux frontières administratives. La dynamique est partie essentiellement du bassin de Tulle, pour s'étendre au département, jusqu'au territoire régional.

RÉSEAU DE TRAVAIL

Structures et personnes formant

le contexte local de travail dans lequel s'inscrit le collectif :

- Les pratiquants d'activités culturelles diverses, membres ou non d'une association.
- Les salariés de structures diverses (jeunesse, sport, culture)
- Des Lendemains Qui Chantent - Tulle: association gestionnaire d'une salle des musiques actuelles (label SMAC), dont la mission est de développer la création musicale, de diffuser et d'organiser des spectacles.
- Les Francas de la Corrèze - Tulle: association départementale d'éducation populaire participant à l'animation, à la direction et la conception de CLSH locaux, organisant des ateliers graff, participant au processus de formation dans le secteur de l'animation et au développement de l'action éducative locale...
- La Ligue de l'enseignement - FAL de la Corrèze / Tulle: Fédération d'éducation populaire, partenaire du tissu associatif local, organisatrice de l'action « Au bout de la scène » (Projet de développement culturel en milieu rural par la mise en réseau d'associations pour une programmation de musiques actuelles sur le territoire régional) , soutenant le développement des pratiques amateurs, développant des actions d'éducation artistique en milieu scolaire et en milieu associatif, sur les territoires les plus éloignés de l'offre culturelle et artistique.
- KTC - Chanteix: association de BMXers et Skaters créatrice de lieux de pratiques pour le Skate et le BMX, organisatrice de Jams sur le champ de bosses de Chanteix, et de concerts dans différentes salles locales.
- Rider system – Tulle: association de skaters organisatrice de contest de skate et visant à développer les structures existantes sur Tulle (skatepark).
- BDB – Tulle: association de graffers dont le but est la constitution de murs de graff sur Tulle.
- La Ville de Tulle: Territoire d'accueil et partenaire de plusieurs des activités sus mentionnées.
- La direction départementale de la jeunesse et des sports 19: Partenaire de plusieurs activités mentionnées plus haut, facilitant la coordination des réseaux...

Ces différentes structures et individus ont en commun l'organisation collective d'une semaine dédiée aux « cultures urbaines » en 2005 et 2007.



Ils ne constituent pas le collectif de recherche action, cependant ils font partie du tissu local dans lequel le collectif de recherche-action s'intègre, avec lequel il a des liens. (cf. « histoire du collectif »)

LE COLLECTIF RECHERCHE-ACTION CORRÈZE

Bref historique du collectif

A son lancement, le collectif de recherche action émane du réseau d'associations et de pratiquants principalement Corrèziens ayant organisé les semaines dédiées aux cultures urbaines (« Culturb ») en 2005 et 2007 à Tulle. Les problématiques soulevées lors des réunions de préparation, les débats organisés pendant la manifestation, les différents travaux réalisés par chacune des associations et certains pratiquants dans le cadre de leurs activités, ont poussé à poursuivre la réflexion en cours, et à lancer pour ce faire une démarche de recherche action.

- En Mai 2007 se tenait le dernier « Culturb », pendant lequel un débat était organisé avec la participation d'Hugues Bazin.
- En juin, pendant la réunion de bilan de la manifestation nous émettions l'hypothèse de suivre un processus de recherche action comme continuité à notre travail commun réalisé jusqu'alors, proposition qui ne fera écho que plus tard.
- En septembre, alors que nous comptons faire le point sur l'avancement des projets de chacun des participants à « Culturb » et aborder la question d'une poursuite d'un travail commun nous nous engageons dans deux chantiers concomitants et liés:
 - La poursuite des réflexions inhérentes à ce réseau, mais cette fois dans le cadre de la recherche-action, et la perspective d'une création d'un collectif par ceux qui voyaient un intérêt dans cette démarche.
 - La création d'un lieu dédié aux pratiques mises en lumière lors de « culturb », en réponse à une proposition de la Ville de Tulle.

Ainsi le collectif est né récemment d'un réseau qui avait en commun une activité (permanente ou ponctuelle) en lien avec le catalogue de pratiques des cultures urbaines.

Le collectif est cependant beaucoup plus restreint que ce réseau, ceci pour deux raisons:

- tout le réseau ne souhaite pas nécessairement participer à la recherche action
- clairement dès l'origine nous avons volontairement décidé de ne pas nous cloisonner au catalogue des pratiques urbaines.

Ainsi, pour élaborer nos entretiens, nous élargissons notre champ d'investigation.

Malgré tout, le réseau issu de « culturb » est une base de données importante, non pas parce qu'il touche les cultures dites urbaines, mais parce qu'il identifie aujourd'hui certains acteurs populaires, travaillant dans le domaine culturel au sens large, créateurs d'innovations sociales et favorisant l'émergence de nouvelles professionnalités. Tels sont les éléments qui nous poussent à proposer à certaines personnes de présenter leur parcours d'expérience dans le cadre d'un entretien alimentant la démarche de recherche action, et à les impliquer dans le collectif.

Ce réseau est donc une source riche dans lequel le collectif puise ses « matériaux », mais il n'a pas vocation à en être la source exclusive.



En novembre 2007, nous découvrons le réseau interrégional d'espaces populaires de création culturelle. Nous nous réapproprions les outils méthodologiques (grilles d'entretien) et élaborons sur cette base ses premiers entretiens.

En janvier 2008, conformément à la ligne choisie, le champ d'étude dépasse le catalogue des cultures urbaines, puisque les premiers entretiens sont réalisés auprès de musiciens impliqués dans la libre diffusion (groupe Godon), de directeur de salle de musique (Cf. SMAC plus haut)...

En Mars 2008, le collectif franchit une nouvelle étape dans sa structuration, et sollicite l'association des Francas 19 pour porter son activité.

Au printemps 2008, des ateliers et séminaires sont mis en place, le collectif s'élargit, et s'ouvre à l'agglomération de Limoges avec des entretiens réalisés avec deux intervenants de la compagnie de danse Multifa 7. Ces ateliers montrent que les problématiques de recherche sont portées par chacun, mais que leur approfondissement est encore trop faible. Donc le travail est à poursuivre.

Durant l'été 2008 jusqu'à la rentrée de septembre, une partie du temps de travail a été consacrée à organiser juridiquement la démarche pour qu'un coordinateur (Nicolas Guerrier) puisse favoriser la production de ce collectif, suite au constat d'un manque d'écrit, malgré une réelle réflexion engagée, et malgré l'existence de terrains d'expérimentations intéressants.

Entre octobre et novembre, et dans le contexte de la journée interstice à Paris, un document a été produit concernant « la construction d'espaces non utilitaires, accueillant le mouvement », et il retrace plusieurs expériences locales relatives à la notion d'espace, pour les mettre en perspective dans une logique de recherche, et de transformation sur le terrain. Cette période a aussi permis à chacun de se positionner quant à ses problématiques de recherche.

Début décembre 2008, un atelier a été tenu. Il a permis de formaliser les problématiques de recherche chez chacun des membres, de cerner les terrains d'expérimentations qui y seront liés, et de formuler des objectifs d'écritures ainsi qu'une méthode de travail.

Un des constats de cette première année de fonctionnement du collectif est que la dynamique d'ensemble repose sur l'engagement personnel de chacun dans une démarche de recherche-action. C'est pour cette raison que des entretiens visant à conforter les axes de recherche ont été menés, ceux-ci facilitant le passage à l'écrit, et ainsi appuient la dynamique collective.

COMPOSITION DU COLLECTIF

CORRESPONDANT REGIONAUX

Nicolas Guerrier (coordination)

- Activités: Travailleur indépendant en recherche-action, pratiquant de BMX, organisateur de concerts DIY, membre du groupe de hardcore The NY-Hill Stillness, implication dans le tissu associatif local.
- Problématiques développées : La notion d'espace non utilitaire accueillant le mouvement. La question des alternatives économiques.
- Expérimentation: La création d'un nouvel espace ouvert aux pratiques tels que le skate le BMX, le graff, la musique (gymnase lovy), L'organisation de concert DIY dans la région. L'activité économique « alternative » riche dans la région.
- Contact: 06 87 16 96 90 ou 05 55 20 25 76. nicolas.guerrier@recherche-action.fr



COMPOSITION DES MEMBRES (DÉCEMBRE 2008)

Bernadette Vignal:

- Activités: Conseillère d'Education Populaire et Jeunesse à la DDJS 19.
- Problématiques développées : Mieux comprendre le champs des pratiques dites de culture urbaine, par une démarche différente des analyses classiques.
- Expérimentation: le réseau « Culturb »
- Contact: 06 14 38 54 59 - bernadette.vignal@jeunesse-sports.gouv.fr

Charlotte Kauffman:

- Activités: Déléguée aux Francas de la Corrèze.
- Problématiques développées : La notion d'éducation populaire, le lien avec l'éducation nationale, la notion de transmission et d'instruction, en cohérence avec son parcours professionnel.
- Expérimentation: La création d'espace d'expression au sein de l'éducation nationale et populaire. Contact: francas19@cegetel.net

Christine Souletie:

- Activités: Chargée de développement auprès des publics à l'association Des Lendemains qui Chantent
- Problématiques développées : La notion de mouvement, notamment liée à son parcours dans le milieu du rock'n'roll, et du secteur des musiques actuelles.
- Expérimentation: L'organisation de concerts
- Contact: christine@deslendemainsquichantent.org

Dominique Godon:

- Activités: Chanteur du groupe Godon, impliqué dans la libre diffusion des oeuvres, l'informatique, le logiciel libre, l'écologie pratique.
- Problématiques développées :
- Rapprocher sa création musicale des gens en évitant les grands courants de diffusion et en développant l'itinérance avec le groupe Godon, au coeur des villages de la région.
- Expérimentation:
- Création avec son groupe de « la tournée des bleds »
- Contact: dominique.godon@gmail.com

Fanny Lacombes:

- Activités: Enseignante à l'éducation nationale en tant que professeur de français, militante aux Francas
- Problématiques développées : Le sens que donné à l'école, les notions de l'instruction et de l'éducation. décision d'un travail au moins en binôme avec Charlotte sur les problématiques de l'éducation / de l'engagement / des contraintes.
- Expérimentation: le terrain professionnel et associatif.
- Contact: fanlacombes@orange.fr

Paul Vagapof:



- Activités: Etudiant en économie et sociologie, graffer, implication associative locale
- Problématiques développées : La place de l'individu et sa liberté au sein d'un collectif.
- Expérimentation: La création d'un nouvel espace ouvert aux pratiques tels que le skate le BMX, le graff, la musique (gymnase lovy)
- Contact: yrssex@hotmail.co

Hervé Soulard:

- Activités: Animateur
- Problématiques développées :Au sein de son parcours professionnel, comment pour orienter son activité pour toucher le public défavorisé.
- Expérimentation: Le terrain professionnel et associatif
- Contact: clsh-eau-vive@wanadoo.fr

Cécile Arnaud:

- Activités: Présidente des Francas 19, salarié des PEP, impliquée dans l'action culturelle locale.
- Contact: spicelutine@yahoo.fr

Vivien Galinon:

- Activités: musicien, graffer, bénévole à l'association des Lendemains qui chantent
- Contact: vivoche@no-log.org

STRUCTURE PORTEUSE

L'association des Francas de la Corrèze est l'association qui sert de support au collectif de recherche-action. L'association a intégré la démarche dans son projet de développement. Nicolas Guerrier, en tant que travailleur indépendant est mandaté pour coordonner le collectif. Les partenaires finançant cette activité sont actuellement la DDJS 19, et l'ACSE Limousin.

PERSPECTIVES 2009 ET RÉPARTITION DU TRAVAIL

Le collectif devra travailler sur plusieurs axes. Premièrement il s'agira pour tout ceux qui ont précisé leur problématique de recherche de passer à un travail d'écriture plus régulier. Mais au préalable ceci demandera plusieurs ateliers d'analyse et de réflexion pour que ce travail d'écriture soit aussi éclairé par le « chercheur collectif », puis pour que ce travail émane d'une démarche produisant transformation, il sera nécessaire de provoquer des situations d'expérimentation sur le terrain.

L'autre axe, sera de continuer de réaliser des entretiens auprès des personnes intéressées, pour que le collectif continue de se nourrir de nouvelles expériences, mais aussi pour donner une réponse aux besoins de réflexion de beaucoup d'acteur en questionnement.

Ce travail dans sa globalité devra être rendu visible sur les plate forme de collaboration à distance.

Une fréquence d'un atelier par mois semble se mettre en route. Des objectifs de restitutions seront posés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Il sera aussi nécessaire d'être partie prenante à la création d'un laboratoire en recherche-action, dans une logique inter-régionale.



PAYS DE LOIRE

LA RÉGION

Le territoire de recherche est actuellement situé dans la région Pays de la Loire. Plus précisément, la ville d'Angers (centre-ville et quartiers périphériques), une zone rurale (communauté de commune du haut Anjou Segréen) et nous ouvrons sur la ville de La Roche sur Yon, Cholet. L'échelle administrative correspondante serait bien la région administrative des Pays de la Loire, même si elle n'est pas représentée dans son ensemble.

Réseau associatif

Des associations:

- Réseau Haut Anjou : réseau d'associations et d'animateurs en charges des projets d'animation socioculturelle sur le territoire (Noyant-la-Gravoyère, Segré, Pouancé, Château neuf sur Sarthe).
- Simon et les six monstres : collectifs de réalisateurs de films d'animation, ils mènent autant des productions télévisuelles ou scéniques, que des ateliers pédagogiques.
- Aladesh : laboratoire coopératif d'expérimentations artistiques et sociales (Ateliers de créations, Productions, Coopération Internationale, Formation, Médialogie...).

Des Indépendants :

- Christophe Bell-Œil : Auteur, compositeur, peintre, animateur d'ateliers Ecriture, Chansons et BD. Professeur d'Art plastique remplaçant en collège.
- Marie Dutin : Graphiste en freelance.
- Benjamin Pépion : Rappeur/Slam et étudiant en communication.
- DJ Slade : Compositeur et webdesigner.
- Mélanie dieulangeard : animatrice secteur jeunesse

ENJEUX ACTUELS

La problématique principale émerge des entretiens est la suivante (d'autres problématiques sont aussi possibles, mais au vu des entretiens et du choix des personnes entretenus):

- L'Atelier : Un Espace de rencontre ?

LE COLLECTIF RECHERCHE-ACTION

Bref historique

Le collectif est naissant dans notre région même si de nombreux acteurs ont déjà rencontré Hugues au cours des années passées et des événements. L'intégration de la région Ouest au réseau date de la rencontre entre Antoine QUENET-RENAUD et Hugues BAZIN au collège coopératif de Paris en septembre 2006. Depuis le collectif se confirme lentement, mais avance.



Nous n'avons pas encore organisé d'évènements liés à la recherche action, si ce n'est une rencontre régionale le 17 octobre 2007 et une intervention d'Hugues sur une présentation d'une vision Française du « Travail de la culture » lors d'un séminaire Européen autour des Cultures Urbaines le 14 décembre 2007.

La région participe cependant de manière régulière aux divers réunions inter régionales et évènements des autres régions.

Correspondants régionaux

QUENET-RENAUD Antoine, Artiste-Intervenant-Coordinateur 06 30 83 16 62 – antoine@aladesh.com

Composition du collectif régional

- Christophe Bell-Œil : Auteur, compositeur, peintre, animateur d'ateliers Ecriture, Chansons et BD. Professeur d'Art plastique remplaçant en collège. c.belloeil@club-internet.fr/ 02 41 78 66 34
- Marie Dutin : Graphiste en freelance. marie.dutin@tiscali.fr/ 06 24 76 12 57
- Simon Astier : Réalisateur de film d'animation et Intervenant. simontagne@hotmail.com/ 06 74 57 99 78
- Laurent Duprat : Beat Boxer et Intervenant l.os@zateliers.com/ 06 07 61 03 63
- Ezra : Beat Boxer et Intervenant ezra.box@gmail.com/ 06 88 58 57 24
- Gilles Boileau : Directeur du centre d'animation de Noyant la Gravoyère flep2@wanadoo.fr/ 06 82 62 65 68
- Antoine Quénet-Renaud : Artiste-Intervenant-Coordinateur au sein de l'association Aladesh antoine@aladesh.com/ 06 30 83 16 62
- Benjamin Pépion : Rappeur/Slam et étudiant en communication. pepsosterone@hotmail.fr/ 06 71 88 00 83
- Mulot Rodolphe : technicien son et Intervenant/ 0688850181
- Mélanie Dieulangeard : animatrice secteur jeunesse/0687300429
- Céline Morin : Chargé de mission projets Internationaux/ 0637413663
- DJ Slade : graphiste et DJ/ 0660344606

PERSPECTIVES POUR 2009 :

Pour l'instant deux choses se dégagent :

- 1) Suite des travaux de recherche autour de la notion d'atelier par Antoine QUENET-RENAUD
- 2) Rencontre/Restitution du Réseau lors d'un évènement au mois d'avril 2009 (pendant la période du 6 au 12 avril, la date est encore à déterminer)



NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

Exemple de travail autobiographique réalisée dans le cadre de l'étude : QUENET-RENAUD Antoine, Artiste-Intervenant-Coordinateur 06 30 83 16 62 – antoine@aladesh.com

MON PARCOURS D'EXPERIENCES

L'école

Après une scolarité très classique jusqu'au Bac, quelques essais (entre 3 semaines et 3 mois) d'études supérieures (BTS Gestion et Protection de la Nature, Deug I de Psychologie et Deug I d'Histoire) je me décide à devenir serveur, activité qui me permet de gagner mon indépendance et de mener à bien un truc qui me trotte dans la tête depuis aussi loin que je me rappelle : faire de la musique avec mes potes, et un jeune groupe dénommé « Zetlaskars », qui fait de la musique comme il peut, pas toujours très bien, mais la bière, les concerts et les orgies à n'en plus finir coulent à flot. Ce qui allait très bien à un jeune homme de 20 ans comme moi.

Mon seul diplôme

Puis au fil des rencontres, je passe mon BAFA, parce que l'animation c'est peut-être pas mal, on rigole bien et on mange gratos, économie parfois non négligeable. C'est là que je fais ma première expérience « d'atelier », en tant que participant. A l'occasion du stage de perfectionnement en 2001, je suis en formation BAFA perfectionnement « Musiques actuelles » à Caen, avec les « Rats Sveltes », groupes de Ska Festif qui mènent des ateliers Hip Hop sur Caen et qui anime aussi ces stages BAFA. Au programme, en plus des généralités sur ce diplôme non professionnel, Ateliers de découverte du Graff, D-Jyng, Ecriture Rap et Rap. Peut-être y avait-il de la danse mais je ne m'en rappelle pas.

J'ai passé une très bonne semaine et bien sûr de là est né l'idée de mettre en place des ateliers sur Angers comme le faisait les « Rats Sveltes » sur Caen.

Mais pourquoi, à priori, mettre en place des ateliers ? A l'époque, en fait pas trop d'idée...Je crois très honnêtement même, que la rencontre avec Antoine des « Rats Sveltes » me fut me dire que la vie partagée entre son groupe de Ska et ses ateliers Rap avait l'air franchement pas dégueulasse et que j'en mènerai bien une du genre moi aussi. Et si je pouvais gagner un peu d'argent en faisant des ateliers plutôt que d'aller remplir des cartons sur une chaîne de jaunes d'œufs en poudre, passer des heures à nettoyer un cuve géante ayant contenue des tonnes de litres de blanc d'œuf, monter des armoires en fer, remplir des étagère de pots de fleur pendant 8 heures, servir des cafés, livrer des pizzas...le choix est rapide.

C'est ce qui est né je crois, assis dans cette voiture qui me ramenait sur Angers.

La découverte de la scène

Puis les choses reprennent leur cour, et le groupe « Zetlaskars » commence à tourner de plus en plus, même de manière correcte grâce à nos jeunes Tourneurs de l'Igloo « Franck et Ludo », au vu de la musique pas toujours « en place » et des quantités astronomiques de bières qu'on se jetait avant de monter sur scène. Je vous passe un nombre d'anecdotes conséquentes où l'état des musiciens sur scène était si catastrophique – pareil pour la musique évidemment - que certains concerts se terminaient bien avant l'heure programmée au vue d'une incompatibilité manifeste entre les « Zetlaskars » et leur instrument de musique attitré pour l'occasion.



Bref, tout ça pour dire que je crois que c'est là, qu'à commencé à mûrir cette idée d'atelier. Enfin pas vraiment l'idée d'atelier, mais une intuition que ce qui se passe ici dans ses festivals est un peu creux par moment. J'assistais souvent au même phénomène, d'un côté un groupe qui balance des « Trop de chômeurs ! », « des marres du racisme ! », « A bas Babylone ! » et toute la panoplie d'expressions dans le genre (je vous passe les chansons d'amour parce que sinon on n'a pas fini...) et de l'autre côté un public qui crie, bien souvent bourré et qui termine chez lui ou dehors sans toujours se rappeler de la vieille.

Je trouvais qu'il y avait quelque chose là qui tournait pas rond, et un jour lors d'une interview d'un journaliste, il nous demande si nous nous considérons comme un groupe engagé ? Si au vu des textes, nous sommes un groupe engagé ? Rires de notre part et il arrive calmement en repartant de nos textes à démontrer que nous sommes un groupe engagé.

Je crois pour ma part que c'est un peu d'observations dans le genre, que m'est venu l'interrogation à savoir si l'Art et le social pouvait avoir un quelconque lien ? Si les artistes qui montaient sur scène et plus généralement les artistes qui produisent des choses en général avait un quelconque rôle/impact dans notre société (ô que je n'aime pas ce mot « société ») ? Ou s'ils n'étaient là que pour flatter leurs égos et divertir un peu, être un prétexte pour le public à boire, draguer les filles, draguer les garçons, se racheter une conscience parce qu'ils ont participé à un « mouvement contestataire » et le lundi matin tout le monde retourne à ses préoccupations ? Et là dedans, moi le premier ?

L'animation

En parallèle, j'avais continué l'animation dans diverses structures et j'y prenais plaisir. Etre au contact de mômes participer à leur découvert de leur environnement, rire avec eux, leur apprendre la vie en collectivité – chose cela dit marrante car peu d'animateurs que nous étions, étions des experts en « vie en collectivité » et les disputes, les guéguerres ridicules et stupides se succédaient dans les salles de pose ou de réunions. Les réunions d'équipes pour ne rien dire n'en finissaient pas...

J'expérimentais pendant mes journées d'animation – en plus des jeux divers et variés – quelques ateliers rudimentaires Rap : Ecrire quelques textes et les enregistrer sur des instrumentales Rap existantes.

C'est alors qu'avec un des mes collègues « Zetlaskars », nous avons installé des ateliers dans quelques structures au travers de l'association Aladesh, association que nous avons créée pour la gestion administrative du groupe. Parce que quand on a un groupe de musique, il faut une association. C'est la règle.

Un premier atelier.

Le premier atelier pour nous fut mis en place en juillet 2002 dans un foyer de jeunes filles sans trop de repères familiales. Thomas s'occupait de l'écriture et moi de la musique et des enregistrements. L'expérience fut complexe, le travail d'expression et la production discutable mais on a assisté à pas mal de disputes entre les filles, une bagarre, une fille m'avait volé ma carte d'identité pour pouvoir débarquer chez moi car elle avait un faible pour moi... bref on n'était absolument pas prêt mais je crois que durant cette semaine et quelques autres expériences dans le genre, le décor était posé. Dans le fond, que faisons nous dans ces structures autre que les occuper sous couvert d'un accompagnement à l'expression ? Malgré tout, l'intuition de départ concernant notre place en atelier persistait.

L'Association Aladesh

Les ateliers, la scène, l'animation et quelques petits boulots à droite à gauche ont continué pour moi pendant 3 ans. Pendant cette période (2002 à 2005), nous avons cherché en parallèle de nos divers projets à développer cette association. Ecrire les projets pédagogiques, ouvrir à d'autres disciplines, salarier les intervenants, obtenir l'agrément d'éducation populaire de la DDJS, tenir une comptabilité,



rencontrer des partenaires institutionnels pour leurs proposer des projets... Pas mal de gens autour de nous ont mis la main à la pâte, Grud pour développer les enregistrements, Garcia sur des ateliers Eveil musicale parents/Enfants, mon père, puis Elfie (Trompettiste des « Zetlaskars ») sur l'administratif. On tout cela de manière très empirique et un peu comme on fait la cuisine, on fait des essais, on mélange des trucs et on verra bien. L'association vivait, enfin ce n'était pas vraiment un « projet associatif » au sens où on peut l'entendre mais plutôt un support administratif pour pouvoir mener d'une manière « légale » des projets.

Puis au cours de l'été 2005, les choses s'accélérent. Je rencontre Christian, qui remplaçait à l'époque le directeur d'une maison de quartier et en cours de finir son DEFA. La première rencontre se passe chez lui, j'étais une monnaie d'échange : il avait une grande expérience des dossiers de subventions, je bossais avec un « Urban Poizon », un groupe qui cherchait à sortir un premier maxi, donc le deal est conclu : il monte le dossier et en échange, je lui donne des cours de MAO (il cherchait depuis longtemps à en prendre). Puis les discussions continuent dans les bars... et il me dit qu'il souhaite dès que son remplacement sera fini, monter une association « Hub » afin de mettre entre autre en place des ateliers, notamment avec Ezra un Beat Boxer qu'il vient de rencontrer. Du coup, on décide de « s'associer » et plutôt que d'avoir deux associations concurrentes, on décide de garder l'association Aladesh, notamment pour un côté « pratique », le nom circule un peu déjà, il y a un agrément DDJS, quelques intervenants, un embryon administratif et deux ou trois autres raisons dans le genre. A partir de la fin de l'été 2005, se met en place (ce que je ne mesurai pas à l'époque mais maintenant avec le recul...) une véritable machine de guerre. On lance même l'idée à un moment de la « FRIC » Force Rapide d'Intervention Culturelle ». Les idées et les projets fusent dans tous les sens, on recrute des intervenants, on structure, on fait des schémas, des tableaux, on rencontre plein de gens, on embauche, on dépose des dossiers de financement un peu partout, on fait un site, de jolies plaquettes de communication, des génériques et par ateliers, on prend des stagiaires, on se sert de tous les contrats aidés possibles pour mettre en place une force de travail salarié et ainsi faire d'une pierre deux coup : produire et aider des artistes qui galèrent. On développe encore en ouvrant à la production scénique, devenir un support administratif pour les groupes, aller à l'étranger, monter des projets à l'étrangers, mettre encore plus d'ateliers en place, on échafaude des théories, des projets pédagogiques transdisciplinaires, de la formation, des réseaux, on s'insère aux réseaux déjà existants, on met en place de la Médialogie dans les collèges du département, on accueille les porteurs de projets pour les aider à monter leurs projets, on fait un DLA... et toute une longue liste choses dans le genre. En fait, avec le recul je crois que tout fonctionnait un peu sur le même principe : soit un jour on a une idée et on cherche à la mettre en place, soit un jour on rencontre un type qu'à une idée et on la met en place avec lui. Des idées, je crois qu'il y en avait à peu près tous les jours. Cette période a duré de l'été 2005 à l'été 2007. Elle fut d'une productivité et d'un développement pour l'association, ses ateliers et ses projets divers et variés, phénoménale. Je crois bien avoir vu au bilan 2007, une croissance du chiffre d'Affaire de 800% par rapport à l'année 2006 qui avait eu une croissance de genre 300 % par rapport à 2005. Peu importe les chiffres, si la croissance et les projets mis en place furent énormes, je crois que beaucoup d'entre nous s'y sont perdu. Et moi aussi, malgré que cette expérience fut la plus enrichissante que j'ai jamais vécue.

Je crois avec un peu de recul, qu'on se perd parce que noyé sous un tas de chantiers en cours et de projets à venir, même si « nobles » soient-ils, la réalité et leurs impacts concrets sont bien souvent éloignés. Je dirai que c'est un peu comme la place de l'Artiste, que je développerai plus tard, on est sommé de faire des projets, on croit qu'ainsi on trouvera une place (« Faiseur de choses, de projets ») sauf qu'on se trouve en fait à la frontière entre discours des uns, théories des autres, le tout flattant allègement les égos, dossier de financements avec des cases, des évaluations, des phases et le terrain et des réalités parfois dures et cruelles. Et au lieu de trouver une place, on trouve un espace vide parce que confus, entre certitudes des uns et complexités des situations.



NOTE DE SYNTHÈSE PROGRAMME D'ÉTUDE

Nouvelles professionnalités des acteurs populaires associatifs, les espaces intermédiaires d'innovation sociale

Cette fiche est construite à partir des rapports d'étape téléchargeables à l'adresse : <http://reseau.recherche-action.fr/archives/liens> Le rapport final sera disponible dans quelques semaines.

Équipe de recherche-action : Hugues Bazin (bazin@recherche-action.fr – www.recherche-action.fr), Bourgogne : Rachid KASSI (Mq.STADE@chalonsursaone.fr), Bretagne : Mathieu LEFORT (lacontremarche@wanadoo.fr), Franche-Comté : Jose SHUNGU (attil25@hotmail.com), Île de France : Jérémie CORDONNIER (jeremie.cordonnier@recherche-action.fr), Limousin : Nicolas GUERRIER (nicolas.guerrier@recherche-action.fr), PACA : Naïm BORNAZ (l1consolable@hotmail.com), Pays de la Loire : Antoine QUENET-RENAUD (antoine@aladesh.com).

CONTEXTE GÉNÉRAL ET ENVIRONNEMENT DU PROJET

Suite à un premier travail en 2000 sur « émergences culturelles et formes populaires » dans le cadre du programme de recherches interministérielles « culture – ville » s'est développé progressivement un travail en réseau sous l'intitulé « *espaces populaires de création culturelle* ». Un partenariat s'est construit depuis 2002 avec l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP), rejoint en 2006 par l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances (ACSE).

Le réseau « espaces populaires de création culturelle » met en relation des collectifs régionaux organisés selon le principe de recherche-action. Une coordination inter-régionale représente l'instance décisionnelle du réseau. Le réseau s'est doté d'une charte (consultable sur <http://reseau.recherche-action.fr>) rappelant les valeurs et le principe de fonctionnement : placer l'humain au centre, non sa performance, libre association, coopération "open-source", interdisciplinarité favorisant une « intelligence collective », coopération et mutualisation des compétences, démarche de connaissance et de transformation par la recherche-action...

Les personnes investies dans le réseau inter-régional ont entre 18 et 48 ans, la moyenne d'âge étant de 30 ans. La grande majorité vit en ville. Une très grande majorité (pour 80 %) a un rapport directement avec le tissu associatif comme bénévoles (40 %) et/ou comme salariés (40 %). Le cadre associatif joue aussi un rôle d'interface permettant d'intervenir sur plusieurs secteurs d'activités. Les deux principaux se répartissent entre l'animation socioculturelle pour 51 % et les métiers des arts et du spectacle pour 68 % avec donc une part importante de personnes travaillant à la fois sur les deux secteurs. Enfin, notons qu'un tiers des acteurs se lance parallèlement dans la création de leurs propres activités économiques.

LES PROBLÉMATIQUES DE RECHERCHE

Cette étude par la recherche-action a pour objectif de cerner le profil d'une nouvelle génération d'acteurs populaires et, à travers elle, une série d'enjeux contemporains liés à l'évolution des supports associatifs et des modes d'organisation, et plus généralement liés au rôle de la culture comme agent



d'innovation sociale. Nous pensons que les enseignements que nous pourrions tirer de cette étude interpellent les champs constitués de l'éducation populaire et de l'action culturelle, mais également le champ des alternatives économiques et du développement territorial. À une nouvelle génération d'acteurs populaires correspond de nouveaux modes d'organisation. L'étude se propose de décrire les nouvelles professionnalités ou compétences qui émergent de cette relation.

La méthodologie s'organise en cinq étapes : entretiens biographiques, atelier de recherche-action, analyse de contenu, problématisation, restitutions publiques. Les problématiques sont regroupées selon une grille d'étude en cinq grands chapitres :

L'articulation individu / collectif : Ce qui caractérise sa conscience d'acteur et induit les phases d'engagement collectif : selon quels espaces culturels ? (les formes collectives de l'engagement, les aspects d'une « culture libre »)

L'articulation processus / projet : Articulation entre sa propre cohérence de vie et la formalisation en termes de projets (professionnels ou non) : selon quels supports juridiques ? (cohérence/incohérence de la logique de projet, pertinence de l'association 1901)

Espace territoire : L'échelle régionale décrite dans sa trajectoire : quels espaces pertinents d'expérience ? Ces situations passent-elles par des lieux et quels types de lieux ? (Situations qui favorisent la créativité, définition de lieux « alternatifs »)

Le rapport au temps et au travail : Définir un espace intermédiaire comme aller-retour entre dimension informelle et instituée, entre dimension amateur et professionnelle (alternance possible entre expérience amateur et professionnelle, définition d'une économie plurielle)

Formation validation : Logique d'autoformation à l'œuvre : quels types de validation des expériences et de reconnaissance des acquis ? (compétences transversales à plusieurs pratiques ou corps de métier, critères d'évaluation et de qualification des projets)

INNOVATIONS ET RÉSULTATS ATTENDUS

Pôle ressources : La conception d'une nouvelle grammaire de la pensée propre à une génération d'acteurs s'accompagne inévitablement de la création de pôles de ressources et de connaissance. Le premier élément est la confirmation du travail coopératif à distance via des sites Internet « open-source », auxquels s'ajoute un centre d'édition électronique à l'adresse : <http://biblio.recherche-action.fr>

Organisation en réseau et collectif régionaux : Ce n'est pas un hasard si le réseau *espaces populaires de création culturelle* s'organise régionalement selon des collectifs non-institués mais instituant, à partir des situations humaines créées par la mise en relation des parcours d'expérience. L'alternative que représente la formation de collectifs régionaux comme associations de fait apparaît alors comme un nouveau lieu possible d'investissement créatif où peut se poser autrement la question économique.

Expérimentation de lieux alternatifs et économie alternative : Le support associatif peut ne plus apparaître comme un choix par défaut, mais être réinterrogé dans un nouveau sens, entre l'aspect juridique officiel utilitaire de l'accueil de subventions et la création d'espaces intermédiaires d'innovation sociale. Il n'est pas étonnant alors que la question des alternatives économiques ou des lieux alternatifs (à travers des formes transversales regroupant les champs de la recherche, du social et de l'art) émerge dans les problématiques régionales du réseau *espaces populaires de création culturelle* comme un mode possible d'implication socioprofessionnelle.



Connaissances : Dans le croisement des parcours individuels se dégagent des problématiques transversales propres à une région, mais aussi transversales aux différentes régions. Par exemple dans la région d'Angers Pays-de-Loire, un certain nombre d'acteurs se retrouve autour de la dimension d'ateliers comme espaces privilégiés de la rencontre entre les générations, entre les disciplines, entre la dimension culturelle et sociale. Les dimensions des économies alternatives et de la mutualisation entre les champs de la recherche du social et de l'art, sont aussi des questions prégnantes qui pourront par exemple être reprises dans l'atelier de recherche-action de Paris. Autre exemple, le rapport fondamental de l'individu au collectif qui détermine les formes actuelles d'engagement dans la société. Nous ne parlons pas ici simplement de socialisation, c'est-à-dire comment une personne intègre les codes sociaux pour vivre en société, mais comment un parcours individuel rejoint une dimension collective et par conséquent, une dimension culturelle. En misant délibérément sur la créativité, déjà concrètement par une autre manière de travailler ensemble, le dispositif de recherche-action ouvre un vaste champ du possible dont nous commençons seulement à mesurer les premières pistes de travail et de propositions.

Apprentissages individuels et collectifs : Accompagnement à l'autoformation avec des passerelles diplômantes ou non, selon des critères dégagés par les parcours d'expérience eux-mêmes et non des grilles sectorielles extérieures ; Favoriser des formes de coopération, de mutualisation ; Construire une parole d'acteurs populaires, susceptibles ensuite de s'exprimer dans l'espace public et d'apparaître légitimes pour problématiser des enjeux publics. Un outil est mis à disposition sous la forme d'un site de blogs mutualisés en recherche-action à l'adresse : <http://blog.recherche-action.fr>

PROGRAMME 12 DÉCEMBRE

Recherche-action et espaces populaires de création culturelle, de la formation du sujet aux démarches interdisciplinaires, les enjeux portés par une nouvelle génération d'acteurs

Le programme « Nouvelles professionnalités des acteurs populaires associatifs, les espaces intermédiaires d'innovation sociale », a développé une recherche-action portée par les acteurs d'un réseau inter-régional** « espaces populaires de création culturelle ». Cette nouvelle génération d'acteurs pose une série d'enjeux contemporains quant à l'évolution des modes de formation et d'organisation et plus généralement quant au rôle de la culture comme agent d'innovation sociale.*

La démarche de recherche-action, en plaçant au centre le lien entre connaissance et changement, incite à reconfigurer les domaines d'activité humaine habituellement sectorisés (social, art, économie, culturel, etc.), dans le sens d'une transversalité et d'une interdisciplinarité. Les tables rondes reprennent ces deux éléments :

- *Le sujet au centre d'une transformation sociale*
- *Coopération et approche transversale interdisciplinaire entre art, social et sciences*

Il s'agit de partir d'expérimentations de terrain pour dégager des enseignements généraux, mais au-delà des comptes rendus de recherches et de l'état de la réflexion dans ces domaines, cette rencontre nous invite à changer notre manière de voir et de faire pour prendre en compte les mutations actuelles. Le colloque s'adresse soit aux professionnels développant des programmes de recherche-action, soit aux personnes voulant intégrer une démarche de recherche-action dans leur cadre personnel et professionnel existant, en lien ou non avec une formation. Il s'adresse également aux personnes intervenantes dans les champs d'activité culturelle et sociale, désireuses de sortir des logiques sectorielles.



LE SUJET AU CENTRE D'UNE TRANSFORMATION SOCIALE

Parcours d'expérience, autoformation, logique de projets, placent aujourd'hui le sujet au centre d'une transformation sociale (travail autobiographique, le rapport à l'écriture, l'accompagnement à la formation, le rapport amateur/professionnel, le rôle du support associatif, etc.). Se dessine ici un autre rapport de l'individu au collectif où se distinguent des formes d'organisations originales à l'image des réseaux, des espaces intermédiaires.

Intervenants :

- Tahar BOUHOUIA, éducateur de rue en thèse (un parcours d'expérience par la recherche-action),
- Jérémie CORDONNIER, coordinateur du réseau recherche-action « espaces populaires » Île de France
- Christian HERMELIN créateur des Ateliers Coopératifs en Recherche-action (ACORA),
- Alain PENVEN, directeur du Collège Coopératif en Bretagne
- Bernadette VIGNAL, Conseiller d'Éducation Populaire et de Jeunesse à la Direction Départementale Jeunesse et Sports de Corrèze

COOPÉRATION ET APPROCHE TRANSVERSALE INTERDISCIPLINAIRE ENTRE ART, SOCIAL ET SCIENCES

Complexité, transversalité, hybridation, multiplicité : la prise en compte des enjeux contemporains exige des formes alternatives en matière de culture, d'éducation populaire, d'économie. Le décloisonnement sectoriel passe par la mise en correspondance des approches sociales, artistiques et scientifiques. La recherche-action se place naturellement comme plate-forme de cette mise en correspondance.

Intervenants :

- Nicolas GUERRIER, coordinateur du réseau recherche-action « espaces populaires » Limousin
- Marc LACREUSE, co-fondateur du collectif national « Éducation populaire & Transformation sociale »
- Daniel LE SCORNET, ancien président des mutuelles de France, animateur de la Fraternelle de recherches et de propositions à la Maison des Métallos (Paris)
- Michel LIU, Professeur émérite, Directeur du Centre de recherche-action « Études Socio-Techniques » Université Paris-Dauphine

CONCLUSION

Perspectives pour une démarche coopérative interdisciplinaire en recherche-action : proposition de problématiques de séminaires et d'expérimentations

* Programme coordonné par Hugues Bazin, chercheur en sciences sociales avec le réseau espaces populaires de création culturelle, soutenu par l'institut National de la Jeunesse et de L'éducation Populaire, l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances

** <http://reseau.recherche-action.fr>

NOTE PROSPECTIVE

Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action

Cette note prospective correspond aux effets et à la valorisation du programme d'étude « Nouvelles professionnalités des acteurs populaires associatifs, les espaces intermédiaires d'innovation sociale ». Un rapport spécifique concernant ce programme sera diffusé d'ici quelques semaines. Cette note de travail propose de dresser les contours d'un « laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action » (LISRA).

Les programmes de recherche-action engagés depuis 2002 ont contribué à la formation d'un réseau inter-régional « espaces populaires de création culturelle » qui met en relation des acteurs travaillant dans le champ de la culture et de l'éducation populaire. De fait, nous pouvons considérer l'existence de ce réseau de recherche-action déjà comme un laboratoire social.

Il s'agit aujourd'hui de répondre à plusieurs nécessités correspondant aux enjeux actuels :

- La nécessité de prendre en compte les situations humaines et les parcours d'expérience qui ne se retrouvent pas dans les dispositifs labélisés, cela inclut un accompagnement à l'autoformation
- La nécessité de s'inscrire dans une mobilité entre des expériences et un autre rapport au territoire
- La nécessité de créer les vraies conditions d'un travail interdisciplinaire
- La nécessité d'articuler expérimentation et développement dans une logique de transformation sociale

Voici quelques dimensions qui pourraient représenter l'originalité d'une démarche de laboratoire.

POURQUOI LA NÉCESSITÉ DE LABORATOIRE ?

Le programme d'étude a révélé à la fois pour une nouvelle génération d'acteurs la nécessité de forger ses propres outils et ses propres modes d'organisation et à la fois l'inadéquation des réponses actuellement offertes dans les différents domaines de la vie socioprofessionnelle.

Si nous prenons l'exemple du champ culturel qui a été notre terrain d'étude, nous remarquons que la société a évolué mais les dispositifs culturels et socioculturels et les discours les justifiant ne semblent pas prendre en compte ces profonds bouleversements. Ainsi, l'articulation entre éducation populaire et action culturelle s'appuie toujours sur une vision stratifiée entre culture populaire, culture moyenne et haute culture, approche réactualisée mais fondamentalement inchangée par le débat entre « démocratie » et « démocratisation » culturelle.

Pour nous, il s'agit moins aujourd'hui de définir une culture populaire que des espaces populaires pour la culture. En effet, considérer la culture populaire comme un Tout unifié, contribue à une vision folkloriste entre populisme et misérabilisme. La culture tend aujourd'hui vers une multitude de singularités, il serait tout autant faux de la réduire à un individualisme hédoniste. La sociologie de la culture doit se réinventer au même titre que la culture se transforme et représente encore plus aujourd'hui un creuset pour des réponses politiques.



L'enjeu est de réinventer le rapport à la culture au-delà des séparations classiques entre culture populaire, culture dite moyenne et culture élitiste. Cette grille ne fonctionne plus car la société a profondément changé.

Nous pouvons considérer que nous sommes dans une culture éclatée. C'est une culture de la multitude où chacun est dans un rapport individuel à la culture. La culture numérique favorise une culture « chez soi ». Cette diversité culturelle prend aussi en compte le rapport entre local et global. Cette « mondialisation » ne produit pas une uniformisation de la culture mais au contraire une partiellisation des identités culturelles. Il y a dans ce sens une apologie ambiguë de la diversité culturelle lorsqu'elle fait office de politique culturelle. Nous préférons évoquer la notion de « travail de la culture » qui n'est pas la simple addition des cultures particulières, mais une exigence commune de transformation individuelle et sociale qui transcende les particularismes. Autrement dit, la culture pose un acte politique.

Chaque personne est renvoyée à son individualité mais ne peut pas se constituer en tant que sujet, on la reconnaît comme détenteur de pratiques mais il lui est difficile de s'imposer comme acteur politique en instaurant de nouveaux modes d'implication collective. Pourtant, il existe toujours le même besoin de s'émanciper, de transformer, de créer, là où une dimension individuelle rejoint une dimension sociale et décrit les conditions d'appartenance moderne au monde propre à une génération, au-delà même de la réalité française.

Tout en prenant acte de la réalité contemporaine d'une multitude de singularités, il est donc aussi possible de repenser le rapport de l'individu au collectif. Comment créer du collectif et quel type de collectif ? C'est aussi une question politique. Il faut réinventer une forme collective et au lieu d'opposer culture savante et culture populaire ou culture patrimoniale et culture émergente, partir des espaces populaires où se créent des situations comme l'exemple de l'atelier résidence.

Comment cette génération investit-elle des espaces populaires de création culturelle ? Ces expériences humaines, bien que non-académiques ou non instituées, ont permis d'instaurer une autre relation entre l'individu et le collectif, de placer la créativité comme moteur d'innovation sociale, d'inscrire un parcours d'expérience dans une logique d'autoformation et d'auto-organisation, de s'appropriier l'espace public et définir un autre rapport à la ville.

Effectivement, nous constatons que les expériences passent moins par des formes instituées assises sur un territoire, des lieux, une histoire, bref une culture patrimoniale que par des zones temporaires d'expérimentation interdisciplinaire. Dans ce mouvement, l'idée de créer un laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action correspond à cette nécessité de se doter d'une légitimité et de moyens supplémentaires pour poser une cohérence de travail, privilégier les démarches créatives et les projets innovants, particulièrement en matière de développement culturel et social.

La capacité par l'interstice du travail de la culture de transformer son environnement est incommensurable et tous les mouvements culturels sont nés de ces formes-là interstitielles parce qu'il n'y avait pas de possibilités autres que la création culturelle dans un système pour transformer la société.

Il existe un déficit de connaissances sur ces domaines. Une démarche en recherche-action permet de poser cette préoccupation et cette exigence de manière transversale aux dispositifs, aux professions et aux structures. Dans ce sens, interroger comme nous l'avons fait dans le programme d'étude les binômes processus/projet, espace/territoire, amateurs/professionnels peut donner des clefs intéressantes. De même, il s'agit de se réappropriier l'expérimentation en reliant les questions de transmission, formation, de production, de réception, de diffusion.



OUVRIR DES SITUATIONS NOUVELLES EN PRATIQUANT L'ESPACE

Sans espace, pas de situation ; sans situation, pas de transformation. Une situation humaine a besoin d'espace pour exister. Les émergences culturelles et les initiatives innovantes ont toujours eu besoin d'espaces interstitiels sans lesquels il n'est pas possible d'expérimenter des liens inédits, de nouvelles configurations humaines.

La société contemporaine manque d'espaces libres où puisse s'expérimenter une autre manière de développer des parcours. L'empilement des dispositifs ne favorise pas la créativité mais l'étouffe. Chacun est enserré dans une logique de projets qui s'additionnent sans fils conducteurs, dans des associations et des structures dont le fonctionnement devient des justifications en soi, etc.

Il existe peu de lieux « alternatifs » ou « intermédiaires » où puissent se poser et s'interroger les expériences. Lorsque ces espaces existent, ils restent cependant précaires et éphémères à l'image des formes d'interventions dans l'espace public. Peut être Internet et la culture numérique d'aujourd'hui occupent la place des friches et des terrains vagues d'hier, mais même ces nouveaux espaces risquent de se fermer aussi.

CRÉER LES CONDITIONS FAVORABLES

La question n'est pas seulement de provoquer un espace, il s'agit de le garder ouvert pour qu'il puisse pousser vers une transformation. Le laboratoire propose de provoquer ces situations et les accompagner. En cela une situation de laboratoire n'est pas plus ou pas moins artificielle que d'autres situations vécues, ce sont toujours des créations humaines.

Si nous caractérisons une situation par un jeu d'interaction entre des individus occupant un même espace, une pratique de laboratoire crée les conditions d'une qualité de l'espace au sein des projets, des structures, des lieux : l'intérêt est d'occuper des espaces non délimités ou non dévolus à l'avance mais dont la signification et les caractéristiques s'élaborent dans la situation elle-même en train de se vivre.

- Ces espaces sont directement appropriables par des acteurs en permettant l'élaboration d'un cadre commun d'expérience
- Les acteurs maîtrisent le sens des situations (c'est la situation qui définit le lieu, ce n'est pas le lieu qui définit la situation)
- Ces espaces favorisent une mobilité entre des « centralités » (chaque situation se concevant comme un centre d'expérience en correspondance avec d'autres).

L'intérêt est que ces situations peuvent être provoquées partout, dans un lieu institué au non. L'atelier de recherche-action peut se définir comme l'une de ces situations originales. Partir des situations en train de s'élaborer plutôt que de projets constitués, permet de mettre en visibilité des processus.

PROCESSUS/PROJET : SORTIR DES DISPOSITIFS CLASSIQUES

La notion de projet a connu une extension fulgurante au point de devenir la matrice idéologique de toute forme d'existence en particulier dans le discours sur les pratiques. Il arrive que les outils soient fétichisés, c'est-à-dire que l'on accorde une qualité unique et surdimensionnée indépendante de son utilité sociale.



D'un simple outil au service d'un processus qui lui donne sens, mouvement et direction, le projet acquiert une valeur marchande décalée de sa valeur d'usage. La valeur marchande du projet est liée au mode de reconnaissance et de financement. Une des conséquences est de rendre dépendant les dispositifs de concertation tributaires de labels. Il faut passer par une forme de labellisation pour entériner un projet : musique actuelle, art de la rue, culture urbaine.

La notion de projet participe à cette réification de la culture en pratiques sectorielles. Logiquement, la communication l'emporte sur l'explicitation, c'est-à-dire la conscience d'une totalité cohérente. Il est plus facile de catégoriser la face visible des projets et ce mode de validation devient en lui-même une forme dévaluation tacite au détriment d'une évaluation processuelle ou systémique.

L'articulation processus/projet par une approche transversale évite d'enfermer le projet dans une forme sectorielle et le replacer dans une dynamique sociale. Nous pouvons ainsi aborder le champ de la médiation, de la relation amateur/professionnel, de l'éducation populaire et l'action culturelle et plus généralement la relation art/social comme une totalité, non comme des champs d'activités séparés, même si dans la réalité ils se retrouvent souvent en opposition.

OUTILS D'ÉVALUATION DANS LA COMPARAISON PROCESSUS/PROJET

Le projet implique une intention initiale, une négociation avec des partenaires, une finalité. Mais est rarement mis sur un plan d'égalité l'intention de l'opérateur/intervenant et l'intention des participants/population, sachant que cette dernière possède rarement l'espace pour s'exprimer.

À titre d'exemple, beaucoup d'artistes ont été envoyés en missionnaires dans les quartiers populaires, sans que soit questionnée l'insertion de ces projets dans une logique de développement territorial. À quoi servait cet outil, utilisé par qui, à la demande de qui, négocié comment dans son introduction sur le terrain ?

Le processus n'est pas lié à une intention mais à un jeu d'interaction en situation, ce qui importe, c'est la qualité des relations et donc aussi de l'espace dans lequel elles s'instaurent.

La notion de projet est inséparable de la notion d'objectifs et de finalité, un projet est toujours limité dans le temps par définition et c'est par ses objectifs et sa finalité que l'on évalue sa pertinence. Mais si on n'est pas clair sur les objectifs on ne peut l'être non plus sur l'évaluation ? Qu'est-ce que l'on évalue entre les effets attendus et imprévus du projet ?

Le processus est un work in progress, c'est un autre rapport au temps, il n'y a pas de finalité dans le sens de fin mais plutôt des étapes dans un cheminement. L'évaluation ne mesure pas l'écart par rapport à une finalité mais ce qui se transforme entre deux d'étapes.

Chaque étape est une reconstruction comme un virage qui ouvre sur un nouveau paysage. A chaque fois se renouvelle le champ du possible, peuvent être envisagées de nouvelles perspectives avec l'opportunité de s'engager autrement et pour de nouvelles personnes de s'investir. Le projet au contraire est exclusif, même si sa finalité peut être réévaluée en cours de réalisation, c'est assez difficile de changer de cap et c'est assez difficile pour des personnes extérieures de le prendre en cours de route.

À travers le processus nous voyons que l'orientation de l'évaluation a changé et ne se calcule par en termes de résultat mais en termes de changement de situation socioprofessionnelle. Par exemple dans la rencontre entre dimensions artistique et sociale, entre des situations sociales, des parcours d'expériences qui sont souvent en souffrance et une intervention artistique, c'est cette situation inédite qui questionne l'ensemble des protagonistes du dispositif : usager, artiste, animateur, travailleur social, opérateur culturel. En quoi cela pousse chacun à être en décalage par rapport à son champ d'activité habituel et met en correspondance les compétences des uns et des autres sur un



mode transversal ? On cherche à comprendre comment se négocie l'articulation entre projet et processus.

À la fois le projet est nécessaire comme outil par rapport à des objectifs et à la fois le processus évite de laisser enfermer le projet dans une forme instrumentale qui trop souvent est liée aux logiques financières qui en réduisent trop la portée.

ÊTRE ANALYSEUR

D'une certaine manière, lorsqu'un graffeur utilise la rue pour créer une « faille » esthétique en posant une fresque sur un mur, c'est une situation qui analyse notre rapport à la ville, c'est déjà une pratique de laboratoire où un acteur-intervenant utilise l'interstice pour créer un débat dans l'espace public.

Nous pourrions appeler une « pratique de l'espace » cette façon d'accueillir des situations d'expérience collective et d'accompagner ce processus dans la durée et dévaluer ce qui favorise ou non une transformation. Ce qui fait « laboratoire », c'est que cette transformation devient un objectif, c'est la transformation qui nous enseigne sur les processus en jeu et en retour cette situation collective joue le rôle d'analyste social.

Les espaces de type « interstice » sont à ce titre des analyseurs intéressants. En cela, le laboratoire n'est pas une instance supérieure qui étudie la situation d'en haut, il provoque des situations et se sont les situations qui font en elles-mêmes « laboratoire ».

TROUVER LE BON OUTIL

Des outils sont plus performants que d'autres pour ouvrir ce genre d'espace. Si nous prenons l'exemple des ateliers-résidences, considérer le dispositif comme un outil permet de désacraliser la fonction de l'art et placer au centre le processus culturel. Un outil peut servir un moment et moins un autre moment, c'est cette qualité de service. L'outil n'a pas de qualité propre indépendante de son contexte d'utilisation, ce n'est ni une explication ni une finalité. C'est une arme en tant qu'outil de transformation, de construction pour perforer les conformismes, mettre en mouvement. L'atelier-résidence a cet intérêt de proposer plusieurs dialectiques : la relation processus/projet et la relation territoire/espace. Chacun de ces deux couples étant les deux versants d'une même réalité. Travailler ainsi non pas en opposition mais de manière dialectique, c'est aussi une manière d'aiguiser l'outil pour le rendre plus efficace. Suivant que les dimensions se placent en opposition stérile ou en complémentarité dynamique, c'est un bon moyen de tester la cohérence d'action dans lequel l'outil est placé. L'outil devient ainsi un analyseur.

ACQUÉRIR UNE LÉGITIMITÉ

Produire une connaissance objective, compréhensible, accessible, appropriable par tous est la seule façon de bâtir une parole et une action légitime : dans les débats dans l'espace public, dans les rencontres avec les institutions, sur le terrain avec les opérateurs culturels et sociaux. C'est aussi construire de nouveaux outils d'évaluation facilitant le soutien aux projets innovants, d'accompagner les acteurs dans leur auto formation et faciliter la validation des acquis de l'expérience.

Cette connaissance doit pouvoir :

- Être diffusée selon différents médiums (documents écrits, électroniques, multimédias, etc.),
- Agir concrètement dans une logique de transformation pour les individus qui participent au collectif,



- Servir, quasiment en temps réel, la mise en place d'initiatives et d'expérimentations sur le territoire en étant directement appropriée par les acteurs concernés.

À terme, il s'agit pour les acteurs de développer une capacité d'expertise sur ces questions, valider de nouveaux dispositifs de formation, d'organisation, de pratiques.

PROVOQUER UNE MOBILITÉ ET UN AUTRE RAPPORT AU TERRITOIRE

Il ne s'agit pas simplement de créer des situations par l'ouverture des espaces, il est nécessaire de relier les situations entre elles pour que puisse se construire une expérience. C'est une mobilité à la fois géographique, mentale, et sociale. Certains espaces deviennent parfois des lieux symboliques pour une population lorsqu'ils réunissent ces trois conditions dans un contexte sociohistorique. Il n'y a pas « un » centre mais des centralités de l'expérience et le but du laboratoire est de provoquer une circulation entre ces situations.

Cette mobilité n'est pas à confondre avec la flexibilité, l'adaptabilité imposée par un modèle économique où l'on perd la maîtrise de son parcours. Il s'agit au contraire de maîtriser les conditions de création des situations. Le laboratoire participe à une culture de transformation qui s'oppose à une culture académique. Même les cultures dites « émergentes » finissent par devenir académiques, elles s'embourgeoisent quand elles perdent leurs mobilités, elles deviennent soit du centre et/ou de la périphérie, que l'on retrouve dernière la dénomination de culture élitiste et culture populaire, et de cette façon elles sont assignées à un territoire, elles se folklorisent, c'est-à-dire perdent leur enjeu politique.

La mobilité n'est pas simplement géographique, elle est toujours liée à deux autres mobilités qui sont sociales et mentales. Nous bougeons dans l'espace si nous sommes capables de jouer sur plusieurs répertoires d'identité. Si nous sommes renvoyés à une identité unique, alors la mobilité est restreinte et réciproquement. C'est par la manière problématique dont sont traités les habitants des quartiers populaires à travers la thématique des banlieues, ils sont systématiquement renvoyés à une appartenance territoriale, cela produit de l'enfermement. Et lorsque l'on parle de culture, la mobilité est toujours à sens unique, de l'extérieur vers l'intérieur. La question n'est pas d'injecter de la culture mais de créer de la mobilité de l'intérieur vers l'extérieur pas simplement spatiale mais aussi mentale et sociale.

TERRITOIRE NOMADE ET TERRITOIRE RACINE

La mobilité joue sur les frontières et les déplace, ce qui est une façon de transformer le territoire physique et imaginaire entre rapport vertical ou horizontal, entre une culture patrimoniale et une culture rhizome, entre un « territoire racine » et un « territoire nomade ».

D'un côté le « territoire racine », enraciné dans une temporalité historique, une culture patrimoniale, une appartenance identitaire, avec des formes communautaires.

Une autre façon est de définir le territoire comme un « territoire nomade » qui rejoint la notion d'espace d'une culture rhizome qui est aussi à l'image de ce qu'est notre monde contemporain où l'on puise des éléments d'une manière transversale et horizontale un peu partout. Se construit alors une culture non pas uniquement ancrée sur le patrimoine dans la terre mais aussi dans le déplacement.

Il existe parfois une confusion entre culture rhizome et culture émergente qui seraient exclusivement portée par les jeunes, ce qui est une manière fautive d'aborder les formes culturelles soit pour des raisons



de marché en les réduisant à l'industrie culturelle soit pour des raisons institutionnelles en les minorant puisqu'elles seraient toujours « adolescentes », éphémères, mondialisées.

CENTRE ET PÉRIPHÉRIE

Ce mouvement dans la géographie des expériences participe à une transformation du territoire car c'est une manière de redéfinir le rapport entre centre et périphérie. Que nous soyons dans l'interstice ou dans un lieu « central », chaque situation représente une « culture du centre ».

Ce qui est une autre manière de définir le développement culturel, non dans un rapport « centre/périphérie » mais comme une circulation en réseau entre de multiples centralités. Une approche par les espaces interstitiels du territoire ne renvoie pas à une figure concentrique mais en spirale. Il n'y a pas de lieu central de la culture et puis des lieux périphériques de la culture. Le lieu central est là où effectivement se déroule le processus et donc il peut y avoir des centralités partout.

C'est aussi une manière de penser autrement le rapport entre le local et le global d'autant plus que nous sommes dans une culture numérique qui se constitue plus en termes de contenant ou de supports mais en termes de flux. Arrêtons d'opposer une culture patrimoniale territoriale et ce qui serait une culture numérique Internet, multimédias, etc. Pensons la plutôt dans la capacité à créer des centres et une mobilité entre ces centres.

PLEIN/VIDE

Comment définir une région, un territoire, par ses frontières géographiques, administratives, par ses lieux ? Souvent le territoire est réduit à une addition de lieux, de structures mais entre ces lieux, où sont les habitants, est-ce que des acteurs participent à la formation du territoire ?

C'est ici qu'intervient la notion d'espace qui permet d'aborder le territoire non par ses contours ou par son contenu mais par les processus qui lui donnent vie. En effet l'approche territoriale se fait habituellement en termes de « plein » alors que les espaces sont par définition toujours composés au départ de vide. C'est ce qui permet de provoquer des situations dans la manière dont les personnes vont occuper des espaces et vont donner un sens à ce qu'ils font.

Une approche par l'espace permet donc de réfléchir en termes de situation. Mais en fin de compte le territoire est composé d'un nombre considérable d'interstices entre les formes que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural, entre les lieux c'est effectivement dans ce « vide » que les gens vivent, c'est là où ils se rencontrent, ce n'est pas dans les pleins.

La tentation souvent dans les politiques culturelles ou plus généralement dans les formes d'intervention, c'est tout de suite de remplir le vide par du plein. C'est tout le problème du rapport à l'espace public. On va injecter de la culture, souvent j'entends ce discours assez horrible dans les quartiers populaires comme si les gens qui y habitaient étaient incapables de créer des richesses en investissant les espaces.

Il faut remplir, alors que nous pourrions concevoir le développement culturel non pas comme du plein mais plutôt comme une forme contractée que l'on déplie : développer, c'est déplier, ce n'est pas remplir.

LIEUX/SITUATIONS

Une approche du territoire par l'espace permet de concevoir des situations indépendamment des lieux estampillés « culturels » ou « socioculturels » ou « sociaux », du centre ou de la périphérie. C'est la situation qui se crée qui participe à la définition du lieu. Évidemment les conditions d'intervention,



particulièrement en termes de moyens sont différentes suivant qu'il s'agit d'une chèvrerie, d'une place de village ou d'une scène nationale. Il ne s'agit pas de faire l'apologie de la précarité, mais c'est une gymnastique intéressante de partir des situations et pas uniquement partir des lieux où les lieux vont conformer les configurations assez classiques. Ce travail à partir de situations permet de créer des correspondances entre ces différents lieux et non pas de les mettre en opposition. De la même manière nous pourrions parler de la coopération entre les pays du Sud et du Nord.

Nous revenons à cette dimension d'art participatif ou contextuel qui permet une implication réelle des acteurs/publics et pas simplement spectateurs, ce que la configuration classique du lieu culturel rend plus difficile en revoyant l'opposition publics/non publics.

Encore une fois, l'intérêt ici est l'articulation lieux/situations que l'on parte des situations pour ré-interroger la fonction des lieux et/ou partir des lieux pour valider les dispositifs en situation. C'est finalement le même niveau d'exigence. Créer en situation ouverte, ce n'est pas faire n'importe quoi, il y a aussi une exigence de travail autant artistique que sociale.

INTERDISCIPLINARITÉ : FAVORISER UNE MISE EN CORRESPONDANCE

Il est nécessaire de croiser différents champs de compétences, différentes professions et disciplines. Créer des correspondances entre l'art, le social et la science, c'est une autre manière de dire que la recherche est un processus partagé avec le même niveau d'exigence.

INTELLIGENCE COLLECTIVE

C'est la seule façon de travailler sur la complexité des situations contemporaines. Ce n'est pas simplement l'addition des intelligences individuelles. Cette interdisciplinarité correspond à la nécessité de produire de l'intelligence collective sous un mode coopératif. Dégager des problématiques de travail transversales permet de poser des enjeux communs.

La recherche-action part du principe que se sont les acteurs qui possèdent les réponses, elles ne viennent d'une expertise extérieure. Il s'agit d'aider les acteurs à se positionner en termes de démarche plutôt qu'en termes d'appartenance en se donnant la liberté de « s'extirper » des discours et des positions identitaires ou catégorielles. Ce n'est pas le type d'activités sectorielles qui compte, mais la capacité de les mettre en relation.

La correspondance, c'est accepter de se laisser transformer par l'autre, interpellé parce que renvoie l'autre. Il se produit un phénomène d'hybridation propre à l'acteur-chercheur. Cette correspondance est d'autant plus productrice de changement et de connaissance qu'elle met en relation symboliquement des mondes différents.

UNE RÉELLE EXPERTISE SOCIALE

On peut être artiste et acteur-chercheur, maçon et acteur-chercheur et se retrouver à égalité dans le même espace de mise en correspondance par la recherche-action.

Ceci permet de résoudre le problème lorsque l'on parle de transversalité, c'est la participation des principaux acteurs, que l'on appelle habitants, population ou public. La plupart des groupes interdisciplinaires sont constitués en cabinet d'experts qui s'arrogent ce titre. Dans un travail de recherche-action artistique la créativité de situation implique au contraire un mode participatif réel



des acteurs concernés. Ce mode participatif reste bien souvent un vœu pieux qui disqualifie le dispositif en lui-même.

MUTUALISER

Au-delà d'une répartition des ressources, le but n'est pas de gérer la précarité mais de produire de nouvelles richesses en misant sur la créativité : selon le principe du don et de la réciprocité, chacun investit du temps et des moyens dans une forme de travail en collectif et en retire ensuite les bénéfices pour ses propres projets. Le partenariat se constitue autour de ce mode coopératif et des valeurs communes, non en fonction de telle structure ou de tel projet. Il appartient ensuite aux porteurs de projet au sein des collectifs de travail de dire comment ils déclinent localement les orientations générales et mettent en expérimentation telle problématique transversale.

ARTICULER EXPÉRIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT, ÊTRE AGENT DE TRANSFORMATION

La faiblesse des dispositifs se situe souvent dans l'articulation entre expérimentation et développement. Il existe souvent des expérimentations intéressantes sans qu'elles puissent s'inscrire dans une logique de développement. La recherche-action est une manière de produire de la connaissance en transformant sa propre réalité personnelle et sociale.

Être « acteur-chercheur » n'est pas une profession, c'est une démarche que l'on intègre dans sa vie professionnelle et au-delà. La personne n'est pas objet mais sujet de la recherche, elle n'attend pas que des « experts » viennent l'étudier et dire ce qui est bien pour elle. C'est elle qui anime le processus et en maîtrise la production. Cette manière de travailler à partir de l'intérieur de l'expérience humaine ouvre un champ de connaissance que même les méthodes classiques en sciences humaines atteignent difficilement.

La recherche-action est un outil facilement appropriable qui ne demande pas de formation ou d'étude préalable. Elle pose en revanche une exigence, c'est sur le terrain, dans l'expérimentation que se forge cette démarche. Elle permet de toucher une nouvelle génération d'acteurs impliqués au cœur de la réalité sociale en dehors des circuits institutionnels traditionnels.

PARTIR DES PARCOURS D'EXPÉRIENCE

Prendre en compte la réalité c'est de prendre en compte des parcours d'expérience. Les parcours d'expérience sont souvent complexes, d'autant plus complexes qu'aujourd'hui il n'y a pas de carrière finie, il n'y a pas de secteur cloisonné, les individus sont de plus en plus amenés à développer leur propre parcours d'expérience souvent dans des logiques d'auto formation où ils vont piocher dans une mobilité sur le territoire dans différents champs d'activités.

Les acteurs concernés sont les mieux informés pour décrire leur réalité de vie et les enjeux dans la société actuelle. À partir d'entretiens individuels approfondis, les acteurs sont sollicités à réagir sur les matériaux qu'ils produisent, construire une parole sur leurs expériences, décrire leurs situations et les restituer dans un ensemble.

Pouvoir décrire son cheminement biographique, mettre en visibilité des situations fondatrices, des points d'articulation : l'important n'est pas de dégager la « vérité », mais une cohérence dans la description de son parcours. Il ne s'agit pas d'épuiser la description des faits, mais au contraire de la renouveler.



Il s'agit d'inciter les individus à entrer dans cette démarche autobiographique, puisque cette connaissance issue de l'intérieur même des situations vécues est porteuse d'enjeux profonds pour l'individu.

Relation amateur/professionnel

À ce titre la relation amateurs et professionnels est un couple qu'il faut arrêter d'opposer. Suivant les espaces d'expérience, on peut être dans une logique professionnelle, et d'un autre espace dans une logique d'intervention associative ou militante, ce sont des moments d'expériences différentes que nous pourrions qualifier d'espaces intermédiaires. C'est-à-dire des espaces qui poussent du milieu. Ils ne peuvent pas être définis de l'extérieur par leur extrémité comme amateurs ou professionnels mais de l'intérieur d'une situation collective, dans la manière dont se crée cet espace.

METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES TERRITORIALES

La tenue d'une série d'entretiens sur une région contribue bien mieux qu'un simple « état des lieux » à mettre en valeur les ressources humaines territoriales. Nous pouvons décrire les mobilités qui construisent une échelle régionale pertinente d'action et de décision, avec ses lieux de rencontres et d'expérimentation.

Pour approfondir telle ou telle problématique en correspondance avec les préoccupations actuelles des acteurs concernés, le collectif peut se doter d'outils méthodologiques pour recueillir sur le terrain des informations complémentaires sur tel ou tel enjeu :

Outils d'enquête sous différentes formes : vidéos reportages, distribution et traitement de questionnaires, observation-participante à des manifestations.

Le processus de travail peut être jalonné par des espaces de rencontres/débats sur telles questions précises amenant à inviter des personnes ressources.

Il doit pouvoir être fait appel au collectif régional comme centre de connaissances-ressources capable de dégager des études et des expertises afin de baser les décisions sur une réalité objective, pas sur un simple discours de posture des acteurs en fonction de leurs intérêts individuels, sectoriels ou corporatistes.

La recherche-action n'ajoute rien à la situation, elle crée à partir d'une situation avec ce que chacun apporte, elle n'invente par le processus, elle l'accompagne. Le rapport entre coût d'investissement et la richesse produite est plus que favorable. La recherche-action apporte une plus value très intéressante.

INNOVER PAR L'EXPÉRIMENTATION

Certains mouvements culturels populaires sont devenus des points de référence dans l'histoire grâce à deux conditions essentielles : Ils partent toujours de la base : ils provoquent une innovation.

Partir du terrain et tirer par le « haut », c'est-à-dire la créativité, est la seule façon de s'en sortir. Au lieu de se conformer à la réalité et attendre que la « crise » arrive, c'est transformer la réalité pour trouver des solutions alternatives. Mais ce n'est pas évident de ne pas entrer dans les cases établies, les labels existants qui procurent une reconnaissance plus facile. Innover, c'est accepter au départ de ne pas entrer dans les cadres préétablis, de déranger en bougeant les lignes. Pour cela, il faut forger des outils solides qui ne peuvent pas faire l'objet de procès d'intention. L'expérimentation est une façon d'innover en se donnant une méthodologie solide.



La première étape est pour chacun de dresser la liste des difficultés rencontrées dans la mise en place de projet, faire l'inventaire des incohérences auxquelles l'acteur est confronté.

En fonction de ce bilan, dresser les contours d'une expérience idéale (« idéal-type ») sans se préoccuper au départ des contraintes humaines, techniques ou financières. Beaucoup de projets ne voient pas le jour tout simplement parce que l'on s'autocensure, on ne s'autorise pas à penser autrement sous prétexte que le projet ne pourrait pas se réaliser, alors on se conforme au cadre existant reprenant le discours dominant, pensant acquérir un pouvoir alors que c'est au contraire une aliénation.

Une fois constitué le cadre idéal du projet, l'expérimentation a pour objectif de mettre en place concrètement le dispositif sur le terrain et d'évaluer quels sont les facteurs qui amoindrissent ou au contraire favorisent son développement.

La mesure de l'écart entre l'idéal-type et la réalité, entre le processus et le projet, produit une connaissance originale qui alimente de nouvelles propositions transposables dans d'autres contextes. L'idéal-type est un mode d'expérimentation, ce n'est pas une « recette ». Ce qui est transposable ce n'est pas un modèle (comme les « labels ») mais un processus, une démarche et une méthode.

ACCOMPAGNER À L'AUTOFORMATION

Des individus non légitimés initialement dans leurs pratiques peuvent faire valoir un champ de compétences et se poser comme partenaires sur les questions qui les préoccupent. L'accompagnement de logique d'autoformation facilite la validation d'acquis. Dans un aller-retour entre réflexion et pratique, l'individu prend conscience de son rôle d'acteur et du sens historique de son action, il acquiert un statut d'acteur-chercheur.

Le principal outil d'accompagnement à l'autoformation est l'atelier de recherche-action dont le principe de fonctionnement est décrit ici : <http://reseau.recherche-action.fr/a-propos/charte/charte-des-ateliers-de-recherche-action>

Des validations diplômantes en partenariat avec des centres de formation et la mise en place de cycles de formation peuvent compléter le dispositif.

Investir l'espace public et mettre en débat les problématiques

Le travail du collectif doit être visible et facilement accessible et permettre à ceux qui le désirent de le rejoindre, soit physiquement, soit par échanges électroniques à distance :

- Mise en place d'une plate-forme collaborative à distance : revue électronique, écriture collaborative, forums, blogs individuels et collectifs, apprentissage à distance, etc. (voir outil internet de la plate-forme recherche-action.fr)
- Restitution du travail collectif, mise en débat des problématiques avec les acteurs et les partenaires sur le territoire : l'expérimentation de journées « interstice » correspond à ce besoin de trouver des formes originales de restitution et de débat entre une forme intelligible (réflexion, diffusion de connaissance) et une forme sensible et symbolique (espaces esthétiques, expression artistique). C'est une manière de valider les problématiques de travail en recherche-action par leur exposé dans l'espace public.